

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRÉDIT AGRICOLE EN POLOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 6 mars 1929, à 2 heures

PAR

Joseph VIRION

Président : M. HITIER, professeur

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
AFTALIÓN, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie} ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE CRÉDIT AGRICOLE EN POLOGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 6 mars 1929, à 2 heures

PAR

Joseph VIRION

Président : M. HITIER, professeur

*Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

En prenant comme sujet de cet ouvrage le crédit agricole en Pologne, nous nous sommes trouvés dans une situation singulièrement délicate.

La diversité en ce pays des systèmes d'organisation et d'institutions rend en effet très difficile la présentation d'une image précise de l'ensemble du crédit agricole à l'heure actuelle et les remaniements constants, qui s'opèrent sous forme de lois ou d'institutions nouvelles, rendent incertaines toutes considérations présentes.

Notre souci était donc d'exposer uniquement et le plus exactement possible la situation faite aujourd'hui au crédit agricole en Pologne.

Nous considérons avec beaucoup d'auteurs polonais que tout crédit destiné à l'agriculture est un crédit agricole, qui peut être immobilier, hypothécaire, personnel et réel. Nous avons donc fait une large part dans cet ouvrage au crédit hypothécaire foncier, d'autant plus que l'organisation de ce crédit est singulièrement remarquable et que le caractère de certaines institutions est mixte.

Aussi avons-nous adopté cette division du crédit agricole généralement employée en Pologne, et qui est : « le crédit à long terme » et le « crédit à court terme », et que nous avons trouvé beaucoup plus appropriée à notre étude.

La présentation de l'organisation du crédit agricole, nous a causé un certain embarras. Nous n'avons pas voulu recommencer l'histoire ni l'exposé des principes de cette organisation dans ses détails, non plus que de certaines ins-

titutions dont l'existence est plus que séculaire, ce serait représenter ce qui a été dit maintes fois. Nous nous sommes donc attachés spécialement à l'époque récente et aux lois polonaises qui ont un but d'uniformité. Et cette idée d'uniformité dominera notre travail.

En plaçant au premier plan les lois polonaises et les dispositions de ces lois, nous donnerons ensuite un bref historique des institutions et de leur situation actuelle en insistant sur les détails qui présentent encore des différences.

La source de cette diversité d'organisation est la triste position dans laquelle la Pologne s'est trouvée, par suite de son partage en trois parties, soumises à trois régimes différents.

Pour rendre plus claires les explications qui vont suivre, nous citerons à cette place les lois en vigueur concernant les propriétés foncières et les hypothèques.

Dans la partie soumise anciennement à la domination russe, il y a deux régimes différents : dans le royaume du Congrès celui du Code civil Napoléon, introduit en 1808, et des lois hypothécaires de 1818 et 1825 ; dans les provinces de l'Est, celui du 10^e volume du recueil des lois de l'Empire russe et des lois hypothécaires polonaises introduites en 1919 ; dans la partie précédemment sous la domination allemande, c'est-à-dire le Grand-Duché de Poznanie, Poméranie et Haute Silésie, règnent le Code civil allemand de 1896 et la loi de 1897 sur le registre foncier ; et enfin en Galicie, partie autrefois sous la domination autrichienne, c'est le Code civil autrichien de 1888 et la loi hypothécaire de 1871 qui sont en vigueur.

Certaines difficultés se présentent relatives à la monnaie. Il était impossible d'inscrire dans les tableaux de statistiques des chiffres en valeur unifiée zloty ou franc or. La diversité en cette matière est donc grande, toutefois nous n'avons pas jugé utile de nous arrêter à cela, car les tables statistiques n'ont dans cet ouvrage qu'une valeur relative et n'y sont insérées qu'à titre d'illustration.

Cependant il faudra se souvenir de la valeur du zloty. En 1924, lors de son apparition, le zloty valait un franc-or, les marks polonais furent valorisés à raison de 1.800.000 pour un zloty. Après la crise de 1925, le zloty se déprécia et une ordonnance du Président de la République, d'octobre 1927, le stabilisa à nouveau. La valeur actuelle du zloty doit être calculée à raison de 5.925, 44 zlotys pour un kilogramme d'or fin, soit : 1 franc-or égale 1,72 zloty.

Après ces quelques remarques que nous jugions importantes, nous établirons ainsi le plan de cet ouvrage :

Un chapitre préliminaire nous fixera sur *les conditions actuelles de l'agriculture polonaise*.

La première partie sera consacrée au *crédit à long terme*.

La seconde partie comprendra le *crédit à court terme*, et une brève étude sur les *warrants agricoles*.

Enfin une conclusion nous permettra de dégager quelques idées générales.

Nous nous excusons d'avance de toutes lacunes et erreurs éventuelles. Abordant un si vaste et si important sujet, nous nous sommes tout de même appliqués à le traiter le plus clairement et le plus complètement possible. En considération de cela nous demandons que nous soit réservée la plus grande indulgence.

LE CRÉDIT AGRICOLE EN POLOGNE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LA SITUATION DE L'AGRICULTURE EN POLOGNE

La structure agraire.

Avant d'aborder l'étude du crédit destiné aux besoins de l'agriculture, il est indispensable, pour bien apprécier cette institution, de connaître le milieu dans lequel elle doit réagir, c'est-à-dire les conditions générales du pays et en particulier celles de l'agriculture.

La Pologne est presque en totalité, si l'on excepte les régions du Sud où s'élèvent le massif des Carpathes, une grande plaine où le climat et la terre ne connaissent pas de grandes variétés. La glèbe est d'une fertilité moyenne et même dans certains districts se range dans la catégorie des terres noires, notamment dans l'ancienne Podholie, dans la partie sud-est du pays. Les terres les moins fertiles se trouvent à l'est, connues sous le nom de marécages de Pinsk, et au centre où le sol contient beaucoup de sable. Le climat qui est assez doux permet la culture de toutes les plantes cultivées en Europe Centrale, à l'exclusion de celles qui exigent beaucoup de chaleur. On peut donc dire que les différences de culture résultent bien plus de la manière intensive ou extensive de l'exploitation, que de la qualité du sol.

La Pologne est censée être un Etat agricole, non pas en raison de ses exportations de blé, mais à cause du caractère agricole de sa population. L'industrie n'y est pas très développée, ce qui s'explique par la politique économique des Etats autrefois dominants, lesquels paralysaient toutes tentatives de la part de la Société Polonaise.

Le recensement de la population de 1921 nous apporte les chiffres suivants :

Superficie au km. carré	388.390 (1)
Villes	626
Communes rurales	12.610
Terrains domaniaux	2.339
Population	27.176.717
— urbaine	6.500.206 (2)
— rurale.....	19.317.690 (2)
Habitants au km. carré.....	70,0

Donc le pourcentage de la population rurale est d'environ 70 %. Il faut observer que depuis le chiffre de la population s'est accru et est évalué par l'Office principal de statistique à 30.212.962 au 1^{er} janvier 1928.

En Pologne, la terre était, il n'y a pas longtemps encore, l'unique richesse du pays. Le commerce et l'industrie commencèrent à se développer, malgré les difficultés, seulement à la fin du xix^e siècle ; il est donc compréhensible que le problème agraire soit encore dominant.

L'appropriation des terres et l'abolition du servage furent accomplies définitivement en 1864, mais au lieu d'ouvrir une ère nouvelle, meilleure, conduisant l'agriculture à une prospérité plus grande et à l'augmentation de la production, ces mesures n'eurent guère d'effet sensible.

La question d'abolition du servage et d'appropriation des terres avait été soulevée en Pologne à la fin du xviii^e siècle ;

1. *Annuaire statistique de l'Office principal.*

2. Non compris la population recensée par les autorités militaires. Sans la Haute-Silésie.

mais à cause des partages et de la mauvaise volonté des gouvernements co-partageants, elle ne fut pas résolue. Et ce fut, par la suite, les gouvernements co-partageants, eux-mêmes, qui soulevèrent la question, mais ils en profitèrent pour affaiblir l'élément polonais en introduisant une mauvaise entente entre les paysans et les propriétaires fonciers. Ces derniers constituaient alors presque l'unique élément intellectuel et dirigeant polonais dans le pays. Leur disparition eût été un grand triomphe pour les Gouvernements dominants et un pas en avant vers la germanisation ou la russification. Les propriétaires fonciers surent pourtant parer toutes les attaques et travailler consciencieusement au progrès économique et cultural du pays. C'est leur mérite d'avoir rendu florissante l'agriculture dans la partie ouest de la Pologne, laquelle peut servir d'exemple à tout le monde.

Quant aux paysans ils formaient une classe pauvre, peu développée comme instruction, très nombreuse en comparaison de leur avoir, avec un seul désir: acquérir le plus de terres possible, car ils voyaient là l'unique source de richesses.

L'attachement à la terre est si grand parmi la population polonaise que ce n'est qu'avec une grande difficulté et sous la pression de la nécessité, que le paysan passe à la vie d'ouvrier d'industrie et jamais il ne s'adonne au commerce. Il en résulte qu'à cause de la grande natalité les exploitations paysannes se divisent, deviennent minuscules et non viables.

Le mouvement du morcellement des terres, commencé dès le lendemain de l'appropriation et de l'abolition du servage, ne suffit pas à alimenter les besoins de la classe paysanne. Il en résulte une grande misère dans certaines régions et une émigration intense à l'étranger.

Si avec l'augmentation de la population, on avait procédé aux améliorations nécessaires, la question agraire serait à peu près résolue, mais les gouvernements russe et autrichien étaient loin de s'en occuper, hostiles en principe à toute initiative de la société polonaise.

Leur politique consistait à exploiter, au moyen d'impôts, les terres polonaises avec le minimum de dépense; en favorisant les produits de leurs propres pays, les gouvernements co-partageants étouffaient tous les efforts d'industrialisation ou d'amélioration de la structure agraire des terres polonaises. Les tarifs ferroviaires étaient désastreux pour le Royaume du Congrès et pour la Galicie, mais puisqu'ils étaient favorables au commerce et à l'industrie des Russes et des Autrichiens, ces tarifs étaient maintenus.

Le gouvernement russe, avant la guerre, tirait du Royaume du Congrès un profit net fort appréciable. Une certaine partie de ces sommes doit, en vertu du traité de Riga, être restituée au gouvernement polonais.

La politique allemande était différente. La colonisation entreprise sur une grande envergure nécessitait aussi d'autres expédients que ceux pratiqués en Russie et en Autriche. Au lieu de plonger le pays dans la misère et l'éloigner de la civilisation, l'Allemagne soucieuse d'augmenter la production agricole afin d'alimenter les régions industrielles, notamment la Haute-Silésie, et, dans son ensemble en voie d'un grand développement économique, n'épargnait rien pour effectuer les améliorations nécessaires du sol. L'idée que les terres polonaises pourraient un jour se séparer de l'Empire n'est jamais venue au gouvernement prussien.

On peut donc classer les exploitations agricoles formées sous l'influence des circonstances que nous venons de signaler en plusieurs groupes :

Le premier groupe comprend les petites exploitations ne dépassant pas 3 hectares et ne pouvant suffire à l'entretien de leurs propriétaires, obligés de se procurer des suppléments au moyen de l'émigration saisonnière, ou travaillant, ce qui est plus rare, dans des usines.

Le second groupe est formé d'exploitations jusqu'à 10 hectares suffisant déjà à l'entretien de la famille, laquelle

se voit obligée pourtant de recourir à un travail extérieur supplémentaire. Ces deux groupes sont la source d'une main-d'œuvre agricole abondante et à bon marché.

Le troisième groupe est celui des exploitations de 10 à 20 hectares constituant un type d'exploitation paysanne viable, ayant raison d'être, et qui suffit non seulement à l'entretien de la famille, mais est déjà productive pour l'extérieur.

Le quatrième groupe renferme les exploitations moyennes de 20 à 100 hectares constituant le type le mieux adapté à la productivité agricole : c'est celui à la création duquel tendent tous les efforts du gouvernement polonais.

Enfin dans le dernier groupe peuvent être classées toutes les exploitations de plus de 100 hectares.

Le tableau suivant va nous montrer comment sont réparties les terres dans ces différents groupes. Il ne comprend ni la Haute-Silésie ni la province de Wilno.

Année 1921.

Grandeur des propriétés	Nombre de propriétés	Superficie en hectares	0/0
<10	2.843.865	9.665.018	31,8
10-20	311.529	4.190.220	13,8
20-50	76.436	2.141.374	7,1
50-100	11.163	754.880	2,5
>100	18.916	13.589.177	44,8
Total...	3.261.909	30.340.669	100

Réforme agraire.

Après la guerre mondiale, l'Etat polonais, dès le début de son existence et de sa formation, s'empessa d'assainir la structure agraire et de lui donner des bases solides en vue de son amélioration. Une série de lois vint poser les principes de ce qu'on appelle généralement « la Réforme agraire ».

Avant la guerre, le remaniement de l'assiette de la propriété rurale se faisait par voie de morcellement des biens domaniaux. Ce morcellement s'opérait sous l'influence d'une double pression. D'un côté les paysans, dont le nombre allait grandissant n'ayant d'autre moyen d'existence que la culture, désireux d'avoir la terre en propriété (le fermage n'est pas répandu en Pologne) étaient décidés à payer de fortes sommes aux propriétaires fonciers. Ces fonds provenaient en grande partie des envois faits par les émigrants. D'autre part, les conditions de l'agriculture étaient désastreuses : la concurrence du blé venant de Russie ou d'Amérique ruinait les grands propriétaires produisant pour l'exportation. Aussi les propriétaires fonciers étaient-ils toujours tentés de vendre leurs biens aux paysans à des conditions avantageuses et de placer leurs capitaux en ville, plutôt que de mener une vie difficile dans les campagnes. Ainsi, dans le Royaume du Congrès, la grande propriété ne tenait plus, avant la guerre, que 31 % des terres arables.

L'inconvénient du morcellement était que cette opération avait un caractère chaotique, non régularisée ni surveillée par le Gouvernement. C'est pourquoi la structure agraire prit des formes inattendues quant au partage du sol. Un paysan se voyait possesseur parfois de quelques dizaines de bandes de terre dispersées sur des distances kilométriques. Il est bien évident que cet état de choses exigeait un assainissement sérieux.

Mais l'idée de la réforme agraire dévia dès l'origine de ce qu'elle aurait dû être ; au lieu d'être comprise comme une réforme de sens économique, on a voulu voir en elle une réforme de sens social. C'est sous l'influence des doctrines avancées qui apparurent à la fin de la guerre, que la diète polonaise vota le 10 juillet 1919 le principe même de la réforme agraire ; et la loi du 15 juillet 1920 donna les prescriptions nécessaires, suivie d'une loi du 17 décembre 1920 sur la colonisation militaire des confins de la Pologne.

Ces lois visent principalement l'expropriation des terres domaniales au profit de la population paysanne.

Il serait injuste d'en trop faire grief au législateur d'alors ; les années 1919 et 1920 furent très difficiles pour la jeune République polonaise ; il fallut beaucoup d'efforts et de sacrifices de la part de la société pour que l'image soudain apparue de la Pologne libre ne s'évanouisse comme un mirage. La misère née de la guerre désastreuse, était grande. On craignait la famine, le bolcheviste menaçait aux frontières, les esprits étaient échauffés par des idées nouvelles, il fallait donc coûte que coûte trouver une solution pour attirer les paysans sous les drapeaux et leur donner la conviction de la lutte pour leur Patrie et leur bien-être. On se rappela les temps de l'année 1863 où échoua l'insurrection polonaise par suite de l'indifférence des paysans, et l'on céda.

La constitution polonaise du 17 mars 1921 reconnaît explicitement la propriété individuelle et assure sa protection, mais réserve à l'Etat le droit de rachat des terres et la réglementation de son transfert pour les besoins de la collectivité.

En vertu donc de l'article 44 de la Constitution, une nouvelle loi, en vigueur présentement, du 28 décembre 1925 (D. U. R. P. n° 1-1926) vint poser les principes définitifs en ce qui concerne le morcellement des terres.

Le but proposé par cette loi est de remanier la structure agraire de la Pologne afin de créer des exploitations de moyenne grandeur, capables du rendement le plus intense, et possédées individuellement par les exploitants eux-mêmes.

Les traits principaux de la loi sont les suivants :

Chaque année doivent être morcelés 200.000 hectares qui seront répartis dans tout le territoire polonais par un arrêt du Conseil des Ministres. Les terres arables, prairies et pâturages, sont seules assujetties au morcellement.

La loi laisse libre le morcellement amiable, mais sous

certaines conditions, qui sont imposées à l'acheteur et au vendeur relativement à l'étendue du terrain à vendre et aux termes de la transaction.

Si le contingent n'est pas épuisé au cours de l'année, dans la période suivante, l'Etat peut procéder à un rachat obligatoire au prix qui est calculé d'après une évaluation de la terre et selon la nature du sol, et variable par région. Le prix est versé en espèces ou en « lettres de rentes foncières » 5 %. Le rapport entre ces deux modes de paiement est établi par la loi et dépend de la grandeur de la propriété en question.

La loi fixe le maximum de possession par une personne physique ou juridique à 60 hectares dans les régions industrielles, à 180 hectares dans toute la Pologne et 300 hectares dans les provinces de l'Est.

Les statistiques officielles nous apportent les données relatives au mouvement du morcellement des terres pour les années 1919 à 1925.

On a disposé de 809.017 hectares avec destination suivante : 68.329 furent affectés aux institutions publiques, communales et sociales ; 262.375 hectares pour accroître les exploitations trop petites au nombre de 109.542 ; 438.102 hectares pour former des nouvelles exploitations au nombre de 44.632 ; 17.668 hectares pour former 17.855 parcelles ouvrières et 22 543 hectares pour former des exploitations spéciales. Le morcellement était réalisé : 297.846 hectares par des Offices fonciers, 211.013 hectares par des Institutions autorisées, 300.158 hectares par des personnes privées. En 1926 on a disposé d'un total de 202.303 hectares. On pourrait donc évaluer le total des terres employées depuis la formation de l'Etat polonais jusqu'à la fin de 1928, à environ 1.400.000 hectares.

Il serait intéressant d'examiner ici la dissémination des terres en Pologne :

Superficie totale en hectares (1)	Terres arables	Prairie	Pâturages	Forêts	Autres terres et terres improductives
37.661.300	18.307.800	3.838.000	2.528.600	9.062.100	3.924.800
100 0/0	48,6 0/0	10,2 0/0	6,7 0/0	24,1 0/0	10,4 0/0

Si on tient compte que sur les 44,8 % du total des terres possédées par la grande propriété en 1921, il y a 38,1 % de forêts et 10,2 % de terres non susceptibles de morcellement, on peut estimer que le morcellement sera terminé d'ici peu (2).

A côté du morcellement des terres, d'autres solutions étaient nécessaires pour améliorer la structure agraire, notamment en ce qui concerne le remembrement et la liquidation des servitudes.

Le remembrement des terres présente particulièrement un grand intérêt pour la Pologne, car ainsi que nous l'avons déjà dit, la majorité des terres paysannes se trouve dispersées, ce qui rend tout à fait impossible une culture rationnelle. Ce sont les lois du 31 juillet 1923 et du 18 décembre 1925 actuellement en vigueur qui donnent les dispositions relatives au remembrement des terres. La valeur de la propriété remembrée doit être la même que celle des parcelles séparées.

Enfin la liquidation des servitudes se continue en vertu d'une nouvelle ordonnance présidentielle de février 1928. Après l'évaluation des servitudes, qui existent en abondance dans les anciennes provinces russes, les paysans sont indemnisés par la remise de terres. Cette opération qui se poursuit rapidement sera bientôt terminée.

Voici comment se présentent ces travaux jusqu'en 1926

1. Statistique officielle.

2. Statistique agricole, 1921.

Total des affaires (1)	Liquidation des servitudes			Répartition des terres de possession commune			Remembrement des terres (en hectares)			Échange des terres (en hectares)		
	Nombre des localités	Nombre des exploitations régées	Étendue des terres reçues en échange des servitudes	Nombre des localités	Nombre des exploitations régées	Étendue des terres de posses- sions communes réparties	Nombre des localités	Nombre des exploitations remembrées	Étendue des terres remem- brées	Nombre des localités	Nombre des exploitations régées	Étendue des terres échan- gées
Inscrites....	5.306	104.346	138.434	914	32.745	63.402	5.418	281.327	2.229.273	481	6.194	14.113
Terminées..	1.346	26.310	91.412	136	5.094	8.234	1.068	42.180	363.952	194	1.474	1.969

Pour exécuter la réforme agraire, fut organisé, en date du 22 juillet 1919 (D. U. R. R. n° 63, poz 376), l'Office Principal Foncier, qui fut transformé le 6 juillet 1923 en ministère et prit le nom du ministère des Réformes Agraires (D. U. R. R. n° 71 poz 556). Ses attributions furent définies par la loi du 11 août 1923 (D. U. R. P. n° 90 poz 706) comme suit :

Le but à atteindre est le remaniement de la structure agraire existante afin de donner à celle-ci une meilleure forme par les moyens suivants :

- A) Elaboration des projets de lois agraires ;
- B) Exécution des lois agraires qui assurent :
 - a) Le morcellement et la colonisation des terres ;
 - b) Le remembrement des terres et la liquidation des servitudes ;
 - c) La surveillance et la régularisation du trafic de la terre ;
 - d) L'organisation des Offices fonciers ;
 - e) Le régime financier de la réforme agraire et les affaires relatives à la Banque agraire d'Etat ;
 - f) L'octroi de la permission aux personnes privées de procéder à tout changement de structure agraire énuméré sous a, b, c. ;

1. Statistique officielle

g) Tous les travaux techniques liés au changement de la structure agraire ;

C) Liquidation des affaires des Commissions de colonisation, des Gouvernements anciennement dominants ;

D) Liquidation des affaires des Banques foncières, des Gouvernements anciennement dominants ;

E) Enfin toutes affaires confiées par la loi et liées à la réforme agraire.

Les organes d'exécution du Ministère des réformes agraires sont les Offices régionaux fonciers, au-dessous desquels se trouvent les Offices fonciers d'arrondissement. Leur compétence respective est déterminée par la loi : ce sont eux qui assurent effectivement tous les travaux du Ministère. Le recours en contentieux des décisions des Offices en première instance se fait auprès d'une Commission foncière régionale présidée par le Président de l'Office Régional foncier. Le recours en seconde instance est porté devant une Commission principale foncière présidée par le ministre. Le recours en cassation devant le Tribunal Administratif. Les Commissions foncières sont des organes de juridiction, et de délibération car elles émettent des avis sur les affaires présentées par le ministre ou par les présidents des Offices Régionaux fonciers. Le recours devant les tribunaux ordinaires n'est pas admis sauf dans quelques cas prévus par la loi.

On peut s'apercevoir que l'exécution de la réforme agraire au sens large du mot est assurée par une législation abondante et par une organisation exécutive imposante.

Son effet sera double. Economiquement, elle changera la répartition existante des richesses des terres en faveur de la classe paysanne, ainsi que la nature de la production agricole, car les petites et moyennes exploitations sont plus appropriées à l'élevage qu'à la culture étendue des céréales. Socialement, elle pourrait contribuer à l'apaisement du désaccord entre les classes agricoles de la

Pologne en adoucissant les différences existantes et en accroissant le bien-être de la plus grande partie de la population.

Il faut remarquer que l'axe même de la réforme agraire a depuis notablement changé. Il ne s'agit plus d'un morcellement mécanique des terres. Sous l'influence des esprits éclairés, on commence à considérer le sens de la réforme agraire comme signifiant l'amélioration du sort de la population rurale, par l'augmentation de la productivité du sol au moyen : de travaux d'amélioration, du remembrement des parcelles, de la liquidation des servitudes, enfin au moyen d'une culture intensive des exploitations.

On a qu'à se réjouir de ce remaniement qui ne tardera pas à démontrer ses avantages, non seulement pour la classe paysanne, mais encore pour l'économie de toute la nation.

Productivité de l'agriculture en Pologne.

Ayant ainsi présenté les conditions juridiques et sociales dans lesquelles se trouvent actuellement l'agriculture, il serait bon de consacrer quelques mots à son rendement et à sa productivité.

Les motifs d'ordre historique ont exercé une grande influence sur le développement de l'économie rurale, de sorte que les richesses agricoles ne sont pas uniformément réparties dans tout le pays, bien que les conditions naturelles soient à peu près les mêmes. Dans les régions occidentales, en Poznanie, la culture est très intense et industrialisée, les méthodes d'exploitation plus modernes. En avançant vers l'Est graduellement, l'intensité des exploitations diminue pour arriver à une forme tout à fait rudimentaire dans les districts Blanc-Ruthènes et Ruthènes de la Pologne orientale. Il est vrai que parfois la qualité du sol égalise les différences dans les méthodes de culture comme c'est le cas en Podholie.

Départements	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Sarrasin	Millet	Mais	Pois	Pommes de terre	Haricots
Centre.										
1909-1913	12,3	10,5	11,6	9,5	6,5	10,7	—	9,3	95	196
1923-1927	13,5	11,7	13,7	13,4	9,1	11,2	12,8	10,8	119	182
Est.										
1909-1913	9,5	8,1	8,2	7,8	5,2	8,3	—	7,1	68	155
1923-1927	10,7	8,6	9,2	8,3	7,0	8,7	10,4	8,2	95	140
Ouest.										
1909-1913	19,9	16,9	19,2	17,8	6,6	10,0	—	9,1	142	300
1923-1927	18,3	14,8	18,5	18,0	10,7	13,3	—	14,4	136	233
Sud.										
1909-1913	11,7	11,3	11,2	10,6	8,6	9,4	10,7	9,8	110	200
1923-1927	9,7	9,9	10,7	10,7	9,3	11,4	12,8	10,3	115	160

1. Statistique officielle.

En même temps que les différences d'intensité de culture, les différences de rendement sont remarquables. La table suivante des récoltes moyennes en 1923-1927 permettra de les apprécier en comparaison des récoltes d'avant-guerre (V. tableau p. 21).

Par suite de la guerre et des dévastations que la Pologne a subies, beaucoup de terres restèrent en friches. Les friches disparaissent à peine maintenant. La superficie des terres cultivées a diminué en comparaison de l'état d'avant-guerre, de même que le montant de la récolte globale. La moyenne des terres en culture de : froment, seigle, orge, avoine, sarrasin, millet, maïs, pois, colza, lin, chanvre, houblon, pommes de terre, betteraves à sucre, dans les années 1909-1913, était de 13.894,3 milliers d'hectares par an, dans les années 1923-1927 de 12.984,3 milliers d'hectares et en 1928 elle atteignit presque le niveau d'avant-guerre, c'est-à-dire de 13.356,4 milliers d'hectares. La récolte totale en 1927 en milliers de capitaux était : froment, 14.759,1 ; seigle, 56.883,8 ; orge, 16.342,4 ; avoine, 33.900,1 ; sarrasin, 2.620,9 ; millet, 1.371,1 ; maïs, 1.026,7 ; pois, 1.715,0. Parmi les Etats européens, la Pologne occupe le second rang pour la production du seigle et des pommes de terre, le quatrième pour celle de l'orge et de l'avoine.

Les forêts constituent une des principales richesses du pays, leur production normale (en accroissement) de bois était évaluée en 1923 à 21.413.371 mètres cubes par an.

La Pologne possède 16,9 % du total de la superficie de prairies et pâturages. Bien que ces terrains se trouvent encore exploités d'une façon primitive, ils permettent un grand développement d'élevage des animaux domestiques et de la production animale. Dans ce domaine, la Pologne a même dépassé son cheptel d'avant-guerre. En 1927, on comptait 4.126.936 chevaux, 8.601.706 bêtes à cornes, 6.333.456 porcs, 1.917.837 moutons.

L'élevage de la volaille était appliqué sur une vaste

échelle avant la guerre ; on évalue l'état de la base-cour à à raison de 60.000.000 de têtes dont 45.000.000 poules, 10.000.000 oies, et pour le reste, des volailles diverses. Actuellement il n'y a pas de statistique correspondante, mais la statistique du Commerce extérieur peut nous en donner un aperçu. En 1927, la Pologne exporta 65.590 tonnes d'œufs contre 125 d'importées.

Les caractéristiques de l'élevage sont différentes suivant les régions ; dans l'Ouest, le Centre et le Sud, c'est la production des laitages qui est la plus développée, dans l'Est, c'est le bétail pour la boucherie.

Bien que l'industrie agricole soit loin d'être suffisante, son chiffre est pourtant assez remarquable. La Pologne possédait, en 1927, 72 sucreries, avec une production de 5.969.639 quintaux de sucre brut ; 1.282 distilleries d'alcool avec une production de 57.881.000 de litres à 100 % ; 247 brasseries avec une production de 209.711.000 litres de bière ; environ 20.000 moulins de différentes sortes. Enfin on peut noter 121 vinaigreries, 18 fabriques de levure, etc.

La production d'engrais chimiques marque une croissance remarquable : de 282.184 tonnes en 1923, elle passa à 785.413 tonnes en 1927.

Les exportations polonaises des produits agricoles sont encore faibles, mais elles pourraient s'organiser facilement en vue d'alimenter les marchés occidentaux, et en particulier l'Angleterre, en œufs, bêtes à cornes et surtout en porcs, et aussi d'exporter des graines de semence dans l'Europe orientale.

Les besoins de crédit et les possibilités d'endettement de l'agriculture polonaise.

En dépit des grandes richesses agricoles, la terre polonaise suffit à peine à alimenter une population d'environ 30.000.000 d'habitants, rurale pour les deux tiers. C'est donc

pour nourrir ses habitants que la Pologne doit chercher à accroître le plus possible sa production de denrées alimentaires.

Les mesures relatives à la modification de l'assiette de la propriété foncière ne sont que des palliatifs insuffisants, d'autant plus que la productivité n'augmente pas toujours par le fait même du morcellement des terres. L'unique mesure qui reste à entreprendre sont les travaux d'amélioration, dans les plus brefs délais possibles, ainsi que le développement de l'industrie agricole.

La superficie améliorée en Pologne est à peine de 2 millions d'hectares ; il reste pour les travaux de drainage et de régularisation 18 millions d'hectares. Selon le professeur Prokopowicz (1), après drainage le rendement de la terre s'accroît en Pologne de 50 % en moyenne en comparaison des récoltes précédentes, tandis que l'amortissement du capital investi se fait en 2 à 5 ans. On peut se rendre compte de l'effet qu'aurait sur l'économie polonaise l'amélioration de la terre.

Cependant le coût des améliorations est énorme : on l'estime à 7 milliards de zlotys (2). Elles ne peuvent donc être entreprises que partiellement, petit à petit, au fur et à mesure que les capitaux seront plus nombreux dans le pays.

L'agriculture polonaise a pourtant des besoins plus pressants, à l'heure actuelle, qu'elle doit d'abord satisfaire. C'est la reconstruction des bâtiments dévastés, l'achat de machines agricoles, de semences, d'engrais chimiques, etc. Enfin la conversion des dettes.

Du fait de la pénurie générale des capitaux la distinction entre les deux natures de crédit s'efface ; qu'ils soient consentis pour les investissements, sous forme de crédit foncier, ou pour l'alimentation des fonds d'exploitation, sous forme

1. Poplawski. — Discours au Congrès agricole.

2. Borowski.

de crédit agricole, ils sont affectés à des besoins dont l'apaisement se fait le plus vivement ressentir.

L'industrie agricole et surtout les sucreries ont besoin de gros investissements dans les bâtiments et dans les constructions déjà vieilles. La consommation du sucre en Pologne est faible et si, par suite de l'accroissement de la prospérité, elle vient à augmenter, le marché intérieur suffira pour l'écoulement de la production totale des sucreries.

A côté des sucreries, il serait utile de développer les fabriques d'amidon, l'industrie meunière, les abattoirs, etc., et en général toute l'industrie agricole de transformation dont l'état actuel laisse beaucoup à désirer.

Les possibilités de la Pologne pour la production agricole sont grandes : elle possède un sol fertile et une main-d'œuvre rurale très bon marché ; dans les dernières années, elle a reconstruit par ses propres moyens une grande partie de ses régions dévastées ; mais elle se trouve encore bien arriérée, à l'exception de la Poznanie plus avancée dans les systèmes d'agriculture, par comparaison avec les autres pays.

Les améliorations possibles ne peuvent être faites sans les moyens nécessaires ; pour les effectuer, il faut des capitaux et c'est là un problème à résoudre. Le crédit pour l'agriculture, si développé avant la guerre, par suite de circonstances bien connues, par suite des troubles monétaires et enfin à cause de la pénurie générale des capitaux, se voit désorganisé et même complètement détruit dans l'après-guerre immédiate. Ces dernières années marquent un regain de vie du crédit destiné à l'agriculture. Les anciennes institutions reprennent petit à petit leurs opérations ; de nouveaux établissements apparaissent et l'action des Sociétés coopératives de Crédit devient de plus en plus intense et normale.

L'endettement des terres en Pologne n'est pas très grand, mais toute évaluation stricte est impossible. D'après les comptes rendus des établissements de crédits hypothécaires,

la dette à long terme serait environ de 70.000.000 de dollars, ce qui fait à peu près 13 % du montant de la dette d'avant-guerre. Cette dernière a rendu un grand service aux propriétaires fonciers, service relatif en vérité.

En ce qui concerne la dette à court terme, il n'existe qu'une seule statistique, celle de l'Union des Sociétés agricoles polonaises de 1926 : elle ne s'applique qu'à la grande propriété à partir de 50 hectares. Cette dette était évaluée à 500 millions de zlotys, ce qui constitue une charge d'environ 55 zlotys par hectare, c'est-à-dire six dollars, en somme moins que 60 millions de dollars au total.

L'endettement total n'est donc pas de nature à laisser craindre que les dettes nouvelles soient une charge trop lourde à supporter. Au contraire, les nouveaux capitaux pourront être employés avec beaucoup de succès au remboursement des dettes anciennes dont l'intérêt à payer est trop élevé.

L'utilisation des capitaux dans l'agriculture polonaise ne laisse aucun doute sur leur bonne fructification. Ses besoins et ses possibilités sont vastes et il faut satisfaire les premiers.

L'agriculture polonaise a besoin de capitaux pour l'amélioration, construction, reconstruction des bâtiments, création et développement des industries agricoles, conversion des dettes, enfin de crédits élevés pour l'exploitation.

Les pages suivantes essaieront de démontrer comment l'organisation du crédit en Pologne répond aux besoins de l'agriculture et quel est son essor.

PREMIÈRE PARTIE

LE CRÉDIT A LONG TERME

CHAPITRE PREMIER

Définition.

Après avoir présenté la situation générale de l'agriculture en Pologne, nous passons au sujet même de cet ouvrage en essayant de donner le tableau le plus complet de l'organisation et de la situation actuelle du crédit dont bénéficie l'agriculture polonaise.

Nous commencerons par le crédit à long terme qui est proprement dit le crédit foncier, immobilier et hypothécaire destiné à des investissements agricoles permanents tels que : travaux de dessèchement, de drainage, de reboisement, construction des bâtiments, etc..., enfin achat des terres ou paiement des soultes, c'est-à-dire tout genre d'opération qui contribue à l'amélioration ou à l'aggrandissement de l'exploitation, mais comportant des frais dont l'importance est telle que le propriétaire ne peut les faire qu'au cas où le capital prêté et investi dans la terre est restituable seulement dans un long délai de temps, et à des conditions avantageuses, qui sont en règle générale l'amortissement graduel.

Or, le crédit à long terme ainsi conçu est de la plus haute importance pour la Pologne qui se propose d'améliorer sa

structure agraire suivant les principes que nous avons étudiés précédemment.

Conformément à notre plan, l'étude du crédit à long terme comprendra la description des Institutions de Crédit Foncier, de leur organisation et de leur situation actuelle. Ces Institutions sont au nombre de six, certaines parmi elles ont une histoire plus que séculaire, les autres n'apparaissent que récemment.

Trois parmi ces institutions se caractérisent par ceci, qu'elles ne sont point des Sociétés de capitalistes, mais des Associations de débiteurs, lesquels sont les propriétaires fonciers grands et petits.

L'Association en tant que personne morale est responsable de ses dettes garanties par tous les biens associés. Et même du fait que la loi accorde aux Associations le caractère d'Institutions d'Utilité Publique à certaines époques, la responsabilité s'étendait même aux biens non associés (seulement les biens domaniaux) situés dans le rayon de l'activité de l'Association.

L'Association n'a pas de capital social, les fournisseurs de capitaux sont les acheteurs de lettres de gage. L'Association n'est qu'un intermédiaire entre les débiteurs, les associés, et les créanciers, les acheteurs en Bourse. Les associés ont donc un grand intérêt à maintenir la confiance du public. Cette confiance est maintenue au moyen d'un contrôle rigoureux, de la part de l'Association, du paiement des intérêts et de l'amortissement des lettres de gage, ainsi qu'au moyen d'un fond de garantie formé des épargnes de l'Association et appartenant à la totalité des associés.

En général, avant la guerre, les lettres de gage étaient recherchées et leurs cours étaient assez élevés.

Les trois Associations en question sont :

L'Association de Crédit Foncier de Varsovie.

L'Association de Crédit Foncier de Poznan.

L'Association de Crédit Foncier de Lwow.

Les lois polonaises confirment leur caractère d'Institution d'Utilité publique et réservent au Conseil des Ministres le remaniement de leurs statuts, loi du 30 juillet 1921 (D.U.R.P. 75.poz 512).

La quatrième institution de Crédit Foncier est une Société par actions d'un caractère mixte, car elle accorde aussi des prêts urbains, c'est :

La Banque Foncière de Vilno.

Enfin les deux dernières Institutions créées dès après la guerre dans la Pologne libre sont deux Banques d'Etat, une très spécialisée :

La Banque Agraire d'Etat,
l'autre à caractère général :

La Banque de l'Economie Nationale.

Pour ne pas en revenir au cours de cet ouvrage aux mêmes questions, nous allons analyser ensemble les opérations de ces Institutions qui nous intéressent et qui leur sont communes, comme l'émission des lettres de gage, et la procédure de liquidation des prêts.

A vrai dire il existait une certaine diversité de systèmes et de statuts, conséquence des trois régimes différents instaurés sur les terres polonaises. Heureusement une loi récente vint poser des principes uniformes pour toute la Pologne. C'est donc cette loi que nous prendrons en principale considération.

C'est la Loi Bancaire du 17 mars 1928 (D U. R. P. n° 34, Poz 321), Elle est d'une portée générale et relative à toutes les banques ; et une loi de même date (D.U.R.P., n° 35, Poz 326) institue l'obligation, pour les Associations de Crédit Foncier, de se conformer aux prescriptions de la Loi Bancaire, sauf quelques réserves découlant de leur caractère spécial.

Banques et Associations étaient tenues de mettre leurs statuts en conformité avec la loi bancaire au cours de l'année 1928.

Opérations des Institutions de Crédit Foncier.

Lettre de gage. — Les Institutions de Crédit foncier accordent leurs prêts au moyen de l'émission d'obligations appelées *lettres de gage*. Les lettres de gage sont des titres au porteur, ou parfois nominatifs, émis pour une certaine somme et garantissant à leur acquéreur le versement du capital et d'intérêts sous les conditions énumérées dans le texte même de la lettre (art. 70).

Les premières lettres de gage furent connues en Silésie en 1763.

Le montant des lettres de gage ne peut dépasser 15 fois le capital de la banque ni ses réserves (excepté pour les banques d'État) ; quant aux Associations, la limite est la valeur des prêts consentis.

Pourcentage. — Le taux d'intérêt des lettres de gage doit être égal au taux d'intérêt des prêts consentis.

Séries. — Chaque Institution a en circulation des lettres de gage de différentes séries, qui peuvent se différencier par la monnaie dans laquelle elles sont payables (zlotys, dollars), et par le taux d'intérêt qui varie entre 7 à 10 % (avant la guerre 3 à 5 %) ainsi que par la période d'amortissement de 16 ans $1/2$ à 66 ans $1/2$.

L'Association de Varsovie, jusqu'en 1869, répartissait ses émissions en périodes et en séries, de sorte que les lettres de gage dans la même période sont de la même espèce (exclusivement) et doivent s'amortir à la même date, tandis que les séries sont des émissions dans une même période et doivent s'amortir à la fin de cette période. Donc ceux des associés qui retardent leur prêt devaient ensuite payer une annuité plus forte.

Actuellement il n'y a pas de relation directe entre les lettres de gage d'une série particulière et les prêts hypothécaires qui ont servi de base à leur émission. Toutes les

hypothèques servent donc de gage à toutes les lettres d'une Institution, au prorata. Le prêt s'amortit toujours dans le même délai de temps pour lequel il a été consenti, par exemple trente ans, sans tenir compte du moment où il a été accordé.

Dans chaque série doit être prescrit :

- a) la nature et la durée du prêt,
- b) le taux d'intérêt et d'amortissement,
- c) les termes des paiements des annuités, des paiements de coupons, et des lettres de gage sorties au tirage.

Les lettres de gage sont amorties dans un délai de temps déterminé. Les Institutions peuvent procéder à des conversions.

Garantie. — Les lettres de gage sont garanties : dans les Associations,

- a) par les premières hypothèques,
- b) grâce à la responsabilité solidaire de tous les biens associés et engagés dans l'Association,
- c) par les réserves statutaires,
- d) par la responsabilité personnelle, dans les Associations de Lwow et de Poznan.

dans les Banques Foncières :

- a) par les premières hypothèques,
- b) par le capital social,
- c) par les réserves statutaires,
- d) par la garantie du Gouvernement dans les Banques d'Etat,
- e) par la responsabilité personnelle des débiteurs dans les Banques d'Etat.

La principale garantie est la priorité sur toute autre créance hypothécaire (art. 75).

Annuité. — Les prêts consentis sont amortissables, dans un délai de temps déterminé, au moyen d'annuités semestrielles, variables selon la nature de l'émission.

Les annuités se composent :

- a) d'une somme pour l'amortissement,
- b) d'une somme pour les intérêts,
- c) d'une somme pour les frais d'administration,
- d) parfois d'une somme pour la constitution d'une prime.

Les intérêts à payer par les débiteurs doivent suffire au service total des lettres de gage correspondantes.

Retrait. — Les sommes versées au titre d'amortissement ou de remboursement des prêts hypothécaires sont placées et forment un fonds spécial, en vue du retrait des lettres de gage (art. 78).

Le retrait s'effectue au moyen de lots deux fois par an. Les lettres de gage dont le numéro est sorti sont rachetées par l'Institution au pair, ce qui constitue une prime pour le possesseur, car, en général, la valeur réelle des lettres de gage est au-dessous de la valeur nominale sur le marché, ce qui provoque une hausse des lettres de gage au moment du tirage.

Les Institutions Hypothécaires ont un autre moyen de retrait, c'est d'acheter simplement en Bourse le correspondant des lettres de gage qui doivent être amorties dans la période courante. Ce procédé n'est pas toujours utilisé, car il a pour effet la baisse du cours des lettres de gage : il est donc nuisible pour les Institutions elles-mêmes. En conséquence, les lettres de gage de certaines séries sont amortissables uniquement par voie de tirage au sort ($4\frac{1}{2}\%$ zlotys Varsovie).

Les prêts hypothécaires sont remboursables à toute époque, en totalité ou en partie, soit par la remise de lettres de gage de la même série que celles dans lesquelles ils ont été originairement consentis, soit en espèces au pair. En certains cas, il y a des restrictions ou une prime compensant la perte de l'Institution.

Par contre, l'Institution ne peut exiger le paiement de la dette totale ou partielle qu'au cas où la valeur des biens a

diminué jusqu'à ne plus donner la garantie suffisante exigée par les statuts (article 77).

L'Institution est obligée de maintenir l'équilibre entre le montant des prêts hypothécaires et des lettres de gage en circulation. Au fur et à mesure que les prêts diminuent, le surplus des lettres de gage doit être retiré (article 72).

Coupons. — Les intérêts des lettres de gage sont payés sur présentation des coupons détachés. Les délais de prescription des coupons sont de 5 ans, des lettres de gage, de 30 ans (article 71).

Réserve. — Les Institutions sont tenues de constituer une réserve spéciale jusqu'à ce que le total formé par cette réserve, jointe au capital social, atteigne un chiffre ne dépassant pas le $\frac{1}{10}$ du montant nominal des lettres de gage (article 80).

Cette réserve est formée :

a) d'une cotisation payée par le prêteur au moment du consentement du prêt,

b) des bénéfices réalisés par l'Institution par l'achat en Bourse des lettres de gage devant être amorties,

c) d'une somme destinée au paiement des coupons et du montant des lettres de gage sorties au tirage et non touchés par les possesseurs dans le délai prescrit,

d) d'une part, indiquée dans les statuts, des profits de l'Institution.

Cette réserve doit être placée en valeurs constituant un placement légal pour fonds pupillaires.

Conditions requises pour l'octroi des prêts.

Montant. Les prêts des Institutions de Crédit Foncier ne peuvent être consentis qu'à condition d'être garantis par une première hypothèque des biens fonciers (article 75), et leur montant ne peut être supérieur à la moitié de la valeur des biens (excepté en ce qui concerne les Banques d'Etat).

Évaluation. — Les règles d'évaluation doivent être approuvées par le ministre des Finances (article 76). En général elles sont uniformes pour toutes les Institutions et tiennent compte de la valeur en capital de la terre et de son revenu.

Livre Foncier. — Pour que le prêt puisse être consenti sur un bien, il faut que ce dernier soit inscrit au registre hypothécaire et possède un livre foncier. Cette condition est prescrite explicitement par tous les statuts et confirmée par la Loi Bancaire (article 74). Actuellement il y a obligation pour tous les biens d'être inscrits au registre hypothécaire, à l'exception des biens de moins de 65 hectares situés dans les régions du Nord et de l'Est.

Néanmoins, une grande partie encore des biens de petites propriétés ne possède pas de Livre Foncier, ce qui les empêche de bénéficier du Crédit Foncier. Cette entrave disparaîtra un jour, elle a été tout de même l'origine pour l'agriculture de beaucoup de maux causés par la mauvaise volonté des Gouvernements co-partageants.

Dans le livre foncier on trouve :

- a) Une description de la propriété ;
- b) Le nom du propriétaire avec l'indication de l'origine de la propriété ;
- c) La valeur de la propriété avec l'énumération de toutes les servitudes et de toutes les charges ;
- d) L'état de toutes les dettes qui grèvent la propriété.

Le Livre Foncier est conservé au siège du Tribunal et les inscriptions ne peuvent être faites qu'en vertu d'une décision du Tribunal hypothécaire. Les droits de légalité, priorité et publicité sont reconnus. Les dettes prennent rang selon l'ordre de leur inscription et aucun engagement non inscrit ne peut prévaloir, sauf quelques exceptions prévues par la loi. Les inscriptions font foi à l'égard des tiers.

Procédure. — Le client sollicitant un prêt doit s'adresser à l'Institution compétente sur le territoire duquel se trouvent les biens et il doit établir une demande en y ajoutant :

- a) Un extrait officiel du Livre Foncier ;
- b) Un plan de la propriété ;
- c) Une certaine somme pour les frais.

L'Institution après avoir examiné ces pièces envoie des taxateurs qui après un examen minutieux font une évaluation selon les règles prescrites et présentent un rapport à un Comité de Prêts qui donne son avis. Mais la décision finale est réservée à une autorité spéciale et supérieure.

En cas de décision favorable l'acte correspondant doit être enregistré au Livre Foncier et un nouvel extrait présenté à l'Institution qui verse alors le montant du prêt consenti, non en espèces, mais en lettres de gage au cours du pair, que l'emprunteur doit ensuite négocier lui-même.

Ce système difficile à changer, présente toutefois deux inconvénients : pour l'emprunteur qui doit payer une forte prime, surtout de nos jours où le placement n'est pas comode ; pour l'Institution parce que les démarches désordonnées des clients ont pour effet d'abaisser les cours des lettres de gage. Pour faciliter la négociation de ces lettres sans trop d'inconvénient, les Institutions se chargent elles-mêmes de leur placement. Elles le font au moyen de l'achat de lettres de gage remises à leurs propres guichets, ou par l'intermédiaire d'une banque affiliée. Ce procédé est exclusif aujourd'hui. On peut remarquer ici que le problème du placement est le plus important à l'heure actuelle.

Une fois le prêt versé, l'emprunteur doit s'acquitter régulièrement de son annuité deux fois par an, en monnaie légale. S'il en retarde le versement ou s'il s'abstient, il encourt des amendes et des peines pouvant aller jusqu'à la saisie de ses biens.

• Contrôle.

Les Institutions Foncières étant des établissements d'utilité publique de grande importance sont soumises à un contrôle rigoureux de la part du Gouvernement. Un commis-

saire du Gouvernement est délégué en permanence auprès de chaque Institution et sa mission est notamment de vérifier si le montant des lettres de gage en circulation ne dépasse pas celui des prêts hypothécaires.

Les Institutions sont tenues d'envoyer chaque semestre au Ministre des Finances des rapports sur le montant de lettres de gage, et, une fois par an, elles doivent publier au *Moniteur de Pologne* l'état des lettres de gage en circulation (article 82) ainsi que celui des prêts hypothécaires en cours.

Le Ministre des Finances approuve les nouvelles émissions, intervient en cas de violation des statuts ou des lois en vigueur.

Les porteurs de lettres de gage ont le droit d'assigner en cas de défaut l'Institution en justice. Leurs droits sont définis pour chaque Institution différemment, nous en ferons plus loin l'exposé.

Privilèges.

Les Associations de Crédit Foncier ainsi que les Banques d'Etat jouissent de certains privilèges en matière d'exécution et de saisie des biens des emprunteurs en retard pour le paiement des annuités. Ces privilèges ont pour but de faciliter le recouvrement des créances et de réduire le délai qu'impose le recours à la procédure ordinaire. Chaque Institution a ses privilèges propres.

Pour l'Association de Varsovie, c'est la possibilité de saisir et de vendre par licitation, sans procédure judiciaire, les propriétés des débiteurs défaillants.

L'Association de Poznanie voit accorder à ses agents, en une certaine mesure, les pouvoirs et les responsabilités des fonctionnaires publics, elle ne s'adresse au tribunal que pour rendre exécutoires les décisions prises par elle. L'Association de Lwow jouit des mêmes privilèges, mais elle doit s'adresser aux tribunaux pour obtenir une vente publique des propriétés hypothécaires.

La Banque de Vilno et les Banques d'Etat jouissent aussi de certains privilèges d'exécution administrative et analogues aux privilèges des Associations en matière de saisie.

Une différence importante est à souligner entre les Institutions en général et celles de Varsovie et Vilno en particulier en ce sens, que ces deux dernières ne font pas appel à la responsabilité personnelle du débiteur, tandis que les autres ont droit aux terres hypothéquées et aux meubles du débiteur. Ce fait n'a jamais causé de perte sérieuse aux deux Institutions désignées, mais il en résulte que les emprunteurs retardent d'habitude le paiement de leurs redevances, s'acquittant souvent quelques heures à peine avant la vente de leurs biens, tandis qu'aux Associations de Poznanie et Lwow et aux Banques d'Etat, où la responsabilité personnelle existe, le paiement est très régulier; il suffit d'une simple menace d'exécution sur les biens personnels, procédure plus expéditive que la saisie de la terre, pour assurer les paiements dus.

A signaler une particularité des Institutions de Varsovie et de Wilno : l'acheteur éventuel par licitation peut acquérir la terre hypothéquée en ne versant que les annuités dues et les amendes encourues, sans que l'Institution ait le droit d'exiger le paiement du prêt principal.

Liquidation.

La durée des Institutions de Crédit Foncier est illimitée, mais en cas de liquidation voulue ou de faillite, les prêts hypothécaires qui garantissent les lettres de gage, les fonds d'amortissement et les réserves spéciales constituent un fonds spécial permettant de couvrir les lettres de gage par priorité sur les autres créances. En outre les porteurs des lettres de gage ont tous les droits des autres créanciers lorsqu'il s'agit du total du capital de l'Institution (art. 83).

La liquidation est assujettie à un contrôle rigoureux du Ministre des Finances.

CHAPITRE II

Association de Crédit Foncier de Varsovie.

Historique. — Notre étude portera en premier lieu sur l'Association de Crédit Foncier de Varsovie. Cette Institution, bien que n'étant pas la première de ce genre sur les terres polonaises, reste cependant la plus importante quant au rôle joué par elle dans la vie économique et culturelle de la nation.

L'Association a été fondée par la diète polonaise en date du 13 juin 1825 et confirmée par le Roi de Pologne et l'Empereur de Russie. Elle est apparue à un moment critique pour la grande propriété accablée de dettes contractées à la légère, et elle est devenue le seul moyen de secours contre la ruine des propriétaires fonciers. Les opérations de l'Association ne devaient comprendre que le service des biens domaniaux, et c'est bien plus tard qu'elle étendit son rayon d'activité à la petite propriété paysanne.

En 1824 on évalua la dette foncière à 75.600.000 roubles dans le Royaume du Congrès et la valeur totale des biens à 122.700.000 roubles, soit une charge de 62 %.

Le tableau suivant nous montre comment la charge était répartie sur les biens (1) :

1 ^o Bien libre.....	7 %
2 ^o Charge jusqu'à $\frac{1}{4}$ de la valeur....	28 %
3 ^o — $\frac{1}{2}$ —	20 %
4 ^o — $\frac{3}{4}$ —	18 %
5 ^o Charge égale à la valeur.....	11 %
6 ^o — dépassant la valeur.....	16 %

Cet endettement formidable était la conséquence des guerres incessantes depuis les partages de la Pologne. Une autre cause était la politique perfide des Prussiens qui occupaient, avant l'entrée de Napoléon en Pologne, la majeure partie du pays avec Varsovie. Les autorités prussiennes, par l'intermédiaire de leurs Institutions foncières, accordaient facilement des crédits hypothécaires à la noblesse enchantée de ce nouveau procédé qu'elle ne connaissait pas et peu consciente des conséquences désastreuses qu'elle s'attirait. Les Prussiens comptaient, de cette façon habile, exproprier le plus possible de terres polonaises. Napoléon mit fin à ce nouveau jeu, mais il se fit payer les sommes dues, d'après le traité de Bayonne, à des conditions plus avantageuses aux Polonais.

Le grand promoteur de l'assainissement général de l'économie nationale, à cette époque, fut le Prince Lubecki, ministre des Finances du Royaume du Congrès. Ce fut lui qui réalisa la création d'une Association des propriétaires fonciers sur des bases analogues à celles qui existaient déjà en Prusse et en Poznanie. La somme de crédit qu'on pouvait sans crainte accorder aux propriétaires fut calculée sur la base de l'impôt foncier multiplié par 5. On obtenait ainsi la somme probable du revenu en la multipliant encore par 20 : on arrivait alors à la valeur estimée des biens. Ce qui donna 65.832.334 roubles, somme qui était loin de la valeur réelle des terres (1). En accordant des crédits jusqu'aux $\frac{3}{5}$ de la valeur estimée, c'est-à-dire 39.450.000 roubles, on ne courait aucun risque.

L'Association reçut un privilège en vertu duquel les créanciers hypothécaires étaient obligés d'accepter les lettres de gage, au cours du pair, en paiement de leur créance. Réciproquement ils pouvaient obliger les propriétaires à solliciter des prêts pour se libérer.

1. Kirsztot-Prawnicki.

L'Association de Varsovie était administrée par une Direction principale et des Directions régionales. Son rayon d'activité s'étendait sur le Royaume du Congrès.

Durant la première période, l'Association ne consentit des prêts qu'aux biens payant au moins 100 zlotys polonais d'impôts fonciers (1 zloty polonais valait alors 15 kopeck). La somme des prêts consentis fut de 38.514.870 roubles en 1835.

Durant la seconde période de son émission, le bénéfice du consentement des prêts fut étendu aux biens ne payant que 50 zlotys polonais d'impôts fonciers. La somme totale des prêts consentis fut de 50.962.800 roubles en 1844 et 55.104.300 roubles en 1860. Le nombre de biens associés fut de 6.064.

Il est évident qu'on dépassa l'évaluation primitive, mais la valeur des terres monta plus rapidement encore et fut évaluée à cette époque à 284.660.000 roubles.

Le total de la dette privée, autre que celle de l'Association, fut évalué à 76.867.475 roubles.

Le dégrèvement des charges fut notable et, grâce à l'Association, la situation économique des propriétaires fonciers s'améliora beaucoup.

Après 1863, année de la guerre polono-russe qui suivit l'abolition du servage et l'appropriation partielle des terres par les paysans, la garantie était encore assez suffisante pour que le cours des lettres de gage ne s'avilît pas. Cependant pour conjurer la crise, l'Association retint, dans la Banque d'Etat, un certain nombre de lettres de liquidation émises par l'Etat en rémunération des terres appropriées, comme garantie supplémentaire (2 299.950 roubles).

A cette époque fut aussi changé le mode d'évaluation des biens : on procéda à la taxation directe.

La valeur des biens associés, quoique leur superficie fût réduite, fut évaluée à 333.261.000 roubles, la charge n'étant plus que de 25 % au profit de l'Association. La dette privée augmenta et atteignit 122.000.000 de roubles, soit 39 % de

la valeur des biens. Tous les efforts de la Direction de l'Association étaient dirigés vers la diminution de la dette privée par un large octroi des prêts.

Il est facile d'expliquer ce phénomène : bien qu'ils eussent été réduits dans leurs dimensions et grevés d'une charge plus lourde que 50 ans auparavant, les biens domaniaux n'ont rien perdu de leur valeur et celle-ci s'est même trouvée accrue. La culture et la productivité des terres étant déjà meilleure grâce aux investissements accomplis, les prix augmentèrent eux aussi en raison du rapprochement des grands centres industriels entre eux par le moyen des voies ferrées.

A partir de cette époque, l'Association poursuit son activité suivant une prospérité croissante. Les efforts de la Direction ayant pour objet d'étendre les opérations de l'Association, et par là même son influence, à la petite propriété paysanne, aboutirent enfin à un résultat positif. Le Gouvernement russe donna son consentement et, à partir de 1869, l'Association avance des prêts à la propriété paysanne inscrite sur le registre hypothécaire.

L'activité politique et sociale de l'Association se manifesta à cette époque par la création, grâce à ses épargnes d'un fonds spécial « d'Utilité Publique » destiné à des fins culturelles et à la fondation d'écoles populaires. Ce fonds fut confisqué en 1866.

En 1888 et 1894, il y eut de nouveaux changements, on créa un nouvel organe, l'Assemblée Générale de l'Association, et l'on diminua le taux des prêts consentis jusqu'à la moitié (en principe) de la valeur des biens. Un fonds de réserve fut constitué.

Le total des prêts d'année en année devenait plus grand : il atteignit avant la guerre 200.000.000 de roubles. L'Association émit 13 séries de lettres de gage dont 10 furent amorties. Le taux d'intérêt était 4 % et 5 % ; l'Association procéda plusieurs fois à la conversion de ces émissions de lettres de gage.

Dans la seconde moitié du xix^{e} et au début du xx^{e} siècle, l'Association joua un rôle politique important, étant la seule institution polonaise dans le pays après la clôture de l'Association Agraire, en 1862. La guerre mondiale mit fin à la prospérité de l'Association. Les combats engagés sur les terres polonaises rendirent impossible la perception des annuités et les opérations normales de consentement de prêts. Malgré les difficultés l'Association poursuivit, tant bien que mal, son activité et obtint même des autorités allemandes occupantes l'approbation de ses statuts.

En 1915 les biens associés étaient au nombre de 9.906 avec une dette totale de 201.468.450 roubles. Les difficultés de placement obligèrent l'Association à fonder en 1916 une banque affiliée, la « Banque Foncière », qu'elle dota d'un capital social à charge de s'occuper de toutes les opérations bancaires autres que l'émission des lettres de gage.

Le Gouvernement polonais, dès le début, approuva les statuts de l'Association et, en vertu de la loi du 30 juillet 1921, ceux-ci furent changés à plusieurs reprises. Les plus importants remaniements à retenir sont ceux du 4 septembre 1922 (D.U.P.R., n° 79. Poz. 720).

1° L'élargissement du champ d'activité de l'Association aux Provinces de Vilno, Bialystok, Nowogrodek, Polésie, Volhynie.

2° La suppression des directions particulières de province, par centralisation de toute l'Administration à Varsovie.

3° La décision par laquelle tous les biens ayant un livre foncier peuvent bénéficier du Crédit de l'Association.

4° Celles suivant laquelle les emprunts, au delà de la moitié et jusqu'aux $\frac{2}{3}$ de la valeur des terres, sont émis dans des séries de lettres de gages spéciales, avec un fonds d'amortissement à part et sans responsabilité solidaire des associés.

Actuellement les principes généraux auxquels doit se conformer l'Association sont fixés par la loi bancaire du 17 mars 1928.

Opérations. — La formation de l'Etat polonais ouvrit une ère nouvelle à l'Association, mais on ne peut pourtant pas affirmer que ce soit à l'avantage de son activité économique. L'Association perdit définitivement son caractère politique et représentatif de société, elle perdit une partie de son actif formé par les prêts consentis sur les biens situés au delà des frontières polonaises en Lithuanie, et qui se chiffrent à 296 biens grevés de 7.723.057 roubles 04 kopeck ou 20.594.898,65 zlotys. Il faut aussi considérer comme perdu le fonds de réserve placé dans la banque d'Etat de l'Empire Russe et que les soviets ne veulent plus rendre, ce fonds est de 5.315.533,59 roubles ou 14.139.319,35 zlotys. Malgré l'appauvrissement considérable du pays une grande, partie des associés profita de la dévalorisation pour se libérer de leurs emprunts. Aussi, en 1924, l'Association ne comptait-elle plus que 6.818 biens.

En 1919-1922 l'Association émit des lettres de gage en marks polonais, mais la dépréciation du mark mit une fin à cette émission.

En 1924, elle entreprit une émission de lettres de gage en dollars à 8 %, amortissables en 16 ans 1/2. Enfin elle émet actuellement des lettres de gage, 8 % zlotys, amortissables en 30 ans et des obligations de 8 % et de 10 % en renouvellement des prêts remboursables en espèces et non amortissables. Récemment elle a émis des lettres en dollars, à 7 %, amortissables en 33 ans. Il n'est pas consenti de prêt dont le montant soit inférieur à 500 zlotys, tandis que les emprunteurs doivent accepter des lettres de gage de valeur nominale. Par le fait du consentement du prêt, le débiteur devient membre de l'Association, à condition que son prêt atteigne 3.000 zlotys : ils est alors admis à prendre part à l'assemblée générale de l'Association. La petite et moyenne propriété ne peut que difficilement bénéficier du crédit de l'Association; néanmoins le nombre en augmente, par suite de la loi agraire de 1925 sur le morcellement. Les parcelles séparées se voient

grevées de dettes automatiquement. Leur nombre est environ de 2.000.

Organisation. — Le siège social de l'Association est à Varsovie et son fonctionnement est assuré par :

1^o Une Direction principale qui gère les affaires de l'Association au point de vue financier, administratif, et exécutif, et se compose :

- a) d'un président,
- b) d'un vice-président,
- c) de 3 conseillers de la Direction principale.

Les membres de la Direction principale sont élus par l'Assemblée générale.

2^o Un Comité de l'Association, qui assume le contrôle et est un organe représentatif, ce Comité se compose :

- a) d'un président,
- b) d'un vice-président,
- c) de 4 conseillers élus pour 4 ans.

Les membres du Comité sont élus par l'Assemblée générale.

3^o Une Assemblée générale munie des pouvoirs de l'Association et qui se réunit une fois par an et comprend :

- a) les Membres de la Direction principale,
- b) les Membres du Comité,
- c) les Conseillers élus par les Associés réunis en Assemblées régionales.

L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'Association.

4^o Un Commissaire du Gouvernement qui surveille l'activité de l'Association,

5^o Avant 1922, des Directions Régionales,

6^o Les porteurs des lettres de gage, qui exercent un contrôle sur l'Association au moyen d'un Comité spécial se composant d'un président et de 4 conseillers élus par l'Assemblée générale des porteurs de lettres de gage tous les deux ans. Le Comité des porteurs a certains pouvoirs d'in-

vestigation dans les affaires de l'Association, il peut faire appel au Comité de l'Association et au Ministre des Finances à l'égard de ce Comité, au cas où une négligence serait constatée. Le Comité a le droit de vérifier deux fois par an l'équivalence entre les lettres de gage en circulation et les prêts hypothécaires. Le Président du Comité assiste à l'inventaire annuel, au tirage au sort des lettres de gage et à la destruction des titres et des coupons payés.

Situation. — La situation actuelle de l'Association, par suite des troubles monétaires qui se sont succédés après la guerre en Pologne, a beaucoup changé en comparaison de sa situation d'avant-guerre. Son portefeuille hypothécaire a singulièrement diminué.

Conformément à l'ordonnance présidentielle du 14 mai 1924 (D.U.P.R. n° 30 Poz. 233 Rok 1925), sur la revalorisation des dettes, l'Association procéda à une conversion des anciennes lettres de gage en roubles par une émission nouvelle en zlotys, à 4 1/2 et 4 %, amortissables au plus tard en 1962. Les prêts étaient revalorisés en moyenne à un taux de 33 %, sans tenir compte des créances au delà des frontières de la Pologne. Au cas où l'Association obtiendrait la possibilité de liquidation de ses créances, le Ministre déciderait de quelle façon elles seraient réparties entre les porteurs de lettres de gage de la série de conversion en zlotys.

La diminution du portefeuille hypothécaire peut être appréciée à l'aide des chiffres suivants : en 1915 les créances s'élevaient à 201.468.450 roubles, en 1919 à 491.798.000 marks polonais et en 1924 146.224.678 zlotys à 5,18 le dollar (actuellement le dollar est à 8,9 zlotys). Le montant des prêts hypothécaires en zlotys était, au 31 octobre 1927 (année d'exercice), le suivant :

120.023.271,67	série de conversion	4 1/2 %
9.165.059,10	—	4 %
6.994.250	série en zlotys	8 %
Total..	136.182.580,77	

Les frais d'administration étant peu élevés, l'annuité à payer par les débiteurs est respectivement de 6 % et 8,83 %. La valeur en Bourse des lettres de gage 4 % et 4 1/2 % ne dépasse pas 60 % de leur valeur nominale.

Les lettres de gage en dollars 8 %, série 1924, atteignent le chiffre de 5.097.928,24 dollars ; leur valeur en bourse est d'environ 90 % ; la cotisation perçue est de 11,56 %, dont 8 % pour le coupon, le reste pour l'amortissement, en outre l'Association perçoit 0,89 % par semestre pour son fond de garantie.

Les obligations non amortissables à 8 % sont au chiffre de 16.500.000 zlotys et à 10 % au chiffre de 6.200.000 zlotys.

Dans l'exercice de l'année 1928, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre, l'Association a émis :

Lettre de gage série 8 % zlotys pour une somme de 15.620.000 zl.

—	—	8 % dollars	—	—	500.000 \$
—	—	7 %	—	—	1.285.000 \$

L'Association comptait, le 31 octobre 1927, 6.359 biens associés dont la plupart sont des propriétés moyennes d'une superficie de 300 à 400 hectares. La superficie totale des biens associés était le 15 janvier 1925 de 2.004.920 hectares.

Les réserves de l'Association garantissant la sécurité du service des lettres de gage comprennent :

- a) une réserve générale liquide de 4.346.331,29 1/2 zlotys
- b) en valeur immobilière et mobilière 1.257.743,83 —

En outre, un fonds spécial de garantie est formé par les premiers versements, au titre d'amortissement, faits par les emprunteurs. Au cas où la réserve statuaire serait atteinte, le surplus peut être utilisé par l'Assemblée générale au profit de tous les associés, ce qui peut constituer un dégrèvement des dettes ou des annuités.

Le tableau suivant nous montrera le grossissement successif du portefeuille hypothécaire de l'Association et sa diminution après la guerre permettant sans crainte l'octroi de nouveaux crédits (Il faudra tenir compte du changement de valeur de la monnaie).

Années	Nombre des biens associés	Somme des prêts consentis
1826.....	...	8.873.610 roubles
1830.....	...	26.247.192 —
1840.....	...	45.510.438 —
1850.....	...	50.934.125 —
1860.....	6.064	74.859.265 —
1870.....	...	96.976.270 —
1890.....	...	127.049.765 —
1900.....	...	139.642.015 —
1909.....	...	171.890.150 —
1911.....	...	177.973.450 —
1913.....	...	198.683.050 —
1915.....	9.909	201.468.450 —
1917.....	...	209.588.000 —
1919.....	9.899	491.798.000 marks polonais
1920.....	9.873	810.571.000 —
1921.....	9.032	801.834.000 —
1924.....	6.818	146.224.678 zlotys
1925.....	...	809 prêts pour 2.690.600 dollars.
1926.....	...	116 prêts pour 374.800 dollars.
1927.....	6.359	136.182.580,77 116 prêts pour 5.097.928,24 dollars.

Association de Crédit Foncier de Poznan.

Historique. — Cette Institution fut fondée en 1821 sur l'initiative de la Société Polonaise pour les mêmes raisons qui imposèrent plus tard la fondation de l'Association de Varsovie, c'est-à-dire l'endettement des terres grevées de charges trop lourdes, la pénurie générale des capitaux, le taux d'intérêt usuraire des capitaux privés et surtout l'hos-

tilité active des autorités et des Institutions de crédit prussiennes à l'égard des propriétaires fonciers.

La fondation de l'Association de Crédit Foncier de Poznan fut une réaction de la part de la Société Polonaise un moyen de lutte contre la germanisation et une mesure de sauvegarde de ses propriétés et de son bien-être. L'Association remplit son rôle d'une façon très appréciable : elle contribua notablement au relèvement de l'agriculture et actuellement elle opère dans une région où la culture agraire est très développée même en comparaison du reste de l'Europe.

A l'époque de la fondation de l'Association, il existait déjà, sur les terres polonaises d'occupation prussienne, deux Associations de propriétaires, c'étaient la « Landschaft de Silésie » et la « Landschaft de Prusse Occidentale ». Ces Institutions firent preuve d'une grande activité jusqu'à la formation de l'Etat polonais.

L'Association de Poznan apporta pourtant des éléments nouveaux, inconnus auparavant et qui sont précisément : a) l'amortissement graduel de la dette ; b) l'émission de lettres de gage au porteur sans mention d'hypothèque. Ces deux innovations furent bientôt adoptées par toutes les Institutions de Crédit Foncier. Désormais cette forme devint le type de crédit à long terme, très commode pour les parties, et se développa rapidement.

L'Association de Poznan connut des interruptions durant le xix^e siècle. En 1847, pour des raisons politiques, on procéda à sa liquidation, définitivement achevée en 1878. A sa place fut fondée une nouvelle Association, celle qui existe présentement.

L'Association fut classée sous la surveillance permanente des autorités prussiennes et même la Direction en était nommée par le roi de Prusse et le ministre de l'Agriculture, tandis qu'un tiers des membres de l'Assemblée générale étaient nommés par un Commissaire Adjoint.

Les autorités prussiennes faisaient tout pour nuire à la

prospérité de l'Association, voyant en elle une grande entrave à la germanisation du pays. Néanmoins l'Association sortit victorieuse de cette lutte, défiant toutes les attaques et travaillant courageusement pour l'idée nationale polonaise et le relèvement économique du pays. Son mérite est donc très grand.

Dès ses débuts, l'Association groupa les grands propriétaires fonciers possesseurs des biens domaniaux, mais elle réussit bientôt à étendre son activité à la propriété paysanne. A partir de 1879, elle accorda des prêts même aux biens d'une valeur de 6.000 marks ; cette limite fut abaissée par la suite de 3.000 marks. Actuellement l'Association possède la majeure partie des propriétés paysannes. On sait également que la Poznanie est une province de Pologne où la petite et moyenne propriété sont consacrées à la grande culture.

La valeur des biens était calculée sur la base de l'impôt foncier. Plus tard on remplace ce vieux système par la taxation directe.

Les besoins de crédit à court terme obligèrent l'Association à fonder en 1890 une Institution appelée la Caisse d'Epargne de la Landschaft de Poznan. Cette caisse fut transformée, en 1896, en la « Banque Foncière de Poznanie », laquelle s'occupa de toutes les opérations bancaires, en particulier du placement des lettres de gage.

La guerre n'ayant pas fait de dévastations dans la province de Poznanie, l'Association n'a pas subi d'autres pertes que celles de son fonds de réserve, environ 23 millions de marks allemands, placés dans l'emprunt de guerre allemande. Elle se trouve actuellement dans une bonne situation économique.

Opérations. — Avec la formation de l'Etat polonais, l'Association passa sous le régime des lois polonaises, et procéda à plusieurs remaniements de ses statuts ; enfin elle dut se conformer à la loi bancaire du 17 mars 1928.

En 1922, son champ d'activité fut étendu aux provinces de Poméranie et de Silésie où existait une Institution Allemande « l'Ost-Preussische-Landschaft ». L'Association n'a pas encore commencé d'opérations dans ces provinces, à l'exception de quelques prêts en Poméranie, en attendant la liquidation des créances allemandes; ces créances en vertu d'une convention intervenue entre les gouvernements polonais et allemand seront reprises par le Trésor Public polonais. Leur montant est d'environ 5 millions de zlotys. Cette même convention permet à l'Association de recouvrer ses créances sur les terres restées allemandes, Revalorisées à un taux de 5 %, elles représentent une valeur de 100.000 marks or environ.

L'Association émit une grande variété de lettres de gage, série 3 % et 5 % système A. pour les prêts n'atteignant pas la moitié de la valeur des biens et système B jusqu'aux $\frac{2}{3}$ de cette valeur. Cette diversité permettait de suivre les fluctuations du marché en émettant la série la mieux adaptée à un moment donné, ou en procédant à une conversion pratique. Cependant une loi de 1923 (D. U. P. R. n° 83 Poz 645) institua l'obligation de n'émettre qu'un type uniforme de lettre de gage.

L'Association peut consentir à ses Membres des prêts sur hypothèque dans une proportion maxima qui était les $\frac{2}{3}$ de leur valeur, mais qui fut ramenée récemment à la moitié (loi du 17 mars 1928). Pour parer aux inconvénients des troubles monétaires et de la dépréciation ainsi que du manque d'unité stable, l'Association émit, dans les années d'inflation 1923 et 1925, des lettres de gage libellées en seigle, 6 % non amortissables, mais remboursables en totalité le 1^{er} juillet 1933. Le cours du seigle qui sert de base au paiement des annuités et celui des coupons est fixé deux fois par an par l'Association d'après le cours officiel moyen des deux mois précédents. Les prêts de ce genre étaient accordés à tous sollicitants: ils étaient de 16 quintaux par hectare au

maximum, contrairement aux espérances, cette émission n'eut pas la faveur du public. Une autre émission de lettres de gage fut faite en dollars, série 8 %, les prêts de ce genre ne sont pas amortissables, mais remboursables à terme fixe en 1933 ; le maximum accordé est de 32 dollars par hectare, sauf sur les biens à hypothèques grevées de prêts en seigle.

L'Association consent des prêts même aux plus petits exploitants. On estime que ces derniers forment 60 % du total des associés. Mais, par contre, la somme des prêts consentis à la grande propriété est beaucoup plus importante ; une statistique de 1917 nous montre ce rapport : contre 396,2 millions de marks consentis à la grande propriété, la petite ne possède que 29,8 millions de dettes (1).

Il y a lieu de rappeler que les emprunteurs sont personnellement responsables du remboursement de leurs biens ; ils contractent en outre un engagement solidaire sur tous leurs biens pour toutes les obligations de l'Association.

Organisation. — Le siège social de l'Association se trouve dans la ville de Poznan et son fonctionnement est assuré par :

1° Un conseil d'Administration qui gère les affaires de l'Association au point de vue financier, administratif et exécutif, et se compose :

- a) d'un président,
- b) d'un syndic,
- c) d'un substitut,
- d) de conseillers.

Les membres du Conseil sont élus par l'Assemblée générale.

2° Un Comité de l'Association qui assure le contrôle et la revision des comptes. Le Comité est composé de 18 membres élus par l'Assemblée générale.

3° Une assemblée générale de l'Association qui se réunit une fois par an et se compose :

- a) des membres du Conseil d'Administration,
- b) des membres du Comité,
- c) de 54 représentants élus par les Associés.

L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'Association.

4° Un Commissaire du Gouvernement qui contrôle l'activité de l'Association et assure la conformité des opérations et des statuts et lois en vigueur.

Les porteurs de lettres de gage n'ont aucune représentation permanente et ne peuvent intervenir que si l'Association est en défaut. Ils peuvent alors demander le transfert des créances hypothécaires à leur profit.

Situation. — Les troubles monétaires eurent le même effet sur le portefeuille hypothécaire de l'Association de Poznan que sur celui de Varsovie, c'est-à-dire de réduire sa valeur absolue.

L'ordonnance sur la valorisation s'appliqua aussi en Poznanie, seulement le taux de valorisation fut de 15 %. Une lettre de gage de la valeur de 1.000 marks fut échangée contre une autre de valeur de 109 zlotys et en plus d'une soulte de 2, 5 zlotys argent. Le taux d'intérêt de ces lettres est de 4 % ; elles sont amortissables en 55 ans, à partir de 1925.

Le portefeuille hypothécaire passa de 375.776 marks or en 1916, à 42.505.351 zlotys en 1927, au cours du dollar 5,18 (actuellement 8,90). Le montant des prêts hypothécaires en zlotys était du 31 décembre 1923 de 36.892.210, série de conversion 4 % ; l'annuité à payer par les emprunteurs est de 4 % pour l'intérêt et 1/2 % pour l'amortissement, 1/2 % pour les frais d'administration, soit au total 5 % ; la valeur de ces lettres de gage en Bourse est d'environ 57 %.

Les lettres de gage en seigle de 6 % étaient au nombre de 1.728.907 quintaux de seigle ; leur cours actuel en Bourse

(année 1928) est d'environ 31 zlotys par quintal, soit 53.596.117 zlotys. La charge annuelle des emprunteurs est de 6 % pour l'intérêt et $\frac{2}{3}$ % pour les frais d'administration.

L'émission des lettres de gage en dollars 8 % non amortissables était du 31 décembre 1927 de 5.357.580 au cours de 97 %. Les emprunteurs paient annuellement 8 % pour les intérêts et 1 % pour les frais d'administration.

Au cours de l'exercice de l'année 1928, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre, l'Association a émis :

En lettres de gage série 8 % dollars non amortissables pour 1.376.000 \$.

En lettres de gage série 6 % seigle non amortissables pour 64.470 quintaux, soit 11.812.000 zlotys.

L'Association comptait, au 31 décembre 1927, 7.950 biens associés pour une superficie totale de 841.628 hectares, dans lesquels 304 biens (superficie 165.620 hectares) grevés de prêts en seigle, et 610 biens (superficie 235.918 hectares) grevés de prêts en dollars.

Un fonds de réserve est formé au moyen de paiements spéciaux des emprunteurs et effecté à chaque bien particulier. Il doit être placé en lettres de gage ; il ne peut être cédé, ni dépasser 10 % du prêt principal. Les sommes versées ensuite comptent pour l'amortissement de la dette. Nous observons ici un grossissement satisfaisant du fonds d'amortissement qui augmente au moyen de toutes les sommes qui sont en surplus, et de toutes les épargnes de l'Administration. Au cas où les deux fonds formeraient déjà 20 % du prêt, l'emprunteur pourrait exiger un nouveau prêt jusqu'à la concurrence de la somme épargnée ou la diminution de son prêt initial de 20 %.

Le fonds formé avant-guerre ayant été perdu, le fonds de réserve actuel est évalué à 6 millions de zlotys, y compris le siège social (immeubles) de l'Association.

Statistique de l'activité de l'Association.

Année	Nombre des biens associés	Superficie en hectares	Somme des prêts consentis
1900	...	...	273.987.600 marks
1908	...	...	301.525.300 —
1916	...	...	375.776.400 —
1917	...	...	426.000.000 —
1919	10.073	1.028.473	437.902.000 —
1920	9.592	957.410	914.774.400 —
1921	8.506	806.616	352.244.800 —
1922	8.139	768.088	337.831.000 —
1923	8.192	...	423.438.000 —
1924	...	...	42.505.351 zlotys
—	—	273 prêts	1.597.604 quint. seig.
—	—	145 —	2.057.311 dollars
1925	...	48 —	139.247 quintaux
—	—	141 —	1.014.323 dollars
1926	—	17 —	33.406 quintaux
—	—	80 —	1.012.353 dollars
1927	7.950	841.628	36.892.210 zlotys
			1.728.907 quintaux
			5.357.580 dollars

Association de Crédit Foncier de Lwow.

Historique.— L'Institution de Lwow est la troisième et la dernière en date des Associations de propriétaires qui existent actuellement en Pologne. Elle a été créée relativement tard, seulement en 1842. Elle est aussi la moins importante quant à l'activité économique.

Son champ d'activité s'étend sur les départements de Cracovie, Lwow, Tarnopol et Stanislawow, et, avant la guerre elle opérait aussi en Boukowine mais depuis que la Boukowine fait partie de la Roumanie, l'activité de l'Association ne s'étend plus sur cette province.

Les causes de la fondation de l'Association furent les mêmes que nous avons déjà vues, c'est-à-dire le « grèvement »

des biens fonciers par les dettes constituant une charge trop lourde et l'impossibilité de se procurer des capitaux à bon marché. Ce fut en 1822 que, pour la première fois, la Diète de Galicie conçut le plan d'une Association de propriétaires fonciers à créer suivant les principes connus. Mais les autorités autrichiennes furent longtemps hostiles à ce projet qui se réalisa définitivement en 1842.

L'Association prit un caractère d'Institution de classe qu'elle a conservé d'ailleurs jusqu'à nos jours sans qu'il y eût de prescription spéciale. Les associés sont des propriétaires de biens domaniaux, la noblesse du pays.

On peut se rendre compte de l'état de l'agriculture en Galicie et du rôle que joua l'Association en lisant le discours prononcé en 1868, d'un délégué à l'Assemblée Générale, M. Marassé ; selon Marassé, l'état de l'agriculture est lamentable, elle ne suit pas le progrès. Le mode primitif d'exploitation des biens conduit le pays à la ruine. Par suite de l'amélioration du réseau routier et de la construction de voies ferrées, le pays est devenu proche des pays occidentaux où la culture des céréales atteint un niveau élevé, rendant toute concurrence impossible. Les terres de la noblesse sont grevées d'une lourde dette, dont les créances de l'Association ne sont qu'une fraction minime, l'autre étant constituée par les emprunts privés contractés chez des usuriers juifs. Sur 70 millions de rensky de la dette totale en 1857, seulement 15 millions ont été consentis par l'Association. En 1867, cette somme alla jusqu'à 16.080.816 rensky ; or en comparaison de l'activité de l'Association de Poznanie qui, pour un champ d'activité de 536 milles carrés consentit 24 millions, l'activité de l'Association de Lwow est médiocre, car son rayon ne s'étend guère que sur 1.485 milles carrés.

Cependant après les guerres, auxquelles prit part l'Empire d'Autriche, c'est-à-dire vers l'année 1870, la situation de l'Association s'améliora, et, en 1880, son rôle était dominant dans l'octroi du crédit foncier en Galicie. De bonnes

relations avec les Maisons de Banque de Vienne et de Berlin permirent à l'Association de soutenir un cours élevé des lettres de gage, assuré au plus par le paiement régulier des intérêts et par un amortissement rigoureux. La facilité de placement des lettres de gage rendit inutile la création d'une banque affiliée.

Pendant la guerre mondiale, de 1914 à 1917, le Siège de l'Association fut transféré à Vienne et le Gouvernement autrichien assura durant cette époque le service des lettres de gage. En 1918, l'Association remboursa l'Etat autrichien en lui remettant une série spéciale d'obligations en couronnes autrichiennes. Après la dépréciation de la monnaie cette émission ne fut cependant pas revalorisée.

Opérations. — Le Gouvernement polonais ne procéda à aucun remaniement fondamental des statuts de l'Association. Celle-ci dut se conformer à la loi bancaire du 17 mars 1928.

Les prêts ne sont consentis qu'aux grands propriétaires et ne peuvent être inférieurs à 500 zlotys. La petite propriété peut bénéficier du crédit de l'Association à condition d'avoir un Livre Foncier, mais, même dans ce cas, elle n'est pas admise comme membre de l'Association.

L'ensemble des prêts consentis ne peut dépasser la moitié de la valeur de la propriété. La dette doit être inscrite en première hypothèque, mais exceptionnellement d'autres charges, impossibles à rembourser, peuvent subsister en priorité si elles ne dépassent pas 10 %, et même dans certains cas 20 % de la valeur de la propriété.

Les membres de l'Association sont responsables de leurs dettes individuelles, non seulement sur leurs biens hypothéqués, mais aussi personnellement. La responsabilité solidaire des dettes de l'Association qui, avant 1868, s'étendait sur les biens domaniaux non associés (c'est-à-dire ne profitant pas des emprunts) est actuellement limitée à 5 % du montant des prêts, et à une caution de 2 1/2 % pour frais

éventuels en cas d'exécution ; cette prescription doit être formellement inscrite sur tous les actes de prêts et dans les Livres Fonciers. Une fois le prêt remboursé aucune responsabilité ne grève plus le débiteur.

L'Association émettait avant guerre des lettres de gage en couronnes de 4 et 5 %, procédant souvent à des conversions. Pendant la période de l'inflation elle ne fit pas d'opérations et c'est à partir de 1925 qu'elle fit une nouvelle émission en lettres de gages-dollars, 8 %, amortissables en 16 ans 1/2. Récemment elle a émis une nouvelle émission 7 %, amortissable en 33 ans.

Organisation. — Le Siège Social de l'Association se trouve à Lwow, son fonctionnement est assuré par :

1° Une Direction générale qui gère les affaires de l'Association au point de vue financier, administratif, exécutif, et se compose :

- a) d'un président,
- b) d'un vice-président,
- c) de trois directeurs,
- d) de deux directeurs-adjoints.

Les membres de la Direction générale sont élus par l'Assemblée Générale pour six ans.

2° Un Comité de Contrôle composé.

- a) d'un président,
- b) de deux conseillers.

Les Membres du Comité sont élus par l'Assemblée générale pour six ans.

3° Une Commission de Revision, qui se compose de sept membres élus par l'Assemblée générale pour la durée d'un an ;

4° Une Assemblée générale, composée de 66 délégués des membres de l'Association et qui se réunit une fois par an. L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'Association :

5° Un Commissaire du Gouvernement, qui contrôle l'acti-

vité de l'Association et assure la conformité des opérations et des statuts et lois en vigueur.

Les porteurs de lettres de gage n'ont aucune représentation permanente, ils ne peuvent que sommer en justice l'Association en défaut, suivant la procédure du droit commun, et, en cas d'obtention du Tribunal d'un jugement favorable, procéder contre les terres hypothéquées. Ils ne peuvent jamais s'attribuer les droits de l'Association ni faire appel à la responsabilité personnelle, ou solidaire des Membres de l'Association.

Situation. — Le portefeuille hypothécaire de l'Association, par suite des troubles monétaires, diminua rapidement. Beaucoup de propriétaires profitèrent de la dévalorisation pour rembourser leurs dettes. L'Ordonnance de valorisation, en s'appliquant aux terres de Galicie, revalorisa les créances à un taux variant de 15 à 24 %, suivant les régions plus ou moins dévastées par la guerre.

Le portefeuille hypothécaire qui s'élevait en 1914 à 266 millions de couronnes fut valorisé en marks polonais, puis en 1924 revalorisé en zlotys, ce qui le réduisit à 11 millions de zlotys environ, représentés par des lettres de gage zlotys 4 % et 4 1/2 % amortissables en 52 ans à partir de 1925. L'Association perdit sa place prépondérante parmi les Institutions de Crédit à long terme en Galicie, elle ne fait plus que des opérations restreintes.

Le montant des prêts hypothécaires en zlotys était, au 21 décembre 1927, de 10.454.526,45 zlotys représentés par des lettres de gage 4 et 4 1/2 %, série de conversion. Avant la guerre l'Association ne percevait aucune cotisation pour les frais d'administration qui étaient couverts par les épargnes, les revenus de réserve et les peines encourues. Actuellement elle perçoit une cotisation qui varie de 1/2 à 2 % de l'annuité suivant le taux consenti. L'annuité à payer par les emprunteurs est donc respectivement de 7 % et de 6 1/2 %

au maximum. Le cours des lettres de gage de conversion est d'environ 52 % de leur valeur nominale.

Les lettres de gage en dollars 8 %, amortissables en 16 ans 1/2, furent émises pour une somme de 3.103.725 \$, l'annuité totale à payer par les emprunteurs étant de 11,7 %, le cours en bourse de 92 % de la valeur nominale. Les lettres de gage dollars 7 %, amortissables en 33 ans, ramènent à 9,17 % le montant de l'annuité à payer.

Au cours de l'exercice de l'année 1928, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre, l'Association a émis :

En lettres de gage série 8 % dollars, amortissables en 16 ans 1/2 pour 1.366.000 \$.

En lettres de gage série 7 % dollars, amortissables en 33 ans pour 0.448.000 \$.

Le nombre d'Associés n'est pas grand. Avant la guerre, l'Association comptait environ 800 membres, actuellement ce chiffre a notablement diminué.

En 1925 on a consenti 540 prêts pour une somme de 1.239.390 \$.

En 1926 on a consenti 58 prêts pour une somme de 202.200 \$.

En 1927 on a consenti 58 prêts pour une somme de 1.927.335 \$.

Les réserves de l'Association sont représentées par des immeubles dans la ville de Lwow évalués pour une somme de 1.904.745 zlotys 15 grs., bien au-dessus de leur valeur réelle (31 décembre 1927).

En outre il y a un petit fonds liquide qui figure au bilan pour une somme de 26.386 zlotys 87 grs.

Statistique de l'activité de l'Association.

Années	Superficie en morgues (1)	Sommes et prêts
1843	...	3.200.000 couronnes
1850	...	22.000.000 —
1860	...	26.400.000 —
1870	...	37.200.000 —
1880	...	89.000.000 —
1890	...	149.500.000 —
1900	...	220.500.000 —
1905	...	242.700.000 —
1909	1.959.845	249.430.000 —
1910	1.959.845	250.342.400 —
1911	1.825.409	249.135.200 —
1912	1.789.057	252.081.800 —
1913	1.777.017	260.843.600 —
1914	1.781.993	266.778.400 —
1915	1.773.734	266.527.800 —
1916	1.764.974	265.370.400 —
1917	1.762.677	263.383.800 —
1918	1.725.841	262.804.400 —
1919	1.704.787 (2)	280.036.200 —
1920	1.572.057	200.180.260 marks polonais
1921	1.666.403 (3)	353.507.000 —
1923	...	261.587.000 —
1924	...	11.113.654 zlotys
1927	...	10.454.526,45 — et 3.103.725 dollars

La Banque Foncière de Vilno.

Historique. — La Banque Foncière de Vilno est une Société par actions fondée, en 1872, sur l'initiative des grands propriétaires fonciers, inquiets de l'activité anti-polonaise des grandes banques hypothécaires russes. Ces banques poursuivaient une forte politique de colonisation

1. Une morgue = environ 2/3 d'hectares.
2. Y compris 59.840 Boukovine.
3. Y compris 18.434 Boukovine.

et de morcellement des terres polonaises au profit des paysans russes. La Banque de Vilno eut donc pour but de soutenir et de sauvegarder la propriété polonaise. Ses opérations s'étendaient sur les anciens districts de Kowno, Minsk, Mohilew, Witebsk, Vilno et Pskow, qui se trouvent maintenant partiellement ou totalement en Lithuanie, Lettonie et Russie.

Actuellement son rayon d'activité s'étend sur les Voïevodies polonaises de Vilno, Nowogrodek, Polésie, Bialystok et Wolhynie.

La Banque Foncière de Vilno se développa rapidement et prit le troisième rang parmi les 10 banques du même genre de l'Empire Russe. Son capital social de 2 millions de roubles à l'origine s'élevait, avant la guerre, à 10 millions 500.000 roubles.

Avant la guerre, la prospérité de la Banque était très grande : ses actions de 250 roubles étaient cotées en bourse à 330 roubles.

La guerre a eu une répercussion sur l'actif de la banque : les terres sur lesquelles s'étendait son activité se trouvèrent complètement dévastées par les opérations militaires et la révolution russe. Durant plusieurs années, la Banque ne fit pas d'opérations, elle les reprit en 1924 et ceci avec beaucoup de difficultés, car ces régions sont bien celles de Pologne où l'agriculture est la moins développée.

Opérations. — La Banque foncière de Vilno étant une Institution privée, doit se conformer strictement à la loi bancaire du 17 mars 1928. Aucun privilège ne lui est accordé.

Les prêts sont urbains et fonciers et consentis à tout genre de propriété inscrite sur les registres hypothécaires et possédant un livre foncier. Avant la guerre, l'obligation hypothécaire n'existait pas. On institua donc une sorte de gage d'immeubles par des actes notariés spéciaux. Le prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur des biens évalués

suivant une taxation directe. La responsabilité garantissant le remboursement des créances est limitée aux biens hypothéqués. Il n'y a pas de responsabilité personnelle ni solidaire des débiteurs de la banque. En cas de non-paiement des annuités, le débiteur encourt de lourdes amendes jusqu'à la saisie de ses biens. La responsabilité des actionnaires est limitée au capital de la banque.

L'émission de lettres de gage est limitée à 15 fois son capital social. La Banque a émis au cours de son existence des lettres de gage en roubles $4/12\%$, série amortissable dans une période allant de 12 ans 7 mois à 66 ans 2 mois. Actuellement elle émet, de même que les autres Institutions de crédit foncier, des lettres de gages en dollars 8% amortissables en 16 ans $1/2$, ainsi que des obligations de 10 % dollars remboursables en 10 ans. La Banque se voit confier par le Gouvernement la gérance des créances de certaines banques russes, notamment de Toula, Moscou, Kiew, Poltawa (D.U.P.R. n° 21 Poz 67 r. 1918).

Organisation.—Le Siège Social de la Banque est à Vilno, son fonctionnement est assuré par :

1° Une Direction générale de cinq directeurs élus pour une durée de trois ans par l'Assemblée générale des actionnaires.

2° Un Comité d'évaluation composé de 4 membres élus pour une durée de trois ans par l'Assemblée des actionnaires.

3° Une Commission de révision.

4° Une Assemblée générale des actionnaires, qui se réunit une fois par an.

5° Un Commissaire du Gouvernement permanent, qui contrôle l'activité de la Banque en ce qu'il concerne l'émission des lettres de gage.

Les porteurs des lettres n'ont aucune représentation, ni faculté spéciale pour sommer la Banque en justice.

Situation. — La situation de la Banque fut très mauvaise dans les années qui suivirent la guerre. La majeure partie de ses créances se trouva au delà des limites de la Pologne et fut confisquée. Sur 147.316.000 roubles de prêts de la Banque en 1914, dans les limites de la Pologne il ne resta que 63.710.000 roubles. L'ordonnance de valorisation du 14 mai 1924 ne tint compte que des créances sur territoire polonais lesquelles furent valorisées à un taux variant de 15 à 20 %. Sur cette base la Banque émit une nouvelle émission de lettres de gage en zlotys à 4 1/2 %, amortissables en 66 ans à partir de 1925. Ces lettres furent échangées contre des lettres de gage en roubles, présentées par les porteurs polonais, exclusivement à raison de 56 zlotys pour 100 roubles. Si, comme il est prévu par le traité de Riga, un règlement de créances, entre la Pologne et la Russie aboutissait, une nouvelle répartition aurait lieu et les porteurs étrangers y participeraient.

Le montant des prêts hypothécaires fonciers en zlotys était au 31 décembre 1927 de : 24.133.818 zlotys, série de conversion 4 1/2 %. Leur cours en Bourse est d'environ 60 % de leur valeur nominale. Les lettres de gage en dollars 8 %, amortissables en 16 ans 1/2, furent émises pour une somme de 283.753, 10 \$. Les obligations de 10 % l'ont été pour une somme de 26.400 \$. Le cours des lettres de gage dollars est d'environ 89 %. Durant l'année 1928, du 1^{er} janvier au 1^{er} octobre, la Banque émit des lettres de gage en dollars 8 % pour une somme de 1.363.000 dollars.

Les biens grevés d'emprunts de la Banque étaient au 31 décembre 1927 au nombre de 3.031 et furent consentis 99 prêts en lettre de gage dollars.

Les réserves de la Banque figurent au bilan pour une somme de 3.246.392, 67 zlotys en plus du capital social, qui est de 5.250.000 zlotys, divisé en 42.000 actions de 125 zlotys chacune. La banque est propriétaire de la majeure partie du portefeuille d'actions de la Banque commerciale pri-

vée de Vilno, dont elle s'est fait depuis 1926 une banque affiliée.

Statistique de l'activité de la Banque.

Années	Nombre de biens	Superficie en diesietyn (1)	Somme des prêts	Prêts accordés au cours de l'année	Bilan
Roubles 1913	12.312	4.261.119	117.366.000	7.529.700	176.001.301
Zlotys 1927	3.130	..	24.133.888	...	52.938.636
Dollars			310.203		

1. Une diesietyn = 1,13 hectares.

CHAPITRE III

LES BANQUES D'ÉTAT

I. — LA BANQUE AGRAIRE D'ÉTAT

Historique. — Les Institutions existantes sur les terres polonaises étaient loin de satisfaire les besoins de crédit de l'agriculture. Leur activité se limitait presque exclusivement au service de la grande propriété rurale, et elles ne pouvaient en raison de leur caractère spécial et des opérations restreintes qu'elles pratiquaient, procéder à une politique plus large ayant pour but l'amélioration de la structure agraire de la Pologne. Cette amélioration peut être accomplie par des travaux spéciaux indispensables ; il faut donc qu'il existe une Institution qui assure l'octroi des crédits destinés aux améliorations telle que drainage, défrichement, régularisation, etc., et enfin permette le remaniement de l'assiette de possession de la terre par le remembrement et le morcellement. Toutes ces conditions sont indispensables pour augmenter la productivité du sol et par cela même améliorer le sort de la plus grande partie de la population.

Avant la guerre, il existait, sur les terres polonaises, plusieurs institutions se proposant les buts que nous venons d'énumérer, mais c'était surtout le morcellement qu'elles avaient en vue et la colonisation des éléments étrangers russe ou allemand. La Société polonaise fut donc hostile à leur activité et, après la formation de l'Etat polonais, ces institutions furent aussitôt liquidées tandis que la gestion de leur créance était confiée, par le gouvernement polonais, à la Banque Agraire, à la Banque de l'Economie Nationale, et enfin à la Banque Foncière de Vilno.

Les besoins d'assainissement des conditions de l'Agriculture se présentaient d'une manière impérieuse en Pologne. Avant même l'élaboration des lois de la Réforme agraire, fut créée, par le Gouvernement, une Institution qui devait assurer la charge d'amélioration de l'agriculture nationale. Cette Institution fut la Banque Agraire d'Etat, créée le 5 février 1919 (Dz. Pr. N° 12 poz. 134), par un décret du Chef de l'Etat. Ces statuts furent plusieurs fois remaniés, en 1921-1924, et définitivement adoptés le 11 juin 1928.

Les premières années de son existence, la Banque ne fit pas d'opérations de crédit ; il lui fallut s'organiser et son activité se borna à la gestion des fonds confiés à elle par le Gouvernement. Ces fonds étaient : un fonds de colonisation, créé par la loi du 19 décembre 1919 ; un fond du ministère de l'agriculture de 3 milliards de marks polonais, destiné à la subvention des terres dévastées. La Banque se voyait confier la liquidation d'autres fonds de même destination. Ce n'est guère qu'en 1922 que fut versé, par le Gouvernement, le capital social de la Banque à raison d'une somme de 200 millions de marks polonais. Cette année-là, la Banque commença la liquidation des créances des anciennes banques foncières russes, dont les créances, en vertu du traité de Riga, avaient été attribuées à l'Etat polonais. L'inflation rendit impossible à cette époque les opérations normales de la Banque. Les crédits accordés, remboursés ensuite en monnaie dépréciée, avaient plutôt un caractère de subvention. Le fonds versé par le Gouvernement devint, en 1924, presque nul.

C'est seulement la stabilisation de la monnaie polonaise et la création d'une banque d'émission, « la Banque de Pologne », qui permirent à la Banque agraire de reprendre, au moyen d'un nouveau fonds versé de 3 millions de zlotys, les opérations normales de crédit. C'est de cette époque que date la grande prospérité de la Banque.

Un petit tableau, rédigé par la Banque elle-même, peut illustrer son essor depuis sa création jusqu'en 1928.

Années	Bilan		Cours du dollar	Capital social et fonds de réserve	
	en monnaie polonaise	en dollars		en monnaie polonaise	en dollars
1919.....	7.068.650 marks	64.184	marks 110,13	mks 6.000.000	54.481
1920.....	37.455.212 —	63.483	590,0	16.500.000	27.966
1921.....	4.174.578.830 —	1.428.427	2.922,5	16.500.000	5.645
1922.....	14.572.214.057 —	818.663	17.800,0	211.582.649	11.886
1923.....	538.701.601.905 —	84.172	6.400.000	2.805.637.341	438
1924.....	27.080.572 zlotys	5.227.909	zlotys 5,18	zls 3.426.582	603.587
1925.....	88.673.270 —	10.683.526	8,30	11.810.466	1.422.947
1926.....	157.575.004 —	17.508.333	9,0	14.575.496	1.619.499
1927.....	424.938.643 —	47.745.802,5	8,90	79.441.233	8.555.194,7
1928-30-6.....	573.032.140 —	64.374.386,5	8,90	109.692.734	12.324.970,1

Nous pouvons constater aisément l'accroissement considérable des opérations de la Banque et celui de son capital social au cours de la dernière année.

Opérations. — Le caractère général de la Banque Agraire d'Etat est précisé par l'article 3 des statuts qui prescrit que « le but de la Banque est de contribuer au développement de l'agriculture, de l'industrie agricole et de l'économie rurale en général, d'organiser le crédit agricole pour la petite et moyenne propriété, la subvention de la colonisation et le morcellement des terres par ses propres moyens, les améliorations, régularisations rurales, la gestion des fonds destinés à ces fins par le Gouvernement ».

Le champ d'activité de la Banque s'étend à toute la Pologne.

L'ordonnance du 14 mai 1924 permet à la Banque de faire des émissions de lettres de gage et d'obligations propres. Les statuts primitifs de la Banque ne prévoyaient pas ces opérations et limitaient les moyens de la Banque à son capital social.

Les opérations de la Banque Agraire peuvent être classées en :

- 1^o Opérations agraires, c'est-à-dire achat, vente et morcellement des biens.
- 2^o Opérations de crédit à long terme ;
- 3^o Opérations de crédits à court terme ;
- 4^o Gestion des fonds spéciaux confiés par l'Etat ;
- 5^o Liquidation des créances des banques étrangères (russes, allemandes, autrichiennes).

Organisation. — Avant d'aborder l'étude approfondie des opérations de la Banque agraire, il nous semble utile de consacrer quelques mots à l'organisation de cette banque.

Le Siège Social de la Banque est Varsovie. Elle possède en outre des agences en province, notamment à Vilno, Luck, Poznań, Grudziatz, Lwow, Cracovie, Katowice.

Les autorités de la Banque sont :

1° Un président nommé par le Président de la République pour cinq ans.

2° Un conseil d'administration, composé :

a) Du président de la Banque ;

b) De neuf membres désignés pour trois ans par le Ministre des finances, dont trois avec l'agrément du Ministre des réformes agraires, et trois avec l'agrément du Ministre de l'Agriculture.

3° Une Direction de la Banque composée :

a) d'un directeur,

b) d'un directeur-adjoint,

c) des directeurs des départements.

4° Une Commission de révision composée de cinq membres, nommés par le Ministre des Finances pour deux ans.

5° Un Commissaire du Gouvernement.

Les opérations de la Banque sont assujetties à un contrôle permanent du Ministre des réformes agraires qui est l'autorité supérieure directe de la Banque.

Le service de la Banque est assuré par un personnel important de 1.282 employés (1^{er} janvier 1928) réparti dans les départements correspondant à la nature des opérations.

Ces départements sont les suivants :

1° Département agraire.

2° — du crédit à long terme,

3° — du crédit à court terme,

4° — d'émission des lettres de gage,

5° — des fonds administrés,

6° — de liquidation,

7° — des rentes.

En outre la Banque possède d'autres départements assurant le service normal des affaires bancaires.

Nous allons maintenant analyser les opérations de chacun des départements ci-dessus mentionnés, excepté celui du crédit à court terme, ce que sera fait dans la seconde partie de ce travail.

Le Département Agraire.

Il convient de commencer nos explications par le département agraire qui assure le caractère de la Banque, puisque c'est précisément le morcellement des grandes propriétés que le gouvernement avait en vue en créant la Banque et en liant son activité à celle de l'Office principal foncier, par une loi du 10 juin 1919. Le département agraire, s'il ne l'est pas maintenant, doit devenir le plus important de tous les départements de la Banque.

Son but est la création des exploitations rurales de petite et moyenne grandeur, pouvant assurer à leurs propriétaires un emploi complet de leur activité. Ce n'est malheureusement pas le cas en Pologne où une grande partie des paysans doit chercher à gagner sa vie en dehors de leur trop petite exploitation. L'amélioration de cet état de choses est le but final de la Banque Agraire.

Le crédit pour le morcellement des terres et l'achat de biens domaniaux par les paysans a, en Pologne, une histoire pleine d'intérêt et il importe d'en faire mention ici. Toute l'œuvre du morcellement échappait malheureusement aux Institutions polonaises, car elle était entre les mains des gouvernements anciennement dominants qui l'utilisaient pour soutenir une politique anti-polonaise par la colonisation et par l'aggravation habile du désaccord entre la noblesse et les paysans, ces derniers toujours désireux de posséder le plus de terre possible.

La Banque des Paysans. — L'Institution la plus importante qui existait sur les terres polonaises fut certainement la Banque des Paysans de l'Empire Russe fondée en 1882. C'était une Institution d'Etat. La Banque achetait à des prix élevés, les biens des grands propriétaires fonciers et les revendait ensuite, en parcelles séparées, à des conditions avantageuses aux paysans, presque

exclusivement de nationalité russe. La petite noblesse si répandue en Pologne et qui forme des villages entiers était exclue. Les fonds nécessaires, la Banque des Paysans se les procurait au moyen d'émissions de lettres de gage à 5 % et d'obligations nominatives à 6 %, toutes deux garanties par le Gouvernement de l'Empire. Les prêts étaient accordés en lettres de gage ou en espèces jusqu'à 60 % de la valeur de la terre, achetée par un paysan. On accordait des prêts collectifs. La limite allait jusqu'à 90 % et même 100 %, en cas d'achat de terre par un non-possédant.

Malgré ces grands avantages consentis par la Banque, celle-ci n'était jamais en difficulté, jouissant de privilèges octroyés par l'Etat russe, et inconnus des autres Institutions. Sa prospérité était incontestée et son activité grandissait sans cesse. Il est vrai que la tâche de la Banque était facilitée par l'attitude des propriétaires fonciers, qui, intéressés à obtenir un prix avantageux et le plus rapidement possible, s'abouchaient avec les paysans, puis s'adressaient à la Banque qui leur versait le prix convenu en une somme globale, tandis que les paysans étaient tenus, à partir de ce moment, de verser des annuités aux guichets de la Banque, cependant que leurs terres étaient prises en gage. De la sorte tout le monde était satisfait. Il faut remarquer qu'une pareille opération n'avait rien d'anti-national, car la terre dans ces cas là était partagée parmi les paysans polonais. La russification se faisait quand la Banque profitait d'une circonstance, ce qui malheureusement arrivait trop souvent, pour acheter une propriété directement et la morceller ensuite entre les colons russes.

Pour se rendre compte de l'activité de la Banque des Paysans, nous donnons une statistique qui est limitée aux dix départements du Royaume du Congrès, car les départements de l'Est, actuellement partagés entre la Pologne et la Russie ne peuvent pas être pris en considération.

La dette augmenta au cours de l'année 1912 de 91.594.830,85 roubles pour l'Empire entier, tandis que la somme totale des prêts consentis était à la fin de 1912 de 1.242.425.025 roubles 92 kopecks.

M. Borowski évalue dans son ouvrage le chiffre des biens grevés, dans le Royaume du Congrès, à 24.741, pour une somme de 85.106.429 roubles, de 1890 à 1914, et les terres achetées par la Banque, pour une superficie de 666.942 diesietyn (1) à une somme de 120.217.000 roubles.

**Statistique de l'activité de la Banque des Paysans
durant l'année 1912.**

Sphère d'activité	Biens en possession de la Banque		Valeurs des biens en roubles	Superficie en diesietyn des biens vendus par intermédiaire ou avec le concours de la Banque	Nombre des prêts consentis		Superficie en diesietyn des terres gagées	Total des prêts consentis en roubles
	Nom- bre	Superficie en diesietyn			Proprié- taires	Prêts		
Royaume du Congrès.....	98	38.082	9.884.001	32.392	6.135	4.678	32.559	7.303.256
Empire russe total.....	3.572	2.929.531	166.053.739	943.531	122.889	45.929	998.350	109.685.344

La Banque de Noblesse. — Sur les provinces de l'Est de la Pologne actuelle, étendait son activité « La Banque de Noblesse », Institution d'Etat fondée en 1885. Elle consentait des crédits au moyen de lettres de gage de 3 1/2 à 5 % aux grands propriétaires fonciers de nationalité russe, et leur facilitait l'achat des biens domaniaux polonais. La somme des prêts non amortis, grevant les terres faisant partie de l'Etat polonais, était en 1913 de 47,9 millions de roubles.

L'importance de cette Institution peut-être illustré par le tableau suivant :

1. Une diesietyn = 1,13 hectares.

Statistique au 1^{er} janvier 1913 pour l'Empire Russe.

Nombre de biens	27.763
Nombre de prêts	27.842
Superficie de terres gagées en diesietyn.....	14.275.085
Evaluation de leur valeur en roubles	1.312.446.720
Total nominal de la dette en roubles	755.283.900

Banques Privées. — Sur ces mêmes terres de la Pologne orientale, les Banques russes privées avaient consenti des crédits en lettres de gage dont le montant était, en 1913, de 86,7 millions de roubles (1).

Institutions Allemandes. — Dans les provinces placées sous la domination allemande, les Institutions s'occupant du morcellement des terres étaient les « Banques de Rentes », qui avaient le droit d'émettre des obligations spéciales appelées « lettres de rente », à un taux de 3 1/2-4 %. Les propriétaires qui vendaient leurs terres obtenaient 1/4 en espèces, et le reste en lettres de rente. A partir de 1886 fut créé, pour des fins politiques, la célèbre Commission de Colonisation disposant de fonds du gouvernement qui atteignirent 1/2 milliard de marks-or. Les colons allemands installés sur les terres polonaises avec le concours de la Commission, versait à celle-ci une rente perpétuelle pour paiement des biens en leur possession. De plus furent fondées deux banques allemandes, la « Deutsche Mittelstandkasse » et la « Bauernbank » dont le fonds social s'élevait à 2.100.00 marks-or. Par réaction de la société polonaise, fut créé en 1886 la « Banque Foncière » qui morcela entre les Polonais 32.000 hectares ; mais, en 1908, cette opération lui fut défendue. En outre, il existait 23 compagnies privées qui jusqu'en 1911 morcelèrent 66.000 hectares.

Institutions Galiciennes. — Le morcellement en Galicie fut opéré par la « Banque du Pays », fondée en 1883, au moyen de lettres de rente, semblables aux lettres de rente

allemandes. Jusqu'en 1912 furent morcelé de la sorte 65.000 hectares.

Opérations de liquidations. — Toutes les créances subsistantes, autrefois consenties par les Institutions mentionnées ci-dessus, appartiennent maintenant à l'Etat polonais, et leur gérance est confiée, excepté celle de la Banque du Pays de Galicie et des Banques privées russes, à la Banque Agraire d'Etat. La liquidation de ces créances est l'objet du département de liquidation de la Banque (D. U. R. P. n° 4. Poz. 37 r. 1925) et du département des Rentes (D. U. R. P., n° 109 poz, 924 r. 1927). Les sommes versées à ce titre figurent au bilan du 31 décembre 1927 pour la somme de 5.261.488,43 zlotys. La Banque trouve beaucoup de difficultés à recouvrer les créances et les annuités dues, à cause du manque d'archives notariales emportées par les Russes ou perdues pendant la guerre. Les comptes rendus de la Banque se plaignent de cet état de choses, trouvant que ces opérations ne doivent pas rentrer dans la compétence de la Banque.

Opérations agraires. — Le département agraire de la Banque comprend donc les opérations d'achat, de vente et de morcellement. Pour rendre plus facile le travail, une division en deux sections a été adoptée :

1° La Section de taxation, qui a pour but d'évaluer la valeur de la terre en cas :

- a) D'achat direct des terres par la Banque.
- b) De sollicitation de crédit à long terme par un client.
- c) De répartition des créances des Banques russes.

La taxation, dans 70 % des cas, est faite uniquement au moyen d'actes présentés, sans visite des terres, ce qui donne une grande économie de temps et de frais.

2° La Section de Morcellement qui fait toutes les transactions et formalités d'achat et de vente. Le morcellement se fait par les moyens propres de la Banque ou par commission.

Le prix de la terre est payé par les acquéreurs : a) en es-

pièces, à raison de 5 à 20 % de la valeur des terres ; b) en lettres de gage en cas d'obtention ultérieure de crédits à long terme ; c) par des obligations personnelles de deux ans, en cas où le crédit consenti ne serait pas suffisant pour couvrir le prix de la terre.

Au 31 décembre 1927, l'activité du département agraire de la Banque se présente de la sorte : il a été acheté 48 biens d'une superficie de 47.420,6 pour un prix de 11.638.000 zlotys ; ont été morcelés 17.456,2 hectares dont on fit 3.093 parcelles séparées. Il reste en la possession de la Banque 30.164,4 hectares. La Banque morcela, par commission, cinq biens d'une superficie de 842 hectares. Elle a procédé à la taxation de 9.066 biens d'une superficie de 573.383 hectares.

Il reste évident que l'activité agraire de la Banque n'est pas considérable, mais les débuts sont toujours difficiles. Il faut se rappeler que l'activité de la Banque ne date que de 1924 et actuellement elle va toujours en augmentant.

Département de Crédit à long terme.

Opérations. — Toutes les opérations de crédit à long terme, à l'exception de la taxation des biens et de l'émission des lettres de gage qui ont leurs départements spéciaux, se font dans les départements de crédit à long terme de la Banque Agraire.

Les prêts sont consentis en lettres de gage zlotys-or à 8 %, amortissables en 31 ans, et 7 %, amortissables en 30 ans 1/2. Les prêts servent à une double destination, à l'achat des terres et aux investissements. Les lettres de gage de la Banque Agraire présentent quelques particularités :

a) Leur montant peut aller jusqu'à 25 fois le capital et les réserves de la Banque ;

b) Par voie d'exception 20 % du total des prêts peuvent être garantie par une deuxième hypothèque ;

c) L'engagement personnel des emprunteurs est limité à leur dette individuelle;

d) Les prêts peuvent atteindre les $\frac{2}{3}$ de la valeur des terres ;

Les prêts minima sont de 1200, 1500, 2000 zlotys pour les investissements et 250 zlotys (ancienne parité-or) pour l'achat des terres;

e) Les lettres de gage constituent un placement légal pour fonds populaires et jouissent d'une garantie d'Etat.

L'action du consentement des prêts et l'émission des lettres de gage furent commencées en 1925, mais c'est seulement en 1927 et 1928 qu'elles prirent de l'importance.

Le 31 juin 1927 l'émission fut de 13,922 mille zlotys ; le 31 décembre de la même année de 41.545 milles ; le 31 juin 1928, de 89.924 mille zlotys.

Situation. — L'octroi du crédit à long terme rencontre des difficultés qui résultent du manque d'hypothèques chez les petits propriétaires. Une autre question très grave, c'est que la Banque, même avec ses agences, ne peut assurer commodément les services de sa clientèle non-renseignée sur toutes les exigences de la Banque et sollicitant pour la plupart de petits prêts. Pour éviter toutes les formalités indispensables dans les grands établissements, et pour faciliter le crédit aux paysans en restant toujours en contact avec eux, une étude est maintenant en cours en vue d'utiliser, comme intermédiaire, les Caisses d'Epargne et les Sociétés coopératives de Crédit. Ces institutions, réparties en masse dans tout le pays et connaissant très bien les besoins et les possibilités collectives et individuelles de la population rurale, peuvent devenir des auxiliaires d'une grande importance.

Actuellement il y a une certaine différence entre les prêts consentis et les prêts effectivement versés. Au 31 juin 1928 sur 152.731 milliers de prêts consentis à 31.449 propriétaires, il n'avait été versé que 89.924 mille zlotys pour 18.465 propriétaires. L'annuité à payer par les emprunteurs est trop lourde.

Selon les calculs présentés par la Banque dans ses comptes rendus, les emprunteurs ne reçoivent que 91,77 zlotys pour 100 de la valeur nominale des lettres de gage, tandis que l'intérêt à payer, en plus des sommes pour l'amortissement et pour les frais d'administration, varie de 10,74 % à 17,42 % du nominal de la dette, selon la période d'amortissement. Au cas où le prêt est destiné à des investissements, la Banque perçoit un supplément de 1 1/2 %. La relation entre les prêts pour l'achat de terres et les investissements étaient au 31 décembre 1927 de 68,5 % pour les premières et 31,5 % pour les secondes.

A la date du 31 juin 1928, l'état de l'émission entière se présentait comme il suit :

Caractères des prêts	Lettres de gage 8 0/0		Lettres de gage 7 0/0		Total des prêts	
	Nombre	Somme	Nombre	Somme	Nombre	Somme
Achat	14.055	55.437	695	2.989	14.750	58.426
Investisse- ment	3.226	27.462	489	4.036	3.715	31.498
Total ...	17.281	82.899	1.184	7.025	18.465	89.924

Les lettres de gage sont cotées en Bourse à raison de 93 % de leur valeur nominale.

Le Département des Fonds Administrés.

L'activité de la Banque Agraire dépend étroitement des crédits ouverts pour l'amélioration agricole. Ces crédits n'occupent pas encore la place qui leur est due dans les opérations de la Banque, mais il n'y a pas de doute que ce sera bientôt le genre de crédit prépondérant. Les statuts de la Banque Agraire prévoient une émission spéciale des obligations d'améliorations.

Le crédit pour les améliorations a toujours fait défaut en Pologne. La somme entière consentie, avant la guerre, par des Institutions spéciales ou par les Gouvernements dominants a été évaluée (1) à 6 millions de marks pour la Pologne, 123.000 couronnes pour la Galicie et 967 milles roubles pour l'ancienne partie russe de la Pologne. Evidemment ces sommes étaient insignifiantes en comparaison des besoins. Les améliorations déjà faites étaient effectuées au moyen de crédits sans destination spéciale consentis par des Institutions Foncières et les Banques. C'est à la Banque Foncière de contribuer à l'amélioration de 18 millions d'hectares au moyen des capitaux nécessaires.

Or jusqu'en 1928, il ne figurait aucun poste correspondant au bilan de la Banque, l'émission des obligations d'améliorations est donc un projet à réaliser. Toutefois la Banque possède un fonds qu'elle se voit confier par le Gouvernement et qui est destiné au consentement de prêts uniquement destinés aux travaux d'amélioration (13.361 milliers de zlotys 31-12-1927). Les prêts de ce genre sont consentis même à la grande propriété.

A côté de ce fonds la Banque gère d'autres fonds versés par le Gouvernement pour des destinations spéciales, tous réservés aux subventions agricoles. Le total de ces fonds est considérable. Le 31 décembre 1927 il était porté au bilan pour une somme de 120.568.701,05 zlotys tandis que le 30 juin 1928, il figurait déjà pour une somme de 154.938.839,45 zlotys.

La gestion de ces fonds fait l'objet du département des fonds administrés et leur répartition pour des destinations spéciales est la suivante (31 juin 1928) :

1° Fonds du Ministère des Réformes Agraires, 49,8 % du total déjà réparti :

I. Borowski.

a) Subside pour les colons militaires et civils dans l'Est de la Pologne, 45.127 milliers de zlotys ;

b) Subside en cas de remembrement des terres pour la construction des bâtiments et pour des améliorations éventuelles sur les parcelles séparées, 14.872 millions de zlotys ;

c) subside aux acquéreurs des petites parcelles de terre pour la construction des bâtiments, achat d'outillage, etc., 4.546 mille zlotys ;

d) Subside valorisé accordé aux optants venus de l'Allemagne, 5.000 zlotys ;

2^o Fonds du Ministère de l'Agriculture, 20,2 % du total :

a) Crédit accordé pour les améliorations comme le drainage et la régularisation, 18.176 mille zlotys.

b) Divers fonds destinés au développement des cultures et de l'élevage ainsi que les subsides accordés par le Ministère dans les régions dévastées par la guerre, 47 mille zlotys ;

3^o Fonds du Ministère des Travaux Publics, 29,8 % du total :

a) Crédit accordé pour la reconstruction des bâtiments détruits par la guerre, 38.625 mille zlotys ;

4^o Fonds du Ministère des Finances, 0,2 % du total :

a) Subside pour les investissements dans les biens des mutilés de guerre, 294 mille zlotys.

Au total 129.683.138,12 zlotys de prêts en espèce pour plusieurs années non amortissables. Leur taux d'intérêt est faible : il est de 6 %. Ces prêts sont consentis au cas où les prêts normaux de la Banque constitueraient une charge trop lourde pour les petits propriétaires. Les mesures du gouvernement pour subventionner l'agriculture ne sont pas comme on le voit tout à fait négligeables, d'autant plus qu'elles ont tendance à se développer. Il est vrai que la Banque a beaucoup de difficultés dans la gérance de ces fonds et cherche à s'en débarrasser.

Par le département des fonds administrés, se termine

l'étude de la Banque Agraire. Nous y reviendrons d'ailleurs dans cette partie de notre ouvrage, où nous étudierons le crédit à court terme.

Le double caractère de la Banque Agraire a pu être ainsi nettement saisi. D'une part la Banque Agraire est un organe subordonné au Gouvernement et en particulier au Ministre des Réformes Agraires, qui doit mettre en mouvement les services spécialisés de la Banque chaque fois que le besoin s'en fait sentir, chaque fois qu'est nécessaire l'intervention de l'Etat. Assurément le but primitif de la Banque, qui était le morcellement des terres, n'est pas atteint et ne le sera probablement pas, car le morcellement est assuré par des personnes et des Institutions spéciales privées et il atteint des chiffres suffisamment considérables. D'autre part, la Banque tend à devenir une Institution centrale de crédit pour la petite propriété. Dans ce domaine, la Banque a de grandes chances de réussir ; l'essor de son développement est déjà considérable et il le deviendra encore plus, une fois que la Banque aura vaincu toutes les difficultés qui troublent son activité et dont elle se rend bien compte, aussi quand, par l'intermédiaire des Caisses d'Epargnes et des Sociétés Coopératives de Crédit, elle sera accessible aux grandes masses de la population agricole et pourra s'en faire une clientèle fidèle et sûre.

II. — LA BANQUE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

A côté des Institutions Foncières dont il vient d'être parlé, et qui sont destinées à subvenir aux besoins de l'agriculture d'une manière permanente, la Banque de l'Economie Nationale est appelée à consentir des crédits à l'agriculture, à l'aide d'importantes ressources destinées à accroître la production du pays.

Par ses statuts les tâches de la Banque sont précisées de la manière suivante :

« La Banque de l'Economie Nationale » a pour mission :

D'accorder des crédits à long terme par l'émission : de lettres de gages, d'obligations communales, ferroviaires et, pour les besoins de l'industrie, d'obligations bancaires ;

De venir en aide aux Institutions de crédit créées par les Administrations autonomes (Caisse d'Epargne) ;

D'encourager l'industrie du bâtiment, et, d'une façon générale, de contribuer à la reconstruction dans tout le pays ;

Enfin d'effectuer toutes les opérations de banque en se mettant, tout particulièrement, au service de l'Etat, des entreprises publiques, des administrations autonomes et des entreprises gérées par celles-ci.

On peut ainsi se rendre compte de l'étendue des opérations ouvertes à l'activité de la Banque. L'étude de cette institution quoique des plus intéressantes, car son existence est étroitement liée au développement économique du pays, ne peut être entreprise d'une manière complète dans cet ouvrage. De ce fait que la Banque joue aujourd'hui un grand rôle dans l'octroi du crédit à l'agriculture, et nous aurons maintes fois à y revenir, il convient ici de consacrer quelques mots à l'historique, l'organisation et l'activité de cet établissement, en nous limitant au domaine qui nous intéresse.

Historique. — La Banque est un établissement d'Etat, créé par l'Ordonnance du Président de la République, en date du 30 mai 1924 (D. U. P. R., n° 36, Poz 382), par la fusion de trois banques : la « Banque du Pays de Galicie », la « Banque d'Etat pour la reconstruction » et le « Crédit des Villes de Galicie ». Ces deux dernières Institutions furent créées aussitôt après la guerre, en vue de l'assistance aux pays dévastés, mais leur activité fut quasi-nulle. Par contre la Banque du Pays, au cours de sa longue existence, joua un grand rôle dans l'économie de la Galicie. Il nous faut donc lui consacrer quelques mots.

Les crédits accordés par l'Association de Crédit Foncier de Lwow, dont bénéficiait seule la grande propriété, étaient bien insuffisants pour l'agriculture du pays. Pour améliorer cet état de choses, la Diète de Galicie créa un établissement qu'elle dota d'un capital d'un million de couronnes avec la tâche précise de collaborer au relèvement économique du pays, et en particulier de l'agriculture, par voie de consentement de crédit à la petite propriété. La Banque consentait des prêts hypothécaires en lettres de gage de 4 à 4 1/2 %, mais ses opérations s'étendirent bientôt à tous les domaines de la vie économique et lui permirent de jouer un rôle prépondérant comme établissement de crédit dans le pays. Le total des prêts consentis à l'agriculture était, en 1913, de 88,2 millions de couronnes, son capital social de 24,2 millions. On peut considérer la Banque de l'Economie Nationale comme descendante directe de la Banque du Pays de Galicie par la nature de ses opérations.

Opérations. — La Banque de l'Economie Nationale fait des opérations de crédit à long terme fourni en obligations ou en espèces. Le crédit pour l'agriculture est consenti en lettres de gages 8 % et 7 % zlotys-or. Les conditions d'émission de garantie et les privilèges sont les mêmes que pour la Banque Agraire d'Etat.

La part de l'agriculture dans les opérations totales de la Banque n'est pas très grande, ce qui s'explique par le changement de la politique primitive de la Banque. Dès le début de son émission de lettres de gage, la Banque avait eu l'intention de devenir un établissement central de crédit pour la grande propriété foncière. Celle-ci était entièrement dépourvue de crédit, la Banque Agraire ne lui accordant pas, en principe, et les autres Institutions ne réussissant pas à trouver un placement à leurs obligations et semblant ne devoir jamais reprendre leurs opérations. Bien que la protection des grands propriétaires fût loin de ses idées, le gouvernement confia cependant à la Banque de l'Economie

Nationale le soin de leur accorder les crédits nécessaires, soucieux qu'il était du développement économique du pays.

Il y eut donc une répartition des attributions entre les banques d'Etat, la Banque Agraire s'occupant de la petite et moyenne propriété, la Banque de l'Economie Nationale de la grande. Depuis, le gouvernement a changé d'avis. Il n'entend pas faire de ses Banques des Institutions concurrentes des Associations ou des Banques de Crédit Foncier. Bien au contraire, il prête à celles-ci une assistance efficace et cherche à trouver des marchés pour leurs obligations. Il pourrait même advenir à la Banque de l'Economie Nationale de clôturer son émission de lettres de gage et de procéder à la liquidation complète de ce poste par le transfert de ces prêts aux Institutions foncières.

Les crédits à long terme en espèces proviennent en grande partie des sommes prêtées au temps des troubles monétaires à diverses industries agricoles ou syndicats dont le plus important est la « Kooprolna » de Varsovie. L'agriculture en bénéficie donc quoique indirectement. Il en est aussi venant des sommes versées comme avances aux propriétaires fonciers, en attendant le versement définitif en lettres de gage.

Ce genre d'opération est destiné à disparaître soit par voie de conversion, soit par remboursement par les débiteurs.

Organisation. — Le capital de la Banque de l'Economie Nationale appartient à l'Etat à raison des 60 % au minimum du total du portefeuille-actions. Le reste peut appartenir aux Administrations autonomes des départements (Woïvodies), des arrondissements ou des villes. Ces administrations reçoivent alors une représentation proportionnelle dans le Conseil de la Banque. Actuellement toutes les actions sont entre les mains de l'Etat.

Le Siège Social de la Banque de l'Economie Nationale est à Varsovie, en province, elle possède 22 agences.

Les autorités de la Banque sont :

1° Un président nommé par le Président de la République pour cinq ans ;

2° Un Conseil d'Administration composé :

- a) du président de la Banque,
- b) de 9 à 15 membres nommés pour trois ans, neuf par le ministre des Finances, le reste, sans dépasser 15, par les Administrations autonomes en proportion de leurs actions.

3° Une direction de la Banque composée :

- a) d'un directeur général,
- b) d'un directeur-adjoint,
- c) des directeurs des départements.

Les membres de la direction sont élus par le Conseil d'Administration et confirmés par le Ministre.

4° Une Commission de révision composée de Membres nommés par le ministre des Finances et éventuellement par les Administrations autonomes pour cinq ans ;

5° Des Comités d'escompte ;

6° Un Comité pour les affaires d'établissements communaux d'épargne ;

7° Un Commissaire du Gouvernement.

Les opérations de la Banque sont assujetties à un contrôle permanent de la part du ministre des Finances qui est l'autorité directe de la Banque.

La Banque possède divers départements selon la nature de ses opérations.

Situation. — Tout ce que nous avons dit plus haut suffit pour se rendre compte de la situation de la Banque à l'égard de l'agriculture, on peut la qualifier de complémentaire tandis que les chiffres vont nous donner une illustration de son activité effective.

Au 31 décembre 1927, les créances de la Banque s'élevaient à 30.818.960 zlotys en lettres de gage 8 % grevant 229 biens et 666.000 zlotys en lettres de gage 7 % grevant cinq biens, soit un total de 31.484.960 zlotys pour 234 biens. Au 30 juin

1928, cette somme montait à 40.834.000 zlotys. Le cours des lettres de gage est d'environ 94 %. L'annuité à verser est calculée sur les mêmes bases que celle de la Banque Agraire.

Le total de l'émission des lettres de gage, y compris les prêts urbains, était, du 31 décembre 1927, de 59.675.142 lettres de gage 8 % zlotys-or et 798.000 lettres de gage 7 % zlotys-or. Tandis que le total des crédits à long terme était de 357 millions et représenté presque exclusivement par les obligations communales pour les investissements. La part de l'agriculture se voit un peu effacée.

Le crédit à long terme en espèces était de 38.672.000 zlotys : son montant va en diminuant.

Un tableau statistique nous permet de mettre en lumière les principaux postes du bilan de la Banque de l'Economie Nationale du début de son existence jusqu'au 30 juin 1928.

Milliers de Zlotys en chiffres ronds.

Années	Capital social	Réserves	Crédits pour l'agriculture				L'ensemble des crédits		Bilan
			Lettres de gage	Espèce à long terme	Espèce à court terme	Total	Lettres de gage et obligations	Espèces	
1924	35.000	—	—	—	9.900	9.900	—	96.492	283.359
1925	35.000	—	0.138	—	16.291	16.429	132.326	256.397	773.924
1926	35.000	16.300	5.700	38.000	23.177	66.877	168.254	416.145	920.160
1927	120.000	28.200	31.484	40.320	56.510	128.314	357.644	636.121	1.425.215
1928	120.000	32.000	40.834	38.672	80.680	160.186	417.408	708.284	1.583.309

CHAPITRE IV

PROBLÈME DU PLACEMENT DES LETTRES DE GAGE ET PROJET DE LA BANQUE CENTRALE FONCIÈRE

Avec la Banque de l'Economie Nationale nous terminons la première partie de ce travail consacré à l'étude de l'organisation du crédit à long terme en Pologne, de sa nature ainsi que de la nature des Institutions qui le répartissent.

Ce qui caractérise le crédit à long terme quant à son organisation, c'est qu'il est distribué par des institutions multiples et quant à son essor, c'est que le développement en est demeuré restreint depuis la guerre. La diversité des Institutions a son explication facile dans les conditions où se trouvait la Pologne partagée en trois parties et soumise à quatre régimes juridiques différents. Dans chacune de ces régions fut constituée par la société polonaise une Institution de crédit foncier jouant un rôle principal dans ce domaine. Avec la formation de l'Etat polonais de nouveaux établissements viennent s'ajouter aux quatre existants, ce sont la Banque Agraire et la Banque de l'Economie Nationale, mais leur caractère est spécial, leur vue plus large, et elles ne peuvent être mises sur le même rang que les Associations de Crédit foncier ou la Banque de Vilno.

Néanmoins quelle que soit l'explication, l'état de choses actuel ne peut subsister. La diversité des Institutions et des émissions de lettres de gage est nuisible, les faits le démontrent, au développement du crédit pour l'agriculture ; la première chose à faire est de réaliser l'uniformité pour qu'il

n'existe en Pologne qu'un seul type de lettres de gage inspirant confiance au public et attirant les capitaux. La fusion des Institutions de Crédit Foncier est impossible, ne serait-ce que la tradition qui les sépare. Il est donc question de la création d'une institution superposée centralisant toute la politique de crédit foncier entre ses mains.

Avant d'en venir à l'étude de cette institution, il est indispensable de connaître le problème du placement des lettres de gage et de tâcher de trouver qui est actuellement en Pologne le véritable créancier de l'agriculture et qui doit l'être.

Placements. — Nous connaissons la somme totale de la dette foncière en lettres de gage d'avant-guerre dans les quatre Institutions principales. Elle se présente, après la valorisation, comme il suit : au 31 décembre 1927 :

Ass. de Créd. Fonc. de Varsovie.	129.488.330,77	zlotys	201.463.450 roubles 1913.
— — Poznan...	36.892.210	zlotys	378.776.400 marks 1916.
— — Lwow....	40.454.526,45	zlotys	266.527.800 couronnes 1913.
La Banque F. de Vilno.....	24.133.818	zlotys	177.366.000 roubles 1913.
Total.....	200.668.885,22	zlotys.	

Or ces lettres de gage se trouvent entre les mains des porteurs d'avant-guerre qui se disent lésés par la loi de valorisation du 14 mai 1924 (D. U. R. P. n° 30 Poz 313 r. 1925) Il est évident que leurs créances ont singulièrement diminué, mais sans la loi en question il ne serait resté, en leur possession, que des effets sans valeur. Une valorisation plus favorable au porteur des lettres de gage se heurtait à une opposition violente de la part des débiteurs qui se trouvèrent presque tous ruinés par la guerre. Ceux qui ne l'étaient pas profitèrent de la dévalorisation pour rembourser leurs prêts totalement. La loi du 14 mai 1924 trancha la question, mais aussi elle suscita des réclamations de toutes parts.

Cependant, le public a perdu confiance dans les lettres

de gage à la suite de toutes les dépréciations valorisation, revalorisation, conversion, qu'elles ont subies. D'ailleurs il faut ajouter qu'il y a une méfiance générale pour toute espèce d'obligation ou de valeur en papiers. Tout ce qui n'est ni or ni dollar est suspect.

Une autre question, plus grave peut-être, c'est le faible intérêt que rapportent les lettres de gage. Les émissions actuelles sont libellées à 7 % et 8 %. Qui donc placerait ses capitaux en obligations quand on a la faculté de prêter à des personnes privées à un intérêt beaucoup plus élevé, n'importe quelle somme et avec une garantie en or ou en dollar. La fixation à 12 % par le Gouvernement, le 15 juin 1927, du taux d'intérêt légal n'est pas suffisante à elle seule pour combattre l'usure.

De leur côté, les emprunteurs, les propriétaires des terres doivent payer en moyenne 13 % par an de la valeur nominale de leur dette, avec une perte d'environ 10 % sur le cours des lettres de gage. Or cette charge dépasse les moyens de l'agriculture, laquelle, selon les estimations des experts, ne peut payer au delà de 7 %, intérêts et amortissement compris. Aussi quoique les sollicitations des emprunteurs affluent, les capitaux procurés ne peuvent jouer le rôle auquel ils sont destinés en principe, c'est-à-dire aux investissements, surtout lorsqu'il s'agit de la moyenne et de la grande propriété ; il n'existe pas, en effet, dans l'agriculture une opération normale qui puisse rapporter un revenu même de 10 % par an. Il en résulte que l'argent touché par l'emprunteur, au lieu de contribuer à l'amélioration de son exploitation, est utilisé au paiement des impôts en retard, à l'achat des produits agricoles, à la réduction des dettes privées dont il faut payer un intérêt d'usure, etc. à l'alimentation enfin de son fonds de roulement pour passer la période de crise éventuelle. On pourrait sans crainte émettre cette opinion que le crédit à long terme joue actuellement en Pologne le rôle du crédit à court terme. Les emprunteurs

considèrent l'emprunt comme un terme de transition, qu'ils pourront ensuite convertir en un nouvel emprunt moins cher. Et quand l'échéance de l'annuité due arrive, ils sont en difficulté pour s'acquitter, sollicitent un nouvel emprunt, leur dette hypothécaire s'accroît et finalement ils se voient obligés d'amoindrir l'état de leurs possessions par vente d'une partie de leurs terres. Il en est ainsi lorsqu'il s'agit de la grande propriété. La petite s'en tire tant bien que mal, vu les petites exigences du paysan polonais et parce qu'en général ces terres sont peu grevées.

Le crédit à long terme tel qu'il est maintenant est donc loin d'être avantageux pour l'agriculture en Pologne. Il est marqué de trois vices principaux : 1^o Faute de placement des lettres de gage, l'agriculture souffre du manque de capitaux pour les investissements ; 2^o Les lettres de gage n'apportent pas aux porteurs éventuels un intérêt suffisant par rapport avec d'autres emplois de capitaux ; 3^o Enfin l'intérêt payé de la dette contractée constitue une charge trop lourde, que l'agriculteur ne peut pas supporter.

On aurait pu croire que voilà le cercle vicieux fermé et qu'il est impossible de concilier les exigences des capitalistes d'un côté, et des emprunteurs de l'autre. Mais il n'en est pas ainsi, car il existe un remède seul et unique pour apaiser les maux que nous venons de présenter, c'est de se procurer des capitaux en abondance, des capitaux susceptibles d'être utilisés dans l'agriculture pour lui permettre d'augmenter sa production. Il n'y a que deux moyens pour rassembler les capitaux nécessaires deux voies à suivre. L'une est l'épargne, la voie la meilleure, la plus saine. Mais, d'une part le goût de l'épargne n'est pas trop répandu dans la nation polonaise, d'autre part l'appauvrissement du pays est grand, en raison des événements qu'il a dû subir. Néanmoins, dans ce domaine, les premiers pas sont faits heureusement. Les nombreuses Institutions, Banques, Coopératives, Caisses d'Epargne, répandues dans tout le territoire de la

Pologne et administrées par des hommes conscients de leurs devoirs, travaillent à développer le goût d'épargne dans la population et à lui apprendre à épargner. Les premiers signes heureux de cette propagande apparaissent, les capitaux affluent dans les caisses, d'abord timidement, puis avec une rapidité croissante.

En illustration de ce qui précède on peut citer ici l'état des dépôts en Pologne.

Millions de zlotys.

Périodes	Banques d'Etat et institutions à caractère public	Banques privées	Caisse d'Epargne et Sociétés coopératives de crédit	Totaux
30/ 6 1925	177,3	342,3	93,0	612,6
31/12 1925	204,3	289,9	100,2	594,4
31/12 1926	501,3	514,0	203,0	1.218,3
31/12 1927	762,8	735,2	405,0	1.903,0

Certainement ces capitaux ne peuvent alimenter efficacement que les crédits à court terme, mais c'est une preuve de l'assainissement économique.

Tout de même les agriculteurs ne peuvent pas attendre que les petits et les gros capitalistes se décident à placer leurs capitaux dans les lettres de gage. Leurs besoins sont immédiats. Il ne reste donc qu'une seconde voie à suivre, c'est d'aller chercher les capitaux là où ils se trouvent, c'est-à-dire à l'étranger et de chercher à placer à l'étranger les obligations.

Une objection peut être soulevée. C'est que, malgré l'insuffisance d'intérêt, malgré le peu d'empressement que montre le marché de la Bourse pour les valeurs foncières, on a réussi quand même à placer, depuis 1924, une somme importante de lettres de gage. L'explication de ce fait est facile : d'une part les lettres de gage en dollars ou zlotys-or jouissent d'une certaine stabilité de valeur, et un tel avantage fut révélé au moment de la crise de 1925 ; d'autre part, il suffit de lire les comptes rendus des grandes institutions financières pour résoudre l'énigme.

Par exemple, prenons le compte rendu de la Banque agraire et nous verrons où elle a réussi à placer ses lettres de gage.

Statistique au 31 décembre 1927.

1 ^o La Caisse d'Epargne postale	10.330.320 zlotys-or	
2 ^o Banque de Pologne	6.501.600	—
3 ^o Etablissement général des assurances.	4.603.236	—
4 ^o La Caisse centrale d'Etat (Fisc)	1.217.158	—
5 ^o Etablissement d'assurances de Pozna-		
nie	2.236.000	—
6 ^o Société d'assurance « Avenir »	175.440	—
7 ^o Etablissement des pensions de Lwow.	194.360	—
8 ^o Ministère des Finances	9.621.594	—
9 ^o Divers	6.668.268	—
Total	41.547.976	—

Cette somme est un peu plus grande que le total du bilan car elle comprend des lettres de gage non encore amorties.

Considérons aussi l'action de la Caisse postale d'Epargne (P. K. O.), de la Banque de Pologne et du Gouvernement lui-même.

La Caisse postale d'Epargne fut créée par une loi du 19 mai 1920 (D. U. R. P., n^o 48 pos. 297). Son but est ainsi précisé par les statuts. Pour faciliter les opérations financières sur les terres de la République polonaise, et pour étendre une protection efficace à l'épargne des classes les plus nombreuses de la population, P. K. O. se vit créer comme Institution d'Etat avec la garantie et sous le contrôle de l'Etat. P. K. O. est une personne juridique et possède son siège social à Varsovie. Elle a le droit d'ouvrir des agences dans les autres villes de la République (art. 1).

L'activité de P. K. O. comprend :

1^o L'acceptation et la fructification des épargnes; 2^o les opérations de chèques; 3^o le placement des capitaux mentionnés sous le numéro 1 et 2, pour leur fructification; 4^o l'achat et la vente pour son compte propre des valeurs

d'Etat ou jouissant de la garantie d'Etat ou enfin constituant un placement légal pour fonds pupillaire; 5° la faculté de faire toutes les opérations avec ses placements pour le compte de ses clients; 6° la collaboration au placement des fonds d'Etat, ou d'autres fonds sous la tutelle de l'Etat, emprunts communaux ou des Administrations autonomes (art. 2).

Tous les bureaux de poste de la République polonaise sont des offices de P. K. O. (art. 5).

Toutes les autorités administratives et toutes les Institutions d'Etat ou des administrations autonomes ont l'obligation de posséder un compte courant à la P. K. O.

Ainsi conçue la Caisse postale d'Epargne emploie à l'achat des diverses valeurs les sommes qui affluent dans ses caisses; elle contribue de la sorte efficacement au développement du crédit.

Au 31 décembre 1927, P. K. O. possédait un portefeuille important de valeurs mobilières portant dividende de 101 millions de zlotys. Son fonds de retraite comprend plus d'un million de valeurs mobilières. En nantissement, elle possédait 6,5 millions de valeurs mobilières. Il est vrai que ce portefeuille contient des obligations diverses, mais il faut considérer que plus de la moitié est composée d'obligations foncières selon les recommandations du gouvernement.

La Banque de Pologne, en vertu de l'article 55 de ses statuts, peut acquérir des valeurs mobilières pour son compte jusqu'à concurrence de 10 % de ses propres fonds et faire des avances sur nantissement de valeurs jusqu'à concurrence de 20 % de son portefeuille de traites (art. 63).

Au 31 décembre 1927 la Banque de Pologne était en possession de 14.127.662,95 zlotys en lettres de gage. Elle avait fait des avances de 40.895.752 zlotys sur nantissement de valeurs mobilières.

Le Gouvernement polonais a constitué un fonds spécial

d'une partie de l'emprunt de stabilisation contracté à l'étranger le 15 octobre 1927 et destiné à contribuer au développement économique du pays. De ce fonds appelé le « Fonds F » d'une valeur totale de 141,3 millions de zlotys qui sont déposés dans les caisses de la Banque de Pologne, au 30 septembre 1928 on avait utilisé 69.467.843,26 zlotys pour l'achat des lettres de gage et des obligations foncières.

Si nous rapprochons ces chiffres de ceux des émissions des lettres de gage au 31 décembre 1927, sans compter l'année 1928, qui sont de 13.869.436,24 \$ en lettres de gage dollars, 72.921.394 en lettres de gage zlotys et 1.793.314 en quintaux de seigle, en évitant toutefois de procéder à une comparaison trop stricte en raison des différences de temps, nous pouvons nous rendre compte qu'une majeure partie des valeurs foncières se trouve entre les mains de l'Etat ou des Institutions financières, ou autres, de caractère public, qui ont l'obligation de placer en valeurs mobilières nationales leurs fonds de réserve, fonds spéciaux et fonds de retraite.

Une certaine partie des lettres de gage peut enfin se trouver entre les mains du public, mais l'effet même de l'apparition sur la Bourse des lettres de gage a comme conséquence une baisse rapide de leur cours. Ce qui constitue une grande perte pour les emprunteurs. Les Institutions pour obvier à cet inconvénient contractent elles-mêmes avec divers établissements ou avec l'Etat et c'est seulement quand le placement est assuré qu'elles versent le montant des prêts consentis. Il paraît que certaines Institutions foncières ont réussi à placer un certain nombre d'obligations à l'étranger, et c'est de ce côté là que vont tous les espoirs.

Banque centrale foncière. — Pour éviter les difficultés auxquelles se heurtent les lettres de gage polonaises sur le marché étranger et qui résultent d'ailleurs de leur diversité, de leurs garanties inégales et même d'une concurrence entre les Institutions elles-mêmes, il a été conçu un plan de création d'un établissement central émettant des lettres de gage

d'un type unique, ayant le privilège d'émission à l'étranger, laissant aux Institutions foncières existantes le marché national libre.

L'idée d'une Banque centrale foncière n'est pas nouvelle, elle a été réalisée en Allemagne, en Suède, en Hongrie, en Danemark, avec des résultats satisfaisants.

Indiquer sur quelle base sera fondée la Banque Centrale foncière en Pologne est prématuré. L'idée générale est formulée, quant à sa réalisation et son organisation définitive; tout ce qu'on peut dire maintenant c'est que les pourparlers au sujet des plans conçus sont fort avancés et que la création de cette banque est proche.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT A COURT TERME

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION

Dans la première partie de cet ouvrage nous avons étudié le caractère du crédit foncier en Pologne. Nous avons constaté qu'il a une double destination, d'un côté il doit contribuer au remaniement de la structure agraire, d'un autre côté, il doit servir aux investissements permanents, afin d'améliorer la qualité du sol. Nous avons étudié aussi son organisation et son évolution vers l'uniformité.

Sans la moindre idée de critique, ce qui serait vraiment immérité, eu égard à l'effort produit par l'Etat et la Société polonaise pour faire disparaître toutes les causes de vicissitudes des régimes antérieurs, nous avons remarqué qu'en raison des conditions économiques défavorables, le crédit à long terme ne joue pas toujours le rôle qu'il se propose. Nous nous sommes même permis d'émettre cette opinion qu'il s'est confondu un peu avec une autre sorte de crédit à destination de l'agriculture, le crédit à court terme ou le crédit agricole tout court.

Dans les temps de crise économique, une discrimination de destination des capitaux ne peut être faite que difficilement. Les différences essentielles subsisteraient seules, c'est-à-

dire les garanties accordées et la durée de l'emprunt. A notre avis, la dernière est la principale. Car, si pour les crédits accordés en vue de l'achat des terres, ou investissement permanent, une longue échéance et une garantie hypothécaire sont de règle, pour les crédits destinés à l'alimentation du capital d'exploitation du cultivateur, les garanties exigées sont différentes ; elles peuvent être personnelles, réelles et même parfois hypothécaires, cela ne changera pas leur nature. Or, la nature du crédit à court terme diffère de celle du crédit à long terme en ceci que le premier ne peut être destiné qu'aux opérations dont la fructification est d'une durée beaucoup plus rapide. En somme, comme nous venons de le mentionner, le crédit à court terme vient alimenter le capital d'exploitation de l'emprunteur. Comme en principe sa garantie est personnelle et réelle mobilière, il peut être consenti à quiconque est dans l'agriculture, en fait à chaque exploitant. En Pologne où le métayage et le fermage sont peu connus et où la majorité des exploitants sont des propriétaires, toutes les garanties possibles peuvent être présentées, et par conséquent la durée du prêt permettra plus facilement de déterminer la sorte de crédit à consentir.

L'importance pour l'agriculture du crédit à court terme qui alimente le fonds de roulement est indiscutable. Elle a été démontrée une fois pour toutes et d'une manière satisfaisante par beaucoup d'auteurs, depuis que l'agriculture a passé de la méthode extensive à la méthode intensive de culture, la seule qui corresponde aux conditions économiques modernes.

Le crédit à court terme doit servir en premier lieu à l'exploitant à l'achat des semences, du bétail, des engrais chimiques, des machines agricoles, et aussi pour passer la période de crise et ne pas se démunir des produits de l'exploitation en un temps peu propice ; il peut même enfin servir à la consommation.

Ainsi défini, nous allons procéder à son étude selon la

méthode que nous avons précédemment adoptée, c'est-à-dire par l'étude de l'organisation et de l'activité des Institutions chargées de le distribuer.

Le crédit à court terme pour l'agriculture était connu en Pologne depuis longtemps. Les premiers établissements de ce genre apparaissent déjà au ^{xvii}^e siècle, mais ils ont un caractère d'établissement d'assistance publique pour la population rurale. Le premier établissement connu fut fondé par le célèbre orateur, le prêtre Pierre Skarga, à Cracovie, sous le nom de « Banque pour les pauvres de Cracovie ». Puis ce fut le chanoine Jordan qui fonda, en 1715, une caisse de prêts à Pabianice sous le nom spécifique « Zakład na sprzeżaj w Pabjanicach » : son but était de venir en aide aux paysans par des prêts sans intérêt, dont la restitution était garantie par toute la commune du village.

Ensuite ce fut, sur l'initiative de magnats polonais, comme le prince Czartoryski, la princesse Jablonowska, André Zamoyski, Antoine Tyzenhauz, Michel Swidzinski, qu'à partir de 1765 furent fondés divers établissements de crédit populaire. En 1822 Stanislas Stachie fonda la Société agraire de Houhieszow avec un banque de Prêts. L'organisation de ces établissements était diverse, il serait inutile de l'étudier, elle repose parfois sur la mutualité, parfois sur les principes des caisses d'épargnes actuelles, néanmoins leur but était, toujours le même, d'avancer aux agriculteurs les crédits nécessaires.

Cependant le développement du crédit agricole en Pologne dans le sens où on le conçoit aujourd'hui, ne date que de la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, quand les idées de Szultze et de Reiffeisen se firent jour. A la même époque se forment des Banques Privées agricoles et les caisses d'Epargne font des opérations de plus en plus importantes.

Cet état de choses persiste jusqu'à la formation de l'Etat Polonais qui vint ajouter aux Institutions déjà existantes les Banques d'Etat et l'activité des Institutions d'Emissions.

Dans cette étude nous classerons les Institutions de crédit à court terme en deux groupes principaux selon leur caractère.

A. — Le premier groupe comprendra des Institutions de droit privé (1) qui sont :

I. — Les Sociétés Coopératives de Crédit :

- 1° Les Banques populaires,
- 2° Les Caisses de Stefczyk.

II. — Les Banques agricoles privées :

- 1° La Banque de l'Association de Crédit Foncier de Poznanie,
- 2° La Banque Foncière de Varsovie,
- 3° La Banque Kwilecki Potocki et Cie,
- 4° La Banque Agraire de Poméranie,
- 5° La Banque Foncière de Poznanie,
- 6° La Banque de Sucrierie.

B. — Le second groupe comprendra les Institutions de droit public qui sont :

I. — Les Caisses d'Epargne :

- 1° Les Caisses d'Epargne des Arrondissements,
- 2° Les Caisses d'Epargne des Communes rurales.

II. — Les Banques d'Etat,

- 1° La Banque Agraire d'Etat,
- 2° La Banque de l'Economie Nationale.

Enfin nous étudierons l'activité de la Caisse postale d'Epargne et des Institutions d'émissions. Puis nous consacrerons quelques mots aux warrants agricoles.

Pour que notre étude soit complète, nous donnerons, dans les quelques lignes suivantes, un très court résumé de l'organisation professionnelle de l'agriculture en Pologne. Cette organisation peut nous intéresser en ce sens que c'est aux Associations agricoles que l'agriculture polonaise doit son

1. Excepté la Banque de l'Association Foncière de Poznanie et la Banque Foncière de Varsovie qui sont des Institutions d'Utilité publique.

essor, surtout en Allemagne et en Autriche, car en Russie toute association était proscrite. L'action des associations agricoles est d'autant plus importante qu'elles étaient avant la guerre les seules à propager l'emploi des engrais chimiques, celui de l'outillage moderne ainsi que de nouvelles méthodes d'exploitation. Pour cela, elle tenait le rôle des gouvernements co-partageants qui ne faisaient rien en ce domaine, sauf de susciter des difficultés. A la suite des désordres provoqués par la guerre et à la formation de l'Etat polonais, les Associations agricoles reprirent dans de nouvelles conditions leur activité et collaborèrent, à côté des organisations de crédit, à l'extension de la culture agricole en Pologne et à l'amélioration du sort de la population rurale.

La base des Associations est constituée par les Cercles Agricoles, dont l'activité s'étend sur plusieurs communes. Les Cercles Agricoles forment des Unions de districts et enfin des Unions de Provinces. En Poznanie et en Poméranie existent des Chambres Agricoles de Pologne. Toute l'organisation est centralisée dans une « Union des Organisations Agraire de Varsovie » (*Zwiazek Polskich Organizacji Rolniczych w Warszawie*), qui est l'organe représentatif de toute l'agriculture.

CHAPITRE II

INSTITUTIONS DE DROIT PRIVÉ

SECTION I

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT

DÉFINITION

Les Sociétés Coopératives de Crédit apparaissent en Pologne vers l'année 1870 et font partie du mouvement coopératif général de cette époque. Elles jouèrent dans le pays, où les ressources financières n'étaient pas abondantes, un grand rôle dans l'organisation des petits capitaux des masses populaires, en permettant de constituer des fonds importants destinés à venir augmenter et améliorer la production agricole.

Quel était le rôle des Sociétés Coopératives sur les terres polonaises ? On peut citer en témoignage les paroles du professeur Michalski qui écrivait avant la guerre : « Dans les pays privés d'indépendance politique, pauvres en capitaux et en outre dénués des grandes traditions économiques, la Coopérative a une importance particulière et sa portée est plus grande que dans les Etats indépendants. Elle constitue le plus puissant, on peut même dire, le seul levier du bien-être national. Par elle les masses populaires voient non seulement leur prospérité s'accroître, mais elles éprouvent aussi les bienfaits moraux de l'Association et la force du « self-help » fondé sur la mutualité. En concentrant leurs forces auparavant dispersées, elles prennent conscience des grands problèmes politiques et sociaux et le travail économique

devient ainsi un des principaux facteurs de la renaissance nationale. »

En se limitant aux Sociétés Coopératives de Crédit dont le développement dans l'ordre historique sera présenté plus loin, nous nous bornerons à dire ici que les deux types adoptés furent ceux bien connus de Schultze et de Raiffeisen, qui présentent des variétés de dénomination et de structure, suivant chacune des parties de la Pologne, soumises aux différentes lois et différentes exigences des Gouvernements co-partageants.

L'Etat Polonais, pour faciliter le développement de ces organisations, et suivant sa politique d'uniformité, s'empressa de donner le statut légal à toutes les Sociétés Coopératives, avec l'obligation de s'y conformer.

Les Sociétés Coopératives de Crédit ne forment pas un « clan » à part, au contraire elles entrent strictement dans l'ensemble du mouvement et les principes exposés ci-dessous s'appliquent à toutes sortes de Sociétés Coopératives. Une Société Coopérative de Crédit est spécialisée dans ses fonctions, mais l'organisation supérieure est mixte ; les Unions et les Fédérations groupent toutes les Coopératives en général.

Actuellement il n'existe en Pologne que deux types uniformes de Société Coopérative de Crédit, adaptés aux conditions de l'économie nationale et aux exigences de la population polonaise. Les Coopératives du premier type sont « Les Banques Populaires », correspondant à peu près aux Sociétés de Schultze, celles du deuxième type sont les « Caisses de Stefczyk », correspondant aux Sociétés de Raiffeisen.

Lois en vigueur. — Les lois polonaises posent les principes généraux pour toutes les Sociétés Coopératives : il nous faudra les étudier d'abord ; ensuite nous procéderons à l'exposé de l'historique, du caractère spécifique, de l'organisation et de l'activité de chacun des deux types de Sociétés Coopératives de Crédit.

Les lois s'appliquant à ce genre de Sociétés sont : celles du 29 octobre 1920, modifiées par un amendement du 4 décembre 1923, qui donnent la définition des Coopératives et posent les principes généraux ; la loi du 7 avril 1922 sur la fusion des coopératives, et la loi bancaire du 17 mars 1928 dans sa partie consacrée aux sociétés coopératives de crédit.

Définition donnée par la loi. — En vertu de la loi de 1920, les coopératives sont des sociétés de personnes, avec un nombre de membres illimité et un capital variable, dont les buts doivent être, l'amélioration de l'économie propre de ses membres, par voie d'augmentation de leurs revenus et aussi la collaboration à leur développement culturel.

La Coopérative est tenue pour formée à partir du moment où elle est inscrite au Registre du Commerce : par ce fait elle devient une personne juridique avec pleine capacité d'action et avec obligation de se soumettre aux prescriptions du Code Commercial (art. 1-4).

Chaque Coopérative doit avoir un statut propre qu'elle est obligée d'enregistrer. Le contenu du statut et du registre est minutieusement réglé par la loi (art. 5-10). Une Coopérative peut avoir des agences.

Membres. — Peuvent former une Société Coopérative, dix personnes physiques ou trois personnes juridiques au moins. La responsabilité des membres est limitée aux parts sociales, elle peut être illimitée si le statut individuel le permet. Dans tous les cas le membre est responsable seulement envers la Société Coopérative, les tierces personnes créancières de la Société Coopérative, n'ont pas de droit direct sur les biens des membres.

L'admission des Membres se fait au moyen d'une déclaration d'adhésion préalable ; leur retrait peut être volontaire ou forcé (art. 13-32).

Administration. — Le fonctionnement de la Société Coopérative est assuré par (art. 33-51) :

1^o Une direction. Le mode d'élection ainsi que la composition de la direction peuvent être différents suivant les statuts de chaque Société Coopérative particulière.

2^o Un Conseil d'Administration d'au moins trois membres, élu par l'Assemblée Générale, et dont le principal but est le contrôle rigoureux de la Direction et la vérification de la comptabilité,

3^o Une Assemblée Générale, qui se compose de tous les membres de la Société Coopérative. Chaque membre n'a qu'une voix, sans tenir compte des parts sociales possédées. Au cas où le nombre de membres dépasserait 500, l'Assemblée peut, si les statuts de la Société le permettent, être remplacée par une Assemblée d'au moins 30 représentants. L'Assemblée a des pouvoirs étendus spécifiés par l'article 46 de la loi.

Fonds. — Les parts sociales sont égales et ne peuvent être divisées ni cédées ; leur versement est effectif. L'ensemble des parts forme le capital social de la Coopérative. Un fonds de réserve doit être formé par un prélèvement de 10 % sur les profits annuels, jusqu'à concurrence du capital social : il est destiné à couvrir les pertes éventuelles. Le reste des bénéfices peut être partagé entre les parts comme dividende, lequel ne peut dépasser de 2 % le taux d'escompte de l'institution d'émission. Le profit peut être utilisé pour un but culturel ou d'utilité publique. Au cas où le fonds de réserve ne suffirait pas à couvrir les pertes éventuelles, les membres peuvent être obligés à fournir des versements additionnels, dans les limites prescrites par les statuts particuliers de la Société Coopérative.

Opérations. — En vertu du principe de mutualité, les Sociétés Coopératives de Crédit ne peuvent faire des opérations (emprunts et prêts) que parmi leurs membres. Mais si les statuts le permettent, les prêts peuvent être consentis sur gage réel aux personnes étrangères à la société.

Selon la loi du 17 mars 1928, les Sociétés Coopératives de Crédit ont le droit de faire les opérations suivantes :

1° Consentir des prêts sur traites, reconnaissance de dettes et à découvert.

Les prêts peuvent être gagés par des hypothèques ou par une caution, par un nantissement de certaines valeurs mobilières.

2° Escompter les traites ;

3° Accepter des dépôts et livraison de livret nominatif ;

4° Faire le service des chèques ;

5° Acheter et vendre certaines valeurs mobilières ;

6° Faire le service des comptes courants ;

7° Faire le service des obligations d'Etat ;

8° Représenter la Banque de Pologne et les Banques d'Etat ;

9° Accepter les dépôts et le service des coffres-forts.

Les Sociétés Coopératives de Crédit peuvent effectuer d'autres opérations de caractère bancaire avec une approbation préalable du Ministre des Finances ; en aucun cas elles ne peuvent faire des opérations non énumérées dans leurs statuts ; elles ne peuvent non plus faire des achats ou ventes de marchandises pour leur compte personnel, ni d'immeubles, à l'exception de ceux qui leur sont nécessaires pour l'aménagement de leurs locaux. Certaines dérogations sont admises pour éviter les pertes, mais alors les immeubles doivent être vendus le plus tôt possible.

Fusion. — En vertu de la loi du 7 avril 1922, les Sociétés Coopératives peuvent fusionner et former une nouvelle Société. La loi règle minutieusement la manière et les conséquences du fusionnement.

Contrôle. — Le contrôle de l'activité des Coopératives est soigneusement réglé par la loi, ce qui est compréhensible étant donnés les milieux dans lesquels se recrutent les membres de la Coopérative peu accoutumés aux affaires commerciales. Comme organe de contrôle, il existe des

Unions de Revision, et un Conseil des Coopératives, organe suprême.

L'Union de Revision est une personne juridique avec son domicile propre, son administration, ses statuts et sa comptabilité. Ses compétences s'étendent sur un territoire déterminé qui peut être l'Etat entier. Les membres de l'Union sont des Coopératives de toute sorte, mais rapprochées par un idéal commun. Les Unions de Revision ont pour but de veiller sur toute l'activité des Sociétés Coopératives, de les instruire et leur servir de lien, ainsi que de les représenter auprès du gouvernement.

La revision est effectuée par des proposés et des instructeurs ambulants. Pour que le contrôle soit efficace, il faut qu'il soit spécialisé, l'Union est donc divisée en départements auxquels sont affiliées les Sociétés Coopératives correspondantes.

L'Administration du Département est confiée à :

- 1^o Un Directeur (Kierownik) ;
- 2^o Un Comité ;
- 3^o Une Assemblée du Département.

Chaque département surveille l'activité des Sociétés Coopératives affiliées ;

Les organes de l'Union de revision sont :

- 1^o Une Direction se composant d'un directeur et des directeurs des départements ;
- 2^o Un Conseil se composant des membres du Comité des départements ;
- 3^o Une Assemblée générale de tous les membres de l'Union.

Les organes de l'Union représentent toutes les Coopératives affiliées et assurent le contrôle général. Au cas où une Société Coopérative ne fait partie d'aucune Union le contrôle est assuré par le Conseil des Coopératives.

Conseil des Coopératives. — Pour collaborer avec le gouvernement, en vue de faciliter le développement du mou-

vement coopérativiste, il existe auprès du ministre des Finances un Conseil des Coopératives, Institution d'Etat (art. 107). Les membres du Conseil sont élus par les Unions de Revision et leur élection doit être approuvée par le ministre des Finances. Le nombre des membres élus ne peut être inférieur aux $\frac{2}{3}$ du total des membres du Conseil, le reste est formé des délégués des ministères des Finances, des Affaires intérieures, de la Justice, de l'Agriculture, du Commerce, du Travail et des Travaux publics, à raison d'un par ministère. Le président du Conseil est un fonctionnaire du ministère des Finances nommé par le ministre.

Les attributions du Conseil des Coopératives consistent à (art. 108):

1^o Elaborer les projets de loi relatifs aux Sociétés Coopératives ;

2^o Donner des instructions aux Sociétés Coopératives ;

3^o Accorder aux Unions de Revision le droit de contrôle ou leur retirer ce droit ;

4^o Veiller sur l'activité des Unions de Revision ;

5^o Contrôler les Sociétés Coopératives, ne faisant partie d'aucune Union ;

6^o Procéder à la liquidation éventuelle d'une Société Coopérative ;

7^o Disposer des fonds accordés par l'Etat pour le développement du mouvement coopérativiste ;

8^o Etablir la statistique du mouvement coopératif ;

9^o Enfin surveiller toutes les affaires liées au mouvement coopératif ;

10^o Le Conseil a l'initiative auprès du gouvernement.

Cet organe ainsi conçu contribue d'une manière satisfaisante au développement des Sociétés Coopératives et assure leur bon fonctionnement.

Ensemble du mouvement en chiffres. — Pour donner une idée générale du développement des Sociétés Coopératives,

nous citerons ici quelques chiffres indiquant la part des Sociétés Coopératives de Crédit.

La Pologne possédait au 31 décembre 1926 : 20.148 Sociétés Coopératives réparties de la sorte :

Consommation	4.202
Crédit	3.664
Œufs, laitages, élevages	776
Bâtiment, habitations à bon marché	430
Commerce de produits agricoles	390
Autres commerciales	166
Achat de matières premières et ateliers d'artisans	146
Librairies et éditions	56
Industrie agricole	53
Autres industries	41
Autres agricoles	27
Indéterminées diverses	195

Groupées (pas toutes) en 39 Unions de Revision et plusieurs Fédérations dont 3 polonaises et 3 de minorités nationales, les Sociétés Coopératives sont en outre desservies par beaucoup de centres économiques et plusieurs banques affiliées.

En 1925, les Sociétés Coopératives avaient 1.894.572 membres réparties de la sorte :

Sociétés coopératives de consommation	879.611
— — — de crédit	686.262
Commerce de produits agricoles	129.567
Œufs et laitages	78.684
Autres	224.425

Les statistiques sont difficiles à établir et celles présentées ci-dessus sont les plus récentes de l'Office Principal de Statistique de Pologne concernant l'ensemble des Sociétés Coopératives.

A. — LES BANQUES POPULAIRES

Historique.

Poznanie, Poméranie et Haute-Silésie. — Ayant ainsi présenté dans les pages précédentes les traits principaux, communs à toutes les Sociétés Coopératives, qui s'appliquent aussi aux Sociétés de Crédit, nous arriverons à la description de leur caractère spécifique en commençant par les plus importantes, les Banques Populaires.

Le mouvement coopératif dans la partie de la Pologne soumise à la domination Prussienne date de 1838. Le Dr Charles Marcinkowski, de retour au pays, après un séjour en Angleterre, forma une Société appelée « Le Bazar Poznanien ». Les bases de cette Société n'étaient pas encore fondées sur les principes de la coopérative pure, elles s'en rapprochaient toutefois par son but, qui était le relèvement des classes moyennes et l'encouragement à l'industrie et au commerce. Cependant, après la mort de son fondateur, le Bazar Poznanien prit la forme d'une Société capitaliste par actions.

Une seconde tentative fut faite dans la ville de Srema en 1850. Il y fut fondé une première Société de Crédit populaire sous le nom de « Société d'Épargne et de Prêts sur traites ». Mais cette Société fut promptement liquidée.

En 1852, fut fondée auprès de la Société Industrielle de Poznanie, une « Caisse de Secours mutuels », qui, en 1861, se transforma en une Société Coopérative de Crédit mutuel proprement dit, la première de ce type, existant actuellement en Pologne et appelée « La Banque des Industriels ». Cette Société servit de modèle à tout le mouvement coopératif en Pologne et déjà à l'époque de la promulgation de la loi allemande sur les Sociétés Coopératives de Crédit, en 1868, il y avait sur les terres polonaises 25 sociétés actives.

Ces Sociétés prirent le nom de « Banques Populaires » et, en 1871, formèrent « l'Union des Sociétés Coopératives de Crédit du Grand duché de Poznanie et de la Prusse Royale (Occidentale) ».

Le but de l'Union fut de servir de liaison entre les sociétés existantes, d'exercer un contrôle, de mieux les organiser et de contribuer à leur développement, ainsi que de favoriser la propagande de l'idée coopérative et le maintien des principes économiques coopératifs dans les banques particulières.

La crise économique de 1873 eut une grande répercussion sur les Banques Populaires : leur nombre se réduisit de 73 à 57 et leur développement s'arrêta complètement pendant plusieurs années.

Un événement important vint stimuler la vie économique et sociale en Poznanie et marquer la renaissance des Banques Populaires : ce fut la célèbre loi de 1886 sur la colonisation, votée par la Diète Prussienne. La nécessité de défendre leurs intérêts obligea les Polonais à concentrer toutes leurs forces économiques pour lutter efficacement contre les assauts de la politique prussienne. C'est dans la même année (1886) que fut fondé en Poznanie « La Banque de l'Union des Sociétés Coopératives de Crédit ». Son but était de servir de centre financier aux Banques Populaires. A partir de ce moment, le développement des banques s'accrut rapidement. C'est ainsi qu'une loi hostile, qui devait porter un coup mortel à la nation polonaise, contribua à sa renaissance.

Le tableau suivant nous montre l'essor du développement des Banques populaires jusqu'à la guerre en francs-or (1).

Années	Nombre		Fonds propres		Fonds étrangers		Prêts consentis	Place- ments et valeurs	Bénéfice net
	Banques populaires	Mem- bres	F. social	Réserves	Dépôts d'épargne	Dettes en banques			
1874	48	8.718	875.237	109.900	4.115.148	236.022	5.174.330	177.603	83.524
1900	112	47.890	7.992.122	3.073.007	48.279.392	776.364	51.791.003	2.530.610	732.586
1912	197	121.873	29.372.047	14.418.586	285.717.448	8.443.178	314.304.012	10.629.865	3.440.937

Sur la totalité des membres en 1912, les Banques populaires comptaient 67,6 % d'agriculteurs petits paysans profitant pour les 2/3 du crédit des Banques. Par contre, les dépôts d'épargne provenaient en majeure partie des citoyens. Le taux des prêts, de 8 % en 1874, est tombé, en 1912, à 5,6 %. Si l'on considère que dans le XIX^e siècle les classes moyennes et petites étaient obligées d'emprunter chez les usuriers à des taux énormes (100 à 300 %), il sera plus facile d'apprécier l'activité des Banques populaires qui chassèrent des terres de Poznanie, l'usure et les intermédiaires nuisibles.

Les efforts de « l'Union » pour étendre sa sphère d'activité à la Haute-Silésie se heurtèrent à une ferme attitude du gouvernement allemand. Cependant à partir de 1895, plusieurs banques populaires furent fondées dans cette province, leur nombre atteignit en 1912 le chiffre de 19 avec 12.469 membres et 1.156.873 francs-or de parts sociales. Ces Banques n'étaient groupées dans aucune Union de Revision.

Galicie. — Sur les terres de domination autrichienne, le mouvement coopératif date à peu près de la même époque qu'en Poznanie. Les Sociétés coopératives de crédit système Schultze, apparurent déjà vers 1860, mais elles se développèrent lentement, car le Code civil leur opposait des entraves légales et la Patente impériale de 1852 avait subordonné leur fondation à la concession préalable du Gouvernement. Ce n'est qu'après la promulgation de la nouvelle

loi autrichienne sur les Sociétés coopératives de crédit en 1873, qu'elles purent se développer d'une manière plus satisfaisante.

Les Sociétés coopératives de crédit en Galicie furent appelées « Les Caisses d'avances ». En 1874, elles formèrent une Union de revision appelée « l'Union des Sociétés économiques » (1). Le but de l'Union était de défendre les intérêts des caisses particulières, d'entretenir des relations réciproques, enfin d'exécuter le contrôle prescrit par la nouvelle loi autrichienne de 1903.

Malgré l'existence de l'Union, l'action des caisses ne fut pas aussi coordonnée qu'en Poznanie. L'élément polonais, jouissant en Autriche, d'une liberté relative, possédait des organes représentatifs au sein desquels le travail national pouvait être accompli. Beaucoup de caisses ne firent même pas partie de l'Union ou se retirèrent.

Les Caisses galiciennes recouraient volontiers aux crédits bancaires, ce qui les distingue particulièrement des banques populaires poznaniennes, lesquelles s'efforçaient de se limiter à leurs propres moyens. C'est pourquoi le taux d'intérêt perçu sur les prêts des caisses était assez élevé, ce qui constituait une entrave sérieuse à leur développement.

En 1901, fut fondé à Lwow une Institution centrale financière appelée « La Banque des Unions, Société anonyme ». Le but de cette banque était de fournir des crédits aux « Caisses » et de contribuer à étendre leur rayon d'action. Mais cette Banque n'a pas procuré aux Caisses pour lesquelles elle avait été fondée, les avantages qu'on était en droit d'en attendre. Au contraire, en consentant des crédits importants à d'autres Institutions et à des personnes privées, elle a subi et a fait subir aux caisses des pertes assez graves. De leur côté, les caisses ne se limitaient pas au service de leur Centrale, mais faisaient souvent appel aux autres

1. Związek spolek gospodarczych i zarobkowych.

grandes banques du pays. En somme, les relations entre les caisses d'avances et la Banque des Unions étaient assez lâches.

Statistique du développement des Caisses d'avances avant la guerre (1).

Années	Nombres		Fonds propres		Fonds étrangers		Prêts consentis	Placement et valeur	Bénéfice net
	Caisse	Membres	Parts sociales	Réserves	Dépôts d'épargne	Dettes en Banques			
1874	43	13.496	1.472.737	86.303	2.462.724	—	3.824.258	116.012	118.682
1900	139	196.874	9.673.187	3.307.589	39.303.938	7.986.272	53.988.747	3.123.662	849.953
1912	238	380.161	50.403.646	11.873.599	130.551.341	79.883.110(2)	235.370.109	30.596.956	2.539.544

Sur la totalité de leurs membres, les Caisses d'Avances comptaient en 1912 65,5 % d'agriculteurs. Le taux d'intérêt à payer était de 2 à 3 % supérieur à celui de la Banque du Royaume de Galicie. La tâche principale des Caisses était de vaincre l'usure qui sévissait parmi la population paysanne. Une enquête constate que l'intérêt usuraire était fréquemment au taux de 150 à 250 % et atteignait parfois 500 % par an.

Royaume du Congrès et Terres de l'Est. — C'est dans cette partie de la Pologne soumise à la domination russe que le mouvement coopératif était le plus faible. Les premières Sociétés de crédit mutuel apparurent il est vrai vers l'année 1870, mais leur développement rencontra toutes sortes d'obstacles de la part du Gouvernement comme : le système de la concession préalable, la défense de former une Union de revision, enfin les chicanes directes des pouvoirs administratifs. La législation existante était aussi défavorable au développement des Sociétés coopératives de crédit

1. Michalski et Czernecki.

2. Dont seulement 8.403.783 francs or dans la Banque des Unions.

sur les terres polonaises ; elle était conçue pour les besoins des milieux russes et uniformes dans toute l'étendue de l'Empire ; les besoins locaux n'étaient donc pas pris en considération. Tout de même, dans les villes et dans les centres industriels, les Sociétés de crédit mutuel telles que : les « Caisses de Prêts des Industriels » et les « Sociétés de Crédit mutuel », qui étaient des Institutions à grand rayon d'action se développaient d'une manière assez satisfaisante. Mais dans les campagnes, la prohibition était absolue. Les raisons étaient de nature politique ; d'une part on craignait que l'élément intellectuel polonais n'eût une trop grande influence sur les esprits rudimentaires des paysans, d'autre part, on ne voulait pas établir une concurrence fâcheuse à l'égard des établissements de prêts communaux organisés par une administration russe et qui étaient des cellules de russification. Néanmoins, il existait deux types d'Institution de crédit populaire correspondant aux types « standard » de Schultze et de Reiffeisen, seulement la participation de la population rurale y était médiocre.

En 1903 fut constituée une « Commission des Sociétés coopératives » qui avait pour but d'arrêter le programme du travail coopératif dans le royaume du Congrès. Son activité se fit surtout sentir dans le domaine de la propagande et de la statistique. En 1904 fut promulguée une loi importante qui donna un essor formidable au développement de toutes les Sociétés coopératives. Ses prescriptions caractéristiques étaient qu'elle soumettait le mouvement coopératif à un contrôle de la part de l'Administration. Le contrôle suprême était réservé au ministre des Finances par l'intermédiaire d'une « Direction pour les affaires du petit crédit » affiliée à la Banque d'Etat. Dans chaque département furent organisées des administrations « Guberniale » qui en fait étaient des organes de décision. En dehors de cette organisation il y avait des inspecteurs spéciaux délégués par la Banque d'Etat.

La loi en question prescrivait dans le détail tout un règlement de l'organisation d'une Société coopérative et des opérations qui lui étaient permises : elle lui interdisait le crédit pour la consommation et le commerce. Sur cette base se développèrent des « Sociétés de prêts et d'épargne », qui se rapprochaient du type des Banques populaires, mais, comme nous l'avons fait observer, le nombre des agriculteurs participant n'était point grand, il n'excédait pas 30 % du total des membres.

Voici la statistique du développement des Sociétés de Prêts et d'Epargne avant la guerre (1).

Années	Nombres		Fonds propres		Dépôts d'épargne	Prêts consentis	Place- ments et valeurs	Bénéfice net
	So- ciétés	Mem- bres	Parts sociales	Réserves				
1903	99	63.169	6.729.462	324.444	14.569.964	20.121.591	28.591.167	512.236
1907	113	80.118	9.561.716	977.986	27.536.472	32.070.906	7.497.718	735.102
1911	315	239.562	25.417.119	1.918.807	97.325.240	102.889.853	25.337.109	1.928.160

Faute d'organisation centrale ou d'Union de revision, le mouvement des Sociétés de coopératives dans le Royaume du Congrès fut très désordonné et les statistiques font défaut.

Les Sociétés coopératives de crédit du royaume du Congrès fondèrent en 1910 une Banque qui avait pour but de pourvoir aux besoins financiers de ces Sociétés, ainsi qu'aux autres Sociétés coopératives, comme les Coopératives agricoles, commerciales, et coopératives de consommation, etc. Cette Banque s'appela la « Banque centrale des Sociétés coopératives de Varsovie » : c'était une Société par actions réparties presque en totalité parmi les sociétés coopératives, lesquelles possédaient aussi la majorité dans les Conseils d'administration de la Banque. Cette banque fut la première de

ce genre dans l'empire russe. Par suite de la guerre elle a perdu, comme la Banque des Unions en Galicie, le rôle qu'elle devait jouer en face des Sociétés coopératives, en faisant de larges opérations avec les particuliers.

En conséquence des désastres de la guerre, les Sociétés de Prêts et d'Epargne entrèrent en liquidation. A leur place commencèrent à se fonder des « Banques populaires » analogues à celles de Poznanie. En 1919, ces Banques formèrent leur propre Union de revision appelée « l'Union des Coopératives polonaises » qui étendit en 1920 sa sphère d'activité aux provinces de l'est de la Pologne. Dans ces provinces, le régime était semblable à celui du Royaume du Congrès, mais, quel était l'état des sociétés coopératives, il est difficile de le préciser, faute de statistique correspondante. Toutefois, il paraît bien que leur situation n'était pas sans importance et certains auteurs évaluent leur nombre à quelques centaines.

Etat polonais. — La guerre et la dévaluation de la monnaie qui s'ensuivit, n'eurent pas les mêmes effets sur les Sociétés coopératives de Crédit type Schulze, ou « Banques populaires », comme nous allons les appeler désormais, dans les trois parties de la Pologne.

En Poznanie elles ne subirent presque aucune diminution de leur activité, grâce à ce fait que le pays ne fut pas dévasté. Ensuite parce que la nature de leurs opérations très variées et leur champ d'activité très étendu leur permirent de surmonter victorieusement tous les effets désastreux de la dépréciation de la monnaie.

En Galicie et dans le Royaume du Congrès, il n'en fut pas de même. Seulement 45 % des caisses d'avances étaient en activité en 1920, tandis que les sociétés de prêts et d'épargnes du Royaume suspendirent complètement leurs opérations.

Les causes de cet état de choses étaient en premier lieu la dévastation du pays, ensuite la nature limitée des opéra-

tions des Institutions qui se bornaient en effet au consentement des prêts et au placement des épargnes.

La période qui suivit la formation de l'Etat polonais marque la naissance et la consolidation des Banques Populaires.

La loi de 1920 leur donna une base solide et contribua à l'uniformité et à la formation d'un seul type de Banques Populaires dans toute la Pologne.

L'étape décisive fut franchie en 1924. Les trois Unions de révision : 1^o L'Union Sociétés Coopératives économique de Poznanie ; 2^o L'Union des Sociétés Coopératives Polonaises de Varsovie ; 3^o L'Union des Sociétés économiques de Lwow, formèrent une Association appelée la « Fédération des Unions des Sociétés Coopératives en Pologne » avec siège central à Varsovie.

La Banque de Poznanie devint l'Institution Centrale financière pour toutes les Banques Populaires en Pologne.

Connaissant maintenant l'histoire des Banques Populaires en Pologne, ainsi que les principes de la loi de 1920, il nous faut donner dans les pages suivantes les caractéristiques, certains traits spécifiques, la nature des opérations et l'activité économique de ces Institutions.

Caractère, organisation et situation des Banques Populaires

Caractère. Le type de la Banque Populaire polonaise est le résultat de longues années d'expérience. On a réussi enfin à lui donner la forme la mieux appropriée aux besoins de la population et aux conditions générales du pays. Le type classique de Schultze ou de Raiffeisen ne paraissait pas avoir de chance de réussite en Pologne, car le premier était destiné au service de la population industrielle ou commerciale et le second était une Institution trop faible. On a créé un type intermédiaire sur le principe de la parti-

cipation de toutes les classes de la Société. Laissant de côté toutes considérations politiques et sociales, l'expérience a démontré qu'une telle Institution est la plus forte économiquement. En cas de crise chez les cultivateurs, ce sont les capitaux des commerçants et des industriels qui affluent vers l'agriculture et réciproquement. Cette forme de Banque Populaire est la plus capable d'attirer l'argent à l'agriculture. En effet le plus grand nombre de prêteurs sont les ruraux et la plus forte épargne afflue des villes.

Le champ d'activité de la Banque Populaire est étendu, ses opérations sont multiples. Chaque banque s'efforce d'avoir le plus possible de membres et de capitaux propres permettant de former une unité forte et stable.

Pour assurer le bon fonctionnement de la Banque, son administration est rémunérée, ce qui lui assure un personnel spécialisé en matière bancaire. Les opérations de la Banque Populaire reposent sur ses fonds propres formés de parts sociales qui sont la base financière de la Banque. Les prêts sont consentis à courte échéance et seulement aux membres. Les Banques ont tendance à donner un fort dividende car l'enrichissement de ses membres est le but poursuivi. Dans la majorité des cas, la responsabilité est limitée aux parts sociales.

Une distinction est à signaler parmi les banques de Poznanie et les autres banques de Pologne. Les premières s'efforcent de ne se servir que de leurs propres moyens, tandis que les secondes font volontiers appel aux crédits bancaires en se bornant à jouer le rôle d'intermédiaire entre les grandes banques et leur clientèle.

Organisation. La gestion des Banques Populaires ainsi que de leur Union de Revision est confiée à des rouages dont l'organisation a été présentée plus haut et sur lesquelles il n'y a pas lieu de revenir. Nous savons aussi que l'organe suprême est la Fédération des Unions des Sociétés Coopératives polonaises qui assument la représentation

du système idéologique et des intérêts des Banques Populaires. Elle est une personne juridique.

Les membres de la Fédération sont les Unions de revision, les centres économiques et financiers et les Banques particulières.

Les organes d'autorité de la Fédération sont :

1^o Le Congrès des représentants de tous les membres, qui est identique à l'Assemblée Générale ;

2^o Une direction, qui est un organe exécutif et qui se compose :

a) D'un Comité dont les membres sont élus, parmi les représentants des Unions, par le Congrès.

b) D'un Directeur de l'Institution Centrale financière qui est la Banque des Sociétés Economiques en Poznan ;

3^o Un Conseil d'Administration des représentants des Unions et des Centres Economiques :

4^o Un secrétariat.

Les membres du Comité choisissent dans leur sein un président (Patron) et un vice-président (vice-patron). Le patron de la Fédération est en même temps le tuteur de la Banque de la Fédération : il surveille l'ensemble des affaires. C'est lui qui fixe le montant des crédits à consentir par la Banque Centrale aux Banques Populaires.

Situation. Bien que les opérations des Banques Populaires fussent très étendues et variées, la dévalorisation de la monnaie eut une grande répercussion sur les actifs et les réduisit singulièrement. L'ordonnance de valorisation valorisa les dépôts d'épargne à 5 % de leur valeur, les traites et les chèques à 10 %, les reconnaissances de dettes à 33 %. C'est seulement après la stabilisation du zlotys que l'activité des Banques devint normale et prit de l'extension.

Les statistiques font défaut pour l'ensemble des Banques Populaires, il nous faudra donc nous en tenir à quelques chiffres, à partir de l'année 1924.

A côté des Unions de Revision groupant les Banques Populaires, fait partie de la Fédération l'Union de Révision des Cercles Coopératifs agricoles de Cracovie, groupant uniquement des coopératives agro-commerciales. En plus font partie de la Fédération neuf centres économiques ou magasins de gros.

En 1926 les Banques Populaires étaient en nombre de 611, avec 357.919 membres dont 215.921 agriculteurs, soit 61,6 % ; les parts sociales étaient de 9.663.000 ; les comptes-courants et dépôts d'épargne de 35.965.000 zlotys ; les dettes de 28.656.000 zlotys. Les prêts accordés ont été, en 1924, de 15.526.000 zlotys, en 1925, de 32.211.000 zlotys et en 1926 de 64.133.000 zlotys (1).

Banque des Unions des Sociétés économiques en Poznan (2). L'Institution Centrale des finances pour la Fédération est actuellement la Banque des Unions des Sociétés économiques en Poznan dont la zone d'activité s'étend sur toute la Pologne où elle possède de multiples agences.

La Banque fut créée en 1874 sous la forme d'une société par actions. Avant la guerre la totalité des actions appartenait aux Banques Populaires et les opérations de la banque se limitaient exclusivement à ses relations avec elles, mais la guerre et la dévalorisation ont changé les rapports qui existaient entre les Banques Populaires et leur Centrale financière. Pendant la guerre, les dépôts affluèrent en quantité aux guichets de la Banque qui, soucieuse de maintenir l'équilibre entre ses fonds propres et les fonds étrangers procéda successivement à l'augmentation du capital social par l'émission de nouvelles actions. Les Banques Populaires disposant de ressources abondantes étaient volontiers acquéreurs de ces actions. Mais la dévalorisation produisit ses effets désastreux : les banques populaires se virent dé-

1. Statistique du Bulletin de l'Institut des Coopératives.

2. Bank Związku Spolek Zawobkowych.

pourvues de leurs capitaux et n'eurent pas les moyens nécessaires pour acquérir de nouvelles actions de la Banque Centrale, laquelle chercha toujours un remède à la dépréciation par des émissions nouvelles. Les actions se trouvèrent offertes sur le marché et passèrent presque en totalité dans les mains privées. Les Banques Populaires ne restaient en possession en 1921 que de 13 % du portefeuille d'actions de leur Centrale. En outre pour assurer son existence, la Banque des Unions s'élança dans des opérations de spéculation et de bourse, et c'est ainsi qu'elle ouvrit largement ses guichets à la clientèle privée.

La même politique fut suivie par deux autres Banques Centrales de Crédit pour les Sociétés Coopératives : la « Banque des Unions, Société Anonyme » de Galicie et la « Banque des Sociétés Coopératives de Varsovie », de la sorte ces deux institutions perdirent complètement leur caractère primitif. Seule la Caisse Centrale de Galicie resta fidèle à ses statuts.

Si la Banque des Unions des Sociétés Economiques conserva sa position c'est grâce à une émission d'actions privilégiées donnant droit à dix voix à l'Assemblée Générale et qui furent réservées exclusivement aux Banques Populaires et à leurs Unions de Révision. Néanmoins les relations des Banques Populaires avec leur Centrale sont assez libres. En effet, nous nous rappelons la tendance de la politique des Banques Populaires à une indépendance complète, de telle sorte que la Banque des Unions des Sociétés Economiques se voit dans l'obligation de faire des opérations à l'extérieur, si elle veut conserver sa position. Ce caractère mixte de la Banque n'est pas nuisible ; il produit des résultats satisfaisants, car elle est actuellement une des plus grandes institutions financières en Pologne. Son capital social était en 1927 de 20 millions de zlotys, ses réserves de 600.000 zlotys et son bilan de 225.003.080 zlotys.

Voici un petit tableau qui nous donne l'état des relations

des Banques Populaires avec leur Centrale, en comparaison de ses opérations totales.

Dépôts des Banques Populaires		Prêts des Banques Populaires	
1915	55½ %	9½ %	
1920	20 %	2 %	
1921	16 %	4 %	
1924	1 %	26 %	

Actuellement l'état des relations de la Centrale avec les Banques Populaires est le suivant :

Milliers de Zlotys.

Années	Dépôts				Escompte		Comptes courants et prêts à terme	
	à terme		à vue					
	B. Pop.	Autres	B. Pop.	Autres	B. Pop.	Autres	B. Pop.	Autres
1926	382,9	20.317,8	1.968,6	24.233,6	15.824,0	19.769,8	3.082,0	29.845,1
1927	708,7	41.553,6	3.372,6	52.569,0	30.467,5	51.559,9	8.620,4	43.850,7

Nous voyons que ce sont les opérations d'escompte qui sont les plus élevées entre les Banques Populaires et la Banque Centrale. Le portefeuille des traites a été réescompté en 1927 pour une somme de 27.734.766,79 zlotys. La Banque des Unions n'a donc joué que le rôle d'intermédiaire.

B. — LES CAISSES DE STEFCZYK Historique.

Galicie et Silésie de Cieszyn. — Les Sociétés Coopératives de Crédit de type Raiffeisen apparurent sur les terres polonaises relativement tard. En Poznanie, où les Banques Populaires réussirent parfaitement à satisfaire les besoins même de la partie la plus pauvre de la population, le terrain n'était pas propice à leur développement. Aussi n'existent-elles point dans cette province. Au contraire, en

Galicie où la population rurale est la plus dense de Pologne et même d'Europe, où les exploitations sont très petites et non viables, où la misère était grande et les paysans entre les mains des usuriers juifs, ce fut là que les principes de Raiffeisen purent trouver leur pleine application.

Les caisses d'avances existant depuis 1870 étaient peu accessibles à la pauvreté rurale, aussi, sur l'initiative du grand pionnier du coopératisme polonais, le Docteur François Stefczyk (mort en 1924), fut fondée en 1892 la première « Société d'Epargne et de Crédit ». Le développement de ces Sociétés fut très grand et les résultats fort appréciables de sorte que le gouvernement autonome de Galicie s'y intéressa vivement et, en 1899, les prit en tutelle en créant un « Bureau de Patronage pour les Sociétés de Crédit et de Prêts » qui avait le devoir de soutenir le mouvement coopératif dans les milieux ruraux par une propagande intense. Ce fut l'organe de contrôle des Sociétés existantes, occupant de la statistique, de l'instruction, ayant enfin le devoir de pourvoir à tous les besoins des Sociétés et de les représenter. Le patron légal était le gouvernement autonome délégué par la Diète de Galicie.

Les Sociétés de Crédit et de Prêts reposaient sur les principes de la mutualité et étaient destinées à contribuer au relèvement économique et moral des milieux ruraux sans distinction de nationalité.

L'action du patronage fut très heureuse ; en 1899, avant sa création, il n'existait que 26 Sociétés d'Epargne et de Prêts, et en 1912 plus de 1.300. Le patronage disposait d'un fonds spécial qui lui avait été accordé par la Diète. A l'aide de ce fonds, il créa une Caisse Centrale des Sociétés agricoles en 1909, pour pourvoir aux besoins de crédit des Sociétés. Ce n'était pas une Institution fédérale, mais une Institution appartenant au pays même. Elle accordait des crédits par ses propres moyens et en ayant recours à la Banque du Royaume de Galicie et de Lodomérie.

Le tableau suivant nous montre l'état des Sociétés d'Epargne et de prêts avant la guerre en francs-or (1) :

Années	Nombre		Fonds propres		Fonds étrangers		Prêts consentis	Place-ments et valeurs	Bénéfice net
	Sociétés	Mem-bres	Parts sociales	Réserves	Dépôt d'épargne	Dette en Banques			
1900	63	7.716	41.416	10.668	667.426	210.246	887.428	37.882	23.748
1907	668	134.932	1.176.826	940.632	26.864.074	3.576.039	26.803.099	4.950.995	249.995
1912	1.334	288.563	2.827.083	3.399.379	68.032.071	7.515.314	69.025.479	11.330.456	656.065

En 1912 les Sociétés d'Epargne et de Prêts ont délivré 133.319 livrets d'Epargne. Dans cette même année, elles ont consenti 84.298 prêts pour la somme de 37.393.168 francs-or. L'intérêt perçu par les Sociétés était au maximum de 6,5 %, ce qui permettait de lutter efficacement contre l'usure.

Le mouvement commencé en Galicie s'étendit bientôt à la Silésie de Cieszyn. On comptait là en 1912, 98 Sociétés type Raiffeisen avec 12.431 membres groupées dans une Union de Revision qui était en même temps leur Central financier.

Royaume du Congrès. — Dans le Royaume du Congrès la loi de 1909 crée un type de Société appelé « Société de Crédit » sans parts sociales. Le capital était procuré par les emprunts et les dons des particuliers, c'était bien les principes de Raiffeisen. Ces Sociétés correspondaient à peu près aux Sociétés d'Epargne et de Prêts en Galicie par la nature des opérations et le champ de leur activité. Pourtant leur développement fut faible, pour les causes déjà connues et indiquées plus haut. Elles étaient soumises au même régime que les Sociétés de Prêts et d'Epargne du Royaume du Congrès.

En 1903 on y comptait 13 Sociétés et en 1911 déjà 38, le nombre des membres fut respectivement 8.123 et 48.857. Le capital social de 146.875 francs-or et de 363.609 francs-or.

Mais ces chiffres ne sont pas exacts, faute de statistique. En 1912 on comptait déjà 86 sociétés de crédit.

Pendant la guerre, après l'évacuation russe, mais encore pendant l'occupation allemande, en 1916, les Sociétés de Crédit formèrent une Union de Revision à Varsovie sous le nom d' « Union des Coopératives Agricoles Polonaises ». L'Institution Centrale des Finances fut la Banque des Sociétés Coopératives de Varsovie.

L'Etat polonais. — La guerre eut une grande répercussion sur ce type de Sociétés Coopératives de Crédit : elles s'abstinrent presque totalement de toute activité. Une grande partie perdirent leurs caisses et leurs livres de comptabilité ; ce fut ensuite la dévalorisation et la pénurie de capitaux, la misère générale, la perte de confiance de la population ; tout cela fut la source de difficultés que durent surmonter les Sociétés Coopératives de Crédit dans les nouvelles conditions d'existence de la Pologne libre.

Leur histoire suit dès lors toutes les fluctuations de la politique coopérative en Pologne ; elles doivent se soumettre aux lois de 1920 et en 1924 elles forment par adaptation aux nouvelles conditions économiques une « Confédération des Unions des Sociétés Coopératives de Pologne ». L'idée-mère et le rôle de la Confédération sont semblables à ceux de la Fédération des Banques Populaires.

La Confédération groupe désormais toutes les Sociétés de Crédit type Raiffeisen existant en Pologne et appelées, depuis peu de temps, « Les Caisses de Stefczyk », en mémoire de leur grand fondateur. Les Caisses de Stefczyk sont groupées dans cinq Unions de Revision à savoir :

1^o Le Patronat des Sociétés Agricoles du Pays, à Lwow.

2^o L'Union des Sociétés Agricoles, à Cieszyn.

3^o L'Union des Sociétés Polonaises, à Varsovie.

4^o L'Union des Sociétés Polono-Silésiennes de Raiffeisen à Katowice.

Cette Union fut formée après l'incorporation de la Haute-Silésie à la Pologne en 1923.

5° L'union des Sociétés Coopératives Agricoles, à Torn (Torun), formée en 1925.

L'« Institution Centrale des Finances pour les caisses de Stefczyk devint la « Caisse Centrale des Coopératives Agricoles » dont le siège fut transféré à Varsovie et sa zone d'activité étendue à toute la Pologne. L'Union de Katowice possède sa propre banque, appelée la « Banque de Raiffeisen de Katowice ».

Caractère. Organisation et Situation des Caisses de Stefczyk.

Caractère. — Dans leur soumission aux exigences des lois polonaises, les Caisses de Stefczyk eurent cette particularité suivante : elle ne s'occupent que des opérations de crédit à l'exclusion complète de celles du commerce, ce qui les distingue des Sociétés primitives de Raiffeisen. Leur champ d'activité est limité à un village ou à une paroisse, leur clientèle est uniquement agricole. La responsabilité des membres est illimitée, les parts sociales modiques, le dividende ne peut dépasser le taux d'intérêt des dépôts d'épargne. Les avoirs de la caisse de Stefczyk ne sont pas partageables ; en cas de liquidation, ils doivent servir à la fondation d'une nouvelle caisse.

Les ambitions des Caisses ne vont pas jusqu'à essayer d'amasser de gros capitaux, ni de tâcher de devenir indépendantes vis-à-vis des grandes Banques ; au contraire, elles s'efforcent d'emprunter le plus possible et de diriger l'argent vers l'agriculture. Les Banques populaires font de même en dirigeant les épargnes de leurs membres.

La responsabilité illimitée et solidaire des membres des Caisses doit donner une garantie supplémentaire et suffisante aux créanciers. La gérance des caisses est honorifique

à l'exception d'un employé qui peut être rémunéré. La gratuité des fonctions est un des principes essentiels des Caisses, ce qui leur assure le caractère charitable des Institutions de Bienfaisance.

Les crédits peuvent être accordés aux membres sous forme : 1° de prêts sur reconnaissance de dettes ; 2° de prêts en compte courant garantis par une : a) caution ; b) par un dépôt de titres constituant un placement légal pour fonds pupillaire ; 3° sous forme de prêts hypothécaires. Les traites en principe ne sont pas admises, mais en raison des conditions économiques anormales, elles sont utilisées et sont même des plus répandues. La tendance des dirigeants est de supprimer ces formes de crédits dès que les possibilités le permettront.

Les Caisses de Stefczyk ont pour but de consentir des prêts à terme plus longs, en général de 1 à 4 ans et même 10 ans (avant la guerre). Elles partent de ce principe qu'aux petits exploitants, et à l'agriculture en général, le crédit à courte échéance de trois mois et même de six mois ne rend pas suffisamment de services. Les investissements que peuvent faire les exploitants sont amortissables dans l'espace d'un an au moins.

En principe les crédits doivent être employés à l'exploitation des propriétés, l'achat des engrais chimiques, des machines agricoles, du bétail et des matières premières nécessaires à l'industrie rurale. On ne consent que rarement des crédits pour l'achat de terres ou le paiement de soultes (en tout cas pas maintenant).

Organisation. — Ainsi que pour les Banques Populaires, nous ne reviendrons plus sur l'organisation de l'Administration des Caisses de Stefczyk et de leurs Unions.

Cependant l'organisation de la Confédération est différente, puisqu'ils sont admis comme membres seulement les Unions de Revision et les Centres Economiques.

Les organes de la Confédération sont :

1° Un Conseil Général composé des représentants des

Unions et des Centres Economiques à raison d'un par union ou centre. Cet organe remplace l'Assemblée Générale;

2^o Un Département, organe exécutif composé de cinq membres élus par le Conseil Général pour un an;

3^o Un Secrétariat.

Situation. — La situation des caisses de Stefczyk fut fort compromise pendant la période de guerre puis ensuite lors de l'inflation. Les premières années passées sous le régime de l'Etat polonais virent l'époque de l'harmonie du mouvement et de la réorganisation et c'est seulement après la stabilisation du zlotys et la loi sur la valorisation que les Caisses de Stefczyk reprirent leurs opérations.

La Confédération groupa, à côté des Unions de Revision déjà connues, encore deux autres Unions ne comprenant pas de Caisse de Stefczyk, soit en tout sept Unions de Revision et 9 Centres Economiques.

L'Etat des Caisses de Stefczyk en 1926 était le suivant (1) :
Nombre de Caisses 1626, avec 233.603 membres, dont 202.534 agriculteurs soit 86,7 % ; parts sociales pour une somme de 4.244 mille zlotys; dépôts d'épargne, 6.298 mille zlotys ; dettes, 14.555 mille zlotys; prêts consentis, 23.433 mille zlotys. Les statistiques des années précédentes apportent même un nombre plus grand de Caisses existantes, mais il y en avait beaucoup de non actives. Aussi la statistique de 1926 est-elle limitée à ces caisses qui ont repris leurs opérations et ont envoyé des renseignements à l'Office.

La Caisse Centrale des Coopératives agricoles. — L'Institution Centrale de Crédit pour les Caisses de Stefczyk est la Caisse Centrale des Coopératives agricoles. Depuis 1919 cette Caisse est devenue une Institution à participation d'Etat, car l'Etat polonais, en tant que successeur du gouvernement autonome de Galicie, est possesseur d'une partie du capital social de la Caisse Centrale. L'autre partie en effet est for-

1. Statistique du *Bulletin de l'Institut des Coopératives.*

mée des parts sociales appartenant aux Sociétés Coopératives, lesquelles seulement peuvent être membres de la Caisse Centrale y compris les organisations agricoles à caractère social).

Les statuts de la Caisse Centrale en définissent ainsi le but :

1^o Elle doit contribuer au développement de l'agriculture par octroi de crédit à bon marché aux exploitants et par d'autres opérations bancaires ;

2^o Elle doit collaborer à la reconstruction des domaines détruits ;

3^o Elle doit collaborer avec les organes compétents, en leur facilitant la tâche au moyen du consentement de crédit, pour les aider à effectuer la réforme agraire.

Les moyens dont dispose la Caisse sont ses fonds propres et ceux qu'elle arrivera à se procurer par les opérations normales bancaires, actif et passif. Les opérations d'actif ne peuvent être faites qu'avec les membres de la Caisse. La responsabilité des membres est limitée à deux fois leur part sociale.

L'Administration de la Caisse est décentralisée en départements correspondants au territoire délimité.

Les organes du Département sont :

1^o L'Assemblée des membres ;

2^o Un Comité de contrôle composé de trois membres nommés pour trois ans ;

3^o Une Direction de Département avec un Directeur à la tête. La Direction principale de la Caisse Centrale se compose :

1^o D'une Assemblée des Représentants en nombre de 48 élus par des Assemblées de Département ;

2^o D'un Conseil d'Administration se composant des membres des Comités de Contrôle des départements et des Délégués des Pouvoirs Publics.

3^o D'une Direction de deux ou trois Directeurs ;

4^o D'une Commission de Revision nommée par le Conseil d'Administration.

La Caisse Centrale ayant tous les caractères d'une Société

Coopérative dut se soumettre à la loi de 1920 dans toute son étendue.

Le Gouvernement utilise sa participation à la Caisse Centrale pour contrôler activité de celle-ci et étendre son influence aux Coopératives associées ; il ne retire jamais ses profits annuels.

La différence entre la Caisse Centrale et les banques en général résulte de ce qu'elle possède la forme d'une Société Coopérative et limite ses opérations à l'agriculture. Elle se distingue aussi des autres Banques Centrales des Sociétés Coopératives, en ce qu'elle ne fait d'opérations que parmi ses membres.

La Caisse possède 6 départements autonomes.

En 1927, les Coopératives affiliées à la Caisse Centrale étaient au nombre de 2.128 dont 1.709 Sociétés de Crédit, c'est-à-dire 80,3 % (V. tableau p. 130).

Les fonds propres étaient répartis de la sorte (1) : 1.170.649 zlotys de parts sociales appartenant aux membres ; 362.786 zlotys de parts appartenant à l'Etat ; 534.850 zlotys du fonds de réserve. La dette de la Caisse se compose de 9 millions accordés par la Banque de Pologne ; 4, 4 millions par P.K.O. 10 millions par la Banque Agraire ; 255 mille zlotys, par la Banque de l'Economie Nationale, 9,4 millions par l'Etat ; 68,1 % du total des prêts ont été consentis en 1927 aux Caisses de Stefczyk. Le taux d'escompte était de 10 à 12 % ; celui de réescompte, 8 à 10 %. (Banque de Pologne P. K. O. Banque Agraire.)

Banque de Raiffeisen. — A côté de la Caisse centrale, la Banque de Raiffeisen servit de centre financier aux caisses de Stefczyk de l'Union de Katowice. Bien que d'existence récente, ses opérations sont déjà importantes. Son chiffre d'affaires qui était en 1925 de 16.979.105 zlotys, est passé, en 1926, à 24.529.442 zlotys.

1. Etat au premier septembre.

Statistique de l'activité de la Caisse Centrale (1).

(En milliers de zlotys).

Années	Capital social		Capital de réserve	Dépôt sur compte courant a) Sociétés coopératives b) Divers	Prêts et crédits			Fonds de roulement
	a) Part de l'Etat	b) Part sociale des membres			Sur reconnaissance de dette	A découvert	Sur nantissement des traites	
1909	a) 1.338	b)	—	1.877 719	4.541	664	34	5.363
1914	a) 4.477	b)	51	6.440 1.709	9.213	395	2.174	14.902
1923	a) 7	b) 4	—	11 3	—	25	85	157
1924	a) 120	b) 242	16	409 334	—	2.805	7.108	11.365
1925	a) 120	b) 496	319	745 272	7	5.040	11.760	19.002
1926	a) 120	b) 674	515	505 224	64	4.926	13.571	20.967
1927	a) 362	b) 1.228	533	1.298 312	276	9.808	25.248	38.299

C. — LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT DE MINORITÉS NATIONALES

A côté des Sociétés Polonaises les minorités nationales ont créé leur propres unions de Révisions et Fédérations. Le chiffre n'en est pas négligeable, aussi faut-il le mentionner ici. Les lois polonaises que nous connaissons leur sont applicables. Leur organisation ne présente aucune particularité spéciale. Cependant leur attitude les met à part du mouvement coopératif général polonais.

En 1926, l'Union Ukrainienne comptait 106 Sociétés de Crédit, avec 49.556 membres, dont 80 % d'agriculteurs ; l'Union allemande comptait 505 sociétés avec 29.300 membres, dont 52 % d'agriculteurs. Quand aux opérations faites

1. État au 1^{er} octobre.

elles se présentent, ainsi pour les deux Unions ensemble : parts sociales, pour 4.293 mille zlotys (statistique pour 584 Sociétés) ; dépôts d'épargne, 15.546 mille zlotys (dettes, 19.510 mille zlotys : prêts consentis, 31. 792 mille zlotys (pour 621 Sociétés). (1)

D. — QUELQUES PROPOS RELATIFS A L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CRÉDIT.

Congrès. — La diversité des Sociétés Coopératives de Crédit, sous les lois respectives en vigueur, ainsi que leur état déplorable après la guerre, fut l'objet d'un vif intérêt de la part du Gouvernement et des organes compétents dès le début de l'existence de la Pologne libre.

Dès 1918 et encore sous l'occupation allemande, un Congrès des Sociétés Coopératives se réunit à Lublin. En principe il ne devait s'occuper que des Sociétés Coopératives du royaume du Congrès, mais comme les délégués des autres parties de la Pologne y participaient, ces délibérations eurent un caractère général. Après des discussions savantes et approfondies on aboutit à certaines conclusions, dont l'exécution devait être fonction du développement postérieur, du mouvement coopératif. Notamment en ce qui concerne les Sociétés Coopératives de Crédit, le Congrès jugea utile qu'elle ne s'occuperaient désormais que des opérations de crédit, à l'exclusion de tout autre genre d'opérations, qu'il est indispensable de créer une Union unique comme organe de contrôle et de tutelle, ainsi que de créer une Institution Centrale des Finances ; mais avant tout le Congrès réclama une loi uniforme pour tout le pays. Le Congrès jugea utile la création dans tous les lieux propices de Sociétés Coopératives qui pourraient servir aux besoins de la population sans distinction de classe, ni de profession.

On peut remarquer que la presque totalité des desiderata

1. Statistique du *Bulletin de l'Institut des Coopératives*.

du Congrès de Lublin se sont accomplis jusqu'ici. Les lois sont promulguées, les Institutions Centrales existent. Si l'uniformité n'est pas parfaite, cela résulte des traditions existantes et du court délai de temps qui nous sépare du moment où les premiers pas pour l'unification furent faits. La diversité résulte encore des intérêts professionnels et particuliers, de l'influence des partis politiques, des différences de méthode de travail, et du principe coopératif à propos duquel certains groupement maintiennent opiniâtrement leur point de vue.

Néanmoins, les représentants des Coopératives Polonaises ont fait preuve de bonne volonté en proclamant le devoir de « ne pas parler de ce qui nous sépare, mais de tâcher de trouver ce qui nous unit, dans cette idée que cela suffira non seulement à une collaboration de hasard mais aussi à la création d'Institutions uniformes ». (1)

La distinction actuelle entre les Banques Populaires et les caisses de Stefczyk ne nuit en rien à l'idée d'uniformité : elle est même au contraire voulue. L'existence spontanée des deux types est utile et appropriée aux conditions générales et économiques de la Pologne. C'est ainsi qu'on a compris la collaboration de ces Coopératives de Crédit au second Congrès de Poznan (2) :

1^o Les deux types de Sociétés Coopératives de Crédit aussi bien le grand que le petit sont utiles et ont leur raison d'être en Pologne, car ils ne s'excluent pas mutuellement, mais peuvent utilement se compléter.

2^o Entre les deux types en question, il importe d'introduire le partage des tâches de manière à laisser aux petites sociétés rurales leur champ d'activité, limité à la population agricole d'une petite circonscription, à l'exclusion des grands domaines industriels ou fonciers. Tandis que les grandes Sociétés Coopératives de Crédit doivent opérer.

1. Weydlich.

2. Weydlich.

a) Au lieu même de leur siège, pour toute la population.

b) Dans les communes où il n'y a pas de Société Coopérative locale.

c) Avec les grandes exploitations qui ont de grands besoins de crédit.

Cette façon de partager les attributions et les tâches est sage, très bien conçue et confirmée pleinement par le succès.

Outre les faits que nous connaissons, il est bon de citer les autres tentatives faites par l'ensemble des Coopératives et qui démontrent une forte tendance à leur rapprochement. De 1918 à 1928 les représentants des différents groupements de Coopératives ont procédé à (1) :

1^o Une enquête, en 1918, relative à la promulgation de la loi.

2^o Une démarche pour l'amendement de cette loi, en 1923.

3^o Trois Congrès de représentants : à Lublin en 1918 ; à Poznan, en 1921, à Lwow en 1924 ;

4^o Maintes Conférences et Assemblée de dirigeants ;

5^o La participation à l'Exposition Internationale de Gandawa ;

6^o En outre ont été fondées :

a) Une Société scientifique de Coopérateurs, à Varsovie, en 1906.

b) Une Union de contrôleurs et inspecteurs.

c) Une Association professionnelle de fonctionnaires.

L'Institut des Coopératives. — A côté du Conseil de Coopératives d'Etat créé par la loi de 1920, il existe une Institution unique en Pologne, c'est « l'Institut des Coopératives » fondé par le Congrès de Lwow en 1924. Ses buts sont les recherches scientifiques et l'enseignement. Il procède de plusieurs manières : 1^o par des cours organisés pour les agents des sociétés Coopératives ; 2^o en collaboration avec les Unions de Révision pour l'organisation des

cours d'enseignement spéciaux ; 3° par l'acquisition des périodiques appropriés et la correspondance avec l'étranger ; 4° par la possession d'une bibliothèque et d'un musée, ainsi que de salles de travail.

L'Institut n'a pas fait preuve d'une plus grande activité à cause du manque des fonds nécessaires. Il appartient aux Unions de révision et son entretien est assuré par les cotisations versées par elles, et qui sont encore insuffisantes. L'Institut est un organe très jeune, ses méthodes de travail et son caractère général commencent à peine à se cristalliser. Néanmoins son importance est grande et on peut avoir beaucoup de confiance en lui en ce qui concerne son influence sur l'amélioration et le développement du mouvement coopératif en Pologne.

Pour terminer, nous donnerons les traits caractéristiques des Sociétés Coopératives telles qu'ils ont été conçu par le pionnier des coopératives polonaises, le Docteur François Stefczyk et tels qu'il les a exposés au Congrès Agraire, à Varsovie, le 17 mars 1924.

Sans faire de traduction stricte, nous en donnerons un bref aperçu.

1° La Coopérative est une forme d'organisation volontaire démocratique, de tous les milieux et de toutes les classes de la population. Son but est de libérer les petits biens et aussi les moyens de la prépondérance du capitalisme ; d'industrialiser la production, d'introduire, dans le travail et les rapports économiques, le plus de bonne volonté possible et de développer l'altruisme.

2° Pour atteindre ce but dans l'agriculture, les exploitants doivent s'unir dans les Associations de types et d'échelons divers pour : a) supprimer les entremetteurs commerciaux et s'entretenir directement avec les consommateurs ; b) organiser des Institutions de crédit fondées sur les épargnes et les parts sociales ; c) mieux organiser la propagande et faire

bénéficier la population des plus récentes découvertes techniques et scientifiques.

3° Le but de la Coopération n'est pas de transformer l'économie d'individuelle en collective. Tout au contraire, elle repose fortement sur le principe de la propriété individuelle, veut soutenir celle-ci et la fortifier.

4° La coopération agricole doit unir en premier lieu les ouvriers agricoles, et les petits exploitants, elle doit s'intéresser à leur production spécifique et la développer pour améliorer leur sort. Néanmoins la participation de la grande propriété est désirable pour donner de la variété à la production et pour la compléter. Au point de vue social, la coopération doit être un moyen d'apaisement efficace. La grande propriété ne doit jouir d'aucun privilège.

5° Une entente stricte est nécessaire entre les Sociétés Coopératives et les Unions Professionnelles des Agriculteurs pour développer la solidarité, pour unir ses forces à la défense de ses intérêts et éviter actes décousus et non concertés.

6° La Coopération agricole ne doit être liée à aucun des partis politiques, mais au contraire réclamer de tous les partis un soutien efficace.

7° La collaboration avec le gouvernement ne signifie pas prétention à privilèges spéciaux. Les Sociétés Coopératives exigent seulement un traitement égal à celui des organisations capitalistes si souvent privilégiées par l'Etat.

8° La Coopération n'a rien de socialiste, c'est une Union de petits capitalistes. La prétention des ouvriers à une nouvelle forme de propriété collective doit être écartée. Pour vaincre les grands capitalistes, la coopération doit procéder suivant les mêmes méthodes ; elle doit avoir à son service des institutions centrales de finances assez puissantes pour entretenir des rapports avec le grand marché et soutenir la concurrence des capitalistes.

Voilà les grands principes suivis par le mouvement coo-

pératif en Pologne, il n'y a pas lieu de souligner l'importance qu'ont les Sociétés Coopératives pour le développement de l'agriculture : elles peuvent en somme devenir le plus grand facteur de la prospérité nationale.

Situation. — Malheureusement le manque de statistique complète ne peut nous donner une idée satisfaisante du crédit accordé pour l'agriculture par l'intermédiaire des Banques Populaires et des Caisses de Stefczyk et d'établir le tableau des crédits accordés à l'agriculture jusqu'au 31 décembre 1927.

La somme des prêts à la fin de l'année 1926, d'environ 120 millions de zlotys pour l'ensemble des Sociétés Coopératives de Crédit, est évidemment bien au-dessous de leurs moyens, et au cours de ces deux dernières années elle a dû certainement progresser. De ce qu'on peut constater, le rôle des Banques d'Etat est grand, plus de la moitié des crédits, en 1926, provenait de cette source ou de la Banque de Pologne. C'est aussi la politique du gouvernement de se servir surtout des caisses de Stefczyk pour la répartition des crédits à l'agriculture. Si cette forme subsistait désormais les Sociétés Coopératives de Crédit risqueraient de subir toutes les fluctuations politiques et de dévier de leur but principal, en ne restant que des Institutions intermédiaires et de répartitions. Il serait souhaitable que les ressources des Sociétés Coopératives puissent compter davantage sur l'appui de l'épargne, cela ne pourrait que contribuer à son développement.

SECTION II

LES BANQUES DE CRÉDIT AGRICOLE

Définition. — Les Sociétés Coopératives se voient confinées dans les opérations conclues avec les classes inférieures de la population, et leur but reste toujours, en principe,

l'assistance mutuelle, tandis que les Banques de Crédit Agricole sont de grandes Institutions purement économiques et n'ayant rien de philanthropique et dont la clientèle se recrute parmi les grands propriétaires ; aussi leurs opérations sont elles importantes. Ce sont de véritables établissements bancaires avec spécialisation de leurs opérations au domaine agricole.

La loi du 17 mars 1928 ne contient aucune particularité spéciale touchant ces banques : celles-ci doivent se conformer aux prescriptions insérées dans les articles relatifs au fonctionnement des Banques de Crédit à court terme en général.

La fondation d'une banque doit faire l'objet d'une concession préalable du Ministre des Finances, accordée après avis préalable des Chambres de Commerce et de l'Industrie (Art. 10).

Le capital de la Banque ne peut être inférieur à 2,5 millions de zlotys à Varsovie, à 1,5 millions à Cracovie, Lwow, Poznan Katowice, Lodz, et à 1 million dans les autres localités.

Le fonds de réserve doit être formé d'un prélèvement de 10 % sur les profits annuels. Il doit être conservé au moins pour la moitié en valeurs constituant un placement légal pour fonds pupillaires. Au cas où le reste serait supérieur à 8 % du capital social, un prélèvement supplémentaire aurait lieu de 15 % sur ce reste.

La loi laisse le soin et le mode de nomination de la Direction et du Conseil d'administration à l'organe suprême de la Banque.

La loi ne spécifie pas les opérations des Banques. Les Banques de Crédit Agricole peuvent donc faire toutes les opérations actives et passives bancaires permises par leurs statuts. Seulement la loi fait une distinction entre ces opérations qui ont besoin d'une autorisation préalable et celles qui n'en ont pas besoin.

Les opérations pour lesquelles une autorisation est exigible sont :

1^o L'émission du livret de dépôt et des obligations payables à présentation.

2^o Le consentement des prêts sur nantissement des objets mobiliers à l'exception des marchandises et des valeurs mobilières (titres).

Une tentative fut faite en 1924 pour former une Union des Banques de Crédit agricole, mais le résultat en fut médiocre et, en 1926, cette Union fut dissoute. Actuellement il n'y a aucune cohésion parmi les banques existantes et chacune peut suivre la politique qui lui convient le mieux.

La Banque de l'Association de Crédit Foncier de Poznanie. — Pour rendre possible aux agriculteurs, et d'une manière appropriée, une prompte et avantageuse acquisition d'obligations contre engagement de leurs biens, tant en régularisant les précédentes hypothèques et les avances reçues, ainsi qu'en permettant la réalisation des lettres de gage, l'Association de Crédit Foncier de Poznan fonda, en 1890, une banque sous le nom de « Caisse des Prêts de l'Association Foncière de Poznan ». Elle changea ce nom, en 1896, en celui qu'elle porte actuellement et elle étendit son activité à toutes les opérations bancaires en assurant ses services à une clientèle composée d'agriculteurs.

Cette banque est la propriété de l'Association de Crédit Foncier de Poznan, dont elle fait partie intégrante et elle possède de même le caractère d'Institution d'Utilité Publique : mais en même temps elle est une personne juridique distincte, inscrite au registre du commerce.

Les membres de l'Association sont responsables des obligations de la Banque, non seulement sur leurs biens grevés de prêts, consentis par l'association, mais aussi personnellement conformément aux statuts respectifs.

La Banque possède le privilège d'Office de Dépôt, qui lui permet de recevoir en dépôt les valeurs mobilières dans les

affaires d'héritage et de tutelle. Elle est l'unique représentante de l'Association en matière de réalisation de lettres de gage et de paiement des coupons.)

Le fonctionnement de la Banque est assuré par :

1^o Une Direction composée de deux ou trois directeurs.

2^o Un Conseil d'Administration composé de quinze membres.

En font partie de droit tous les membres de la direction de l'Association ; le reste est élu par l'Assemblée générale.

Les statuts ont été approuvés par décret du Conseil des Ministres [du 28 juin 1922 (D. U. R. P., n^o 57) avec amendement du 23 octobre 1923 (D. U. R. P., n^o 83).

La Banque Foncière de Varsovie. — Cette Banque a été fondée par l'Association de Crédit Foncier en 1916 ; en vertu de l'article 1^{er} de ses statuts son but, son organisation et ses opérations sont identiques à ceux de la Banque de l'Association de Poznanie. La principale opération est la réalisation des lettres de gage et le consentement de crédit à court terme pour les agriculteurs. Sa puissance vient de la garantie que lui accorde l'Association, responsable de toutes ses opérations.

Dans les courts délais qui se sont écoulés depuis sa naissance la Banque Foncière a joué un rôle important dans le domaine du crédit agricole.

Pour venir en aide aux propriétaires fonciers obligés de vendre leurs biens, la Banque a formé, à la fin de 1925, un département agraire qui s'occupe spécialement du morcellement par commissions des terres entre les paysans. La Banque fait des avances en numéraire aux propriétaires fonciers en attendant qu'ils aient définitivement contracté avec les acquéreurs. La banque ne considère pas ces opérations comme une source de revenus, mais comme une assistance aux propriétaires, les protégeant ainsi contre une spéculation funeste. La Banque se considère comme une Institution répondant aux besoins de la grande propriété foncière ;

d'autre part elle entend demeurer loyale à l'égard des lois en vigueur et elle considère la réforme agraire comme une nécessité sociale, mais devant se réaliser avec le minimum de mal possible. Le Département agraire de la Banque procède à toutes les opérations juridiques et techniques liées au morcellement. Le département est en relation étroite avec la Banque agraire d'État qui, de son côté, accorde des crédits à long terme aux acquéreurs. Cette œuvre de la Banque mérite qu'on applaudisse.

Jusqu'au 1^{er} janvier 1928, la Banque était en possession, pour le morcellement par commission, de 86.405 hectares de terres dont 53.578 hectares sont déjà vendus ; il reste donc 32.827 hectares.

Banque Kwilecki, Potocki et C^{ie}. — Les conditions défavorables dans lesquelles se trouvait l'agriculture dans la partie de la Pologne soumise à la domination allemande, le manque d'une Institution nationale destinée à subventionner le crédit agricole, la pression prussienne pour favoriser l'expropriation des biens polonais suscitèrent une réaction de la part de la Société polonaise. La lutte commença contre l'usure juive, entre les Allemands, sur le terrain économique et pour le développement de l'agriculture, une lutte dure et hardie, mais victorieuse à la fin.

Quelques personnages de la haute Société Polonaise fondèrent en 1870 une banque sur le type de la société en commandite qui devait pourvoir aux besoins du Crédit agricole des propriétaires fonciers ; en outre l'objet de cette banque fut le commerce de commission des céréales, depuis la banque se spécialisa dans ce domaine et devint une des plus importantes maisons de commission.

Cet établissement prit le nom de « Banque Kwilecki, Potocki et C^{ie}. La Banque pendant sa longue durée a connu des périodes de prospérité mais aussi celles de crises aigues qu'elle eut beaucoup de peine à surmonter. Son activité et son développement étaient fonction de l'économie générale

et de l'essor du pays. En 1912 la Banque se transforma en une société anonyme par actions sans changer toutefois la nature de ses opérations.

L'objet principal reste le commerce de commission des céréales. En outre elle effectue toutes les opérations bancaires actif et passif énumérées dans ses statuts, elle est assujettie aux lois en vigueur sans privilège spécial.

Les statuts propres de la Banque renferment des prescriptions minutieuses sur son organisation, ses opérations, la répartition des capitaux et des revenus.

La clientèle de la Banque se recrute exclusivement parmi les grands propriétaires fonciers. Située au centre le plus important de l'agriculture polonaise et possédant plusieurs agences, la Banque joue vraiment un rôle très important.

La Banque Agraire de Poméran. — Cette institution est une Banque par actions fondée à Torun, en 1921, en vue de se consacrer aux opérations de crédit agricole en Poméranie où il n'existait alors aucune banque semblable. Primitivement elle s'appelait la Banque « Agro-Industrielle de la Vistule » ; mais, en 1924, elle procéda à sa réorganisation. Les actions en furent réparties entre six sociétés et Banques privées et elle prit le nom qu'elle porte actuellement. Son organisation et ses opérations ne présentent aucune particularité spéciale ; elle a un statut propre et elle doit se soumettre aux lois en vigueur.

La Banque Foncière de Poznan, Société anonyme. — La Poznanie étant la province de Pologne, où l'agriculture est la plus développée est aussi celle où le besoin d'institutions de crédit se fait le plus sentir. En 1916, une nouvelle banque se fonda à côté de celles déjà existantes destinées à subventionner le crédit agricole. Ce fut la Banque Foncière de Poznanie, société anonyme.

La Banque Sucrière. — A côté des Banques destinées directement au service de l'agriculture, il faut placer sur le même rang la Banque Sucrière qui se rattache à l'agricul-

ture, quoique indirectement. Cette Banque est une société anonyme par actions fondée en 1921 pour les besoins de l'industrie des sucreries. Elle accuse un développement constant aussi bien dans le domaine technique qu'au point de vue de l'organisation économique.

Les raffineries polonaises avec lesquelles la Banque est en relations sont groupées dans « l'Union des Industries des Sucreries de la Pologne Occidentale » et dans « la Société Commerciale des raffineries réunies de Varsovie ». La Banque s'occupe de l'exportation et de la vente des produits des raffineries, elle les approvisionne aussi en engrais chimiques et en charbon.

A côté des opérations de commerce, la Banque effectue toutes autres opérations bancaires prévues par la loi. Son rôle dans le crédit agricole est grand car elle contribue au développement de la culture des betteraves en facilitant l'écoulement du sucre ; et en faisant des avances directes aux producteurs.

Situation des Banques Agricoles. — Nous connaissons la nature, le genre et les opérations des banques de crédit à court terme pour l'agriculture. Quant à leur situation elle est en générale bonne et marque un développement constant. Ces banques furent la proie de beaucoup de difficultés lors de la période de l'inflation de la monnaie et de la crise économique pendant les années 1918 et 1924. Plusieurs d'entre elles, que nous ne citerons pas d'ailleurs, durent procéder à leur liquidation.

Quelques chiffres vont illustrer pour nous l'activité des banques agricoles, en milliers de zlotys.

Année 1926 au 31 décembre.

Postes du Bilan en milliers de zlotys	Banque de l'Association Foncière de Poznan	Banque Foncière de Varsovie	Banque Kwilecki Potocki et Cie	Banque Agraire de Poméranie	Banque Foncière de Poméranie	Banque Sucrière
Disponibilité.....	1.975	3.231	535	171	276	5.653
Fonds social.....	298	4.000	2.400	1.005	1.200	4.800
Réserves	20	403	500	212	403	550
Dépôts et dettes..	6.449	33.153	10.515	769	1.769	30.035
Escompte	5.021	18.179	6.428	2.902	1.577	34.577
Réescompte	4.534	12.292	6.076	2.655	1.437	31.076
Intérêts	3.858	28.999	6.180	1.050	32.254	33.892
Total	12.874	66.488	19.575	4.961	82.366	138.323

Année 1927 au 31 décembre.

Disponibilité.....	1.143	10.670	683	279	566	8.953
Fonds social.....	6.00	5.000	2.400	1.005	1.200	6.000
Réserves	103	559	586	119	515	1.263
Dépôts et dettes .	8.763	43.691	10.919	1.510	5.012	36.570
Escompte	10.220	24.954	10.011	2.355	4.711	44.214
Réescompte	7.792	14.389	8.369	1.905	4.265	36.395
Intérêts	3.672	24.071	8.657	1.697	3.769	47.727
Total	18.245	91.284	24.340	5.221	12.894	126.234

CHAPITRE III

INSTITUTIONS DE DROIT PUBLIC

SECTION PREMIÈRE

LES CAISSES D'ÉPARGNE

Définition.

Les Caisses d'Epargne sont des Institutions de crédits fondées par les Administrations autonomes et jouissant de leurs garanties sous le contrôle permanent de l'Etat. Ce sont des organisations publiques dont le but est de pouvoir à certains besoins importants économiques et sociaux, et de donner aux classes moins aisées la possibilité de garder en toute sécurité leurs petites économies, de les faire fructifier et par là d'encourager l'esprit du travail et de l'épargne, en préparant ainsi une certaine amélioration économique pour toutes les personnes laborieuses et économes qui aspirent à assurer peu à peu leur existence. Pour réaliser le but proposé, les Caisses d'Epargne peuvent faire des opérations de crédit hypothécaire, à long terme et de crédit personnel à court terme, mais leur spécialité c'est surtout l'acceptation et le placement sûrs des épargnes. La modicité des sommes versées ne constitue pas une entrave, elle n'apporte qu'un peu de complication dans la comptabilité. Chaque somme est inscrite sur un livret revêtu du nom du client et qui est remis à celui-ci après le premier versement effectué.

La distinction fondamentale entre les Caisses d'Epargne et les autres Institutions, y compris les Sociétés Coopéra-

tives de crédit, consiste en ceci que ces dernières s'appuient en majeure partie sur le droit privé et que leur capital est la propriété de leurs membres. Outre leur but économique, elles ont plus ou moins en vue les profits personnels de leurs membres et elles ont tendance à augmenter les revenus de leurs adhérents sous forme d'augmentation d'intérêt ou sous forme d'un plus fort dividende. Au contraire, le but des caisses d'épargne comme établissements en commun est de travailler pour toute la communauté et non pas pour le particulier, ce que démontre l'emploi des bénéfices réalisés destinés, en premier lieu, à constituer un fonds de réserve important, et ensuite à subventionner les œuvres de bienfaisance et les travaux d'utilité publique.

Il existe en Pologne trois types de Caisses d'Epargne, ce sont : « Les Caisses d'Epargne Municipales, » les « Caisses d'Epargne d'Arrondissement » et les « Caisses d'Epargne des Communes Rurales ».

A l'exclusion des Caisses Municipales, nous étudierons les deux autres types de Caisse, car leur importance pour l'agriculture est grande, les crédits qu'elles accordent ayant le caractère particulier du crédit agricole. Les Caisses de communes rurales ne font d'opérations que parmi les agriculteurs. Aux caisses d'arrondissement toutes les classes de la Société sont admises, mais leur rôle est surtout important quand il s'agit de dislocation des crédits accordés pour l'agriculture par le gouvernement ou par les Banques d'Etat ; elles servent alors d'intermédiaires.

A. — LES CAISSES D'ÉPARGNE D'ARRONDISSEMENT

Historique.

Galicie. — A l'époque où furent tentés les premiers essais d'organisation de la vie économique en Galicie, presque en même temps que l'Association de Crédit, fut fondée, à Lwow,

le 1^{er} janvier 1844, une Caisse d'Epargne. Les débuts ne furent pas trop heureux, la caisse eut beaucoup de difficultés à vaincre avant de gagner la confiance du public, mais peu à peu les épargnes affluèrent, les opérations de crédit augmentèrent et le développement devint tout à fait satisfaisant.

C'est seulement en 1871 que fut fondée une seconde caisse du même genre à Tarnow et depuis successivement ce genre de caisse apparaît dans les autres localités de Galicie. En 1890 comptait déjà 25 caisses, en 1900, 44 et en 1912, 55.

L'essor et la nature de leurs opérations est illustré par le tableau suivant, en milliers de francs-or (1).

Années	Nombre	Prêts hypothécaires et communaux	Portefeuille des traites	Valeur propre et placement en banques	Nombre des livrets en milliers	Dépôts	Fonds de réserves	Bénéfice
1844	1	1.605	—	311	8	2.086	24	6
1880	9	8.435	1.609	4.331	31	15.191	835	124
1900	44	127.523	26.200	32.367	223	194.979	12.308	—
1912	53	258.299	41.451	53.989	332	336.719	16.724	1.506

C'est surtout comme on le voit les opérations de crédit hypothécaire qui se sont le plus développées. Les épargnes y trouvaient un bon placement. Quelle était la part de l'agriculture dans toutes les opérations faites par les caisses ? Il est difficile de le préciser ; elle ne doit pas être négligeable pourtant ! En la seule année 1912, plus de 1.500.000 francs-or furent alloués aux œuvres de bienfaisance ou aux travaux d'utilité publique. On estime que la participation des caisses d'Epargne au relèvement agricole fut certainement très importante, et que beaucoup d'écoles, hôpitaux, bourses, voies publique, etc., doivent leur existence aux Caisses d'Epargne.

Pour maintenir un lien entre elles et unifier leur efforts les Caisses d'Epargne ont formée une union, en 1902, sous le nom de « l'Union des Caisses d'Epargne de Galicie » dont le siège est à Lwow. Cette Union avait pour but de défendre les intérêts des Caisses, de les représenter à l'extérieur ainsi que de contrôler l'activité de chacune.

Après la formation de l'Etat Polonais, l'Union reçut, en 1920, le droit d'étendre son activité à tout le territoire polonais et prit le nom « l'Union des Caisses d'Epargne Polonaises ».

Poznanie. — La première Caisse d'Epargne fut fondée en 1827. Ce fut une loi postérieure, la loi de 1838, qui lui donna une base juridique. En 1860, existaient déjà 20 caisses et en 1918 150, dont 96 dans le Grand-Duché de Poznanie et 54 en Poméranie. L'état des dépôts s'élevait en 1918 à 708,8 millions de marks allemands. Disposant de fonds aussi importants les Caisses d'Epargne les utilisait principalement en les plaçant en hypothèques foncières considérées comme le placement le plus sûr. Comme en Galicie le rôle des Caisses en Poznanie, dans les œuvres d'utilité publique, fut très important. En 1892, les Caisses du Grand-Duché de Poznanie formèrent une Union de Révision avec centrale Financière propre qui devint ensuite la Banque Communale de Crédit, tandis que les caisses de Poméranie faisaient partie d'une Union prussienne. En 1922, l'Union de Poznanie prit le nom « d'Union Communale de Crédit » et son champ d'activité fut étendu à tout l'ancien territoire de domination allemande. L'administration de l'Union est entre les mains d'une Administration autonome.

Royaume du Congrès. — Dans le Royaume du Congrès, les premières Caisses d'Epargne d'arrondissement apparaissent seulement après la formation l'Etat Polonais, quand le décret du Chef de l'Etat du 4 février 1919 introduisit l'administration autonome dans les arrondissements et les Communes. Les circulaires du ministère de l'Intérieur réglèrent par suite leurs statuts et leur organisation.

En raison des difficultés du pays, le développement des Caisses Communales n'est pas considérable ; on comptait, jusqu'en 1928, 30 caisses d'arrondissement et 3 caisses municipales. En 1927, fut formée l'Union des Caisses Communales Municipales et d'Arrondissement avec des compétences de contrôle. C'est un organe représentatif ; ses attributions sont les mêmes que celles des autres Unions de Révision.

Etat Polonnais. — Pour faire disparaître les différences existant parmi les Caisses d'Epargne municipales et d'arrondissement et pour leur assurer un développement normal si souhaitable en raison des services qu'elles rendent à la société, une ordonnance du Président de la République du 13 avril 1927 (D. U. R. P. n° 38), vint régler la situation de ces caisses, en leur donnant un statut légal unique pour tout le territoire.

La réorganisation des Caisses d'Epargne, existantes en vertu des lois différentes des gouvernements co-partageants dans un sens approprié aux conditions modernes, en tenant compte de leur caractère humanitaire et des exigences des nouvelles formes de crédit, rend désormais possible une collaboration stricte de ces Institutions et contribuera sans aucun doute au développement économique de l'Etat.

Caractère et organisation des Caisses Communales d'Épargne.

Définition. — Les stipulations de l'ordonnance du Président de la République du 13 avril 1927 sur les Caisses Communales d'Epargne, c'est à-dire sur les Caisses d'Epargne municipales et d'Arrondissement sont les suivantes.

Les Caisses Communales d'Epargne sont des établissements communaux avec une personnalité juridique propre leur but est de rassembler les épargnes et de consentir à la population des crédits à bon marché (art. 1).

Les Caisses Communales d'Epargne peuvent être fondées

par une Administration autonome municipale, d'arrondissements et de voïvodies qui donnent leur garantie et sont responsables de toutes les obligations de leur caisse (art. 4).

Pour fonder une Caisse d'Epargne, l'Administration autonome doit :

1° Prendre une décision de fondation.

2° Verser un fonds social d'au moins 5.000 zlotys.

3° Assumer toutes les responsabilités des opérations de la caisse.

4° Elaborer un statut de la caisse satisfaisant à toutes les exigences de la loi en vigueur (art. 9).

Administration. — La gérance de la Caisse Communale d'Epargne est confiée à :

1° Un Conseil, organe supérieur nommé par l'Administration autonome de la Commune.

2° Une direction nommée par le Conseil et qui est un organe exécutif (art. 5).

Fonds. — Le fonds social et le fonds de réserve d'une Caisse sont distincts des fonds propres de l'administration autonome et doivent être administrés à part (art. 12). Le fonds de réserve est alimenté par des prélèvements sur le revenu annuel et par toute autre somme n'ayant pas d'attribution spéciale et affluant vers les Caisses d'Epargne. Le fonds de réserve doit être égal à 10 % des dépôts d'épargne. Quand il a atteint 5 % du total des dépôts, la moitié du revenu peut être consacrée alors à des fins d'utilité publique ; quand il dépasse 10 % du total des dépôts, la totalité du revenu peut être utilisée pour des œuvres diverses. La manière d'utilisation des revenus susceptibles d'être employés dans des œuvres d'utilité publique doit être déterminée par l'Administration autonome.

Opérations. — Les Caisses communales d'Epargne peuvent effectuer toutes les opérations bancaires, d'actif et de passif, prévues par la loi générale. En particulier, elles doivent

s'occuper du rassemblement des épargnes sur des livrets spéciaux (articles 16 à 26).

Privilèges. — Les Caisses Communales d'Epargne possèdent certains privilèges. En vertu de l'Ordonnance Présidentielle, elles sont affranchies d'impôts sur les revenus, sur les dotations et sur le chiffre d'affaire, de tous les centimes additionnels communaux et du droits de timbre, sur demande adressée aux ministères.

Les épargnes inscrites sur les livrets sont exonérées d'impôt sur le capital et de tous les droits de timbre, elles jouissent d'une garantie légale et du privilège de placement en fonds pupillaires. Les livrets peuvent être utilisés comme caution dans toutes les Institutions et bureaux d'Etat. En cas de non versement à l'échéance du prêt sur nantissement des valeurs mobilières, la caisse a le droit de vendre ces valeurs sans autorisation du Tribunal.

Contrôle. — Le contrôle des opérations des Caisses d'Epargne est confié à l'Administration autonome comme assurant toute la responsabilité. Le contrôle suprême est assuré par le ministre de l'Intérieur agissant en accord avec le ministre des Finances et avec le droit d'ingérence directe dans les affaires des Caisses Communales d'Epargne.

Liquidation. — En cas de liquidation de la Caisse d'Epargne volontaire ou forcée, les dettes doivent être payées par les administrations garanties ; par contre, les capitaux restant doivent être utilisés en faveur d'œuvres d'utilité publique.

Situation.

La situation des Caisses d'Epargne peut-être déterminée par le tableau présenté ci-dessous (1). On y verra qu'elle présente un développement constant. A l'inverse de ce qui s'est passé avant la guerre, ce sont les opérations à court terme qui sont prépondérantes; surtout les opérations sur

1. Statistique officielle.

traites. Les intérêts perçus sont au niveau du taux légal bancaire réglé par la loi qui a changé plusieurs fois, toujours en diminuant. Actuellement ce taux est de 12 %. La part des agriculteurs est indéterminable. Tout de même, on peut l'estimer assez importante ; leur participation aux dépôts d'épargne sur livrets a été de 16.7 % du total en 1926.

*Statistique des Caisses d'Épargne d'Arrondissement
en milliers de zlotys.*

Années	Nombre (1)		Nombre de livrets	Etat des dépôts d'épar- gne	Fonds de réserve	Prêts		Récompte	Crédits obtenus	Comptes courants	Bilan	Béné- fices (2)
	Caisses	Arron- disse- ments				à long terme	à court terme					
1924	131	67	230.731	7.716	1.767	5.800	5.822	—	—	2.451	15.499	815
1925	198	101	298.464	23.643	2.490	23.420		—	—	—	—	—
1926	208	104	—	28.317	7.931	10.845	29.787	2.682	4.239	2.124	50.084	1.400

**B. — LES CAISSES D'ÉPARGNE
DES COMMUNES RURALES**

Historique.

Ce genre d'établissement n'est connu que dans l'ancien Royaume du Congrès et sur terres de l'Est. Son apparition date de 1870, en vertu des lois provisoires de 1869-1870, devenues définitives en 1884. Mais c'est seulement après la loi du 20 juin 1904, qu'elles se cristallisent et prennent un aspect définitif, et que leur développement devient plus grand. Les Caisses Rurales étaient de deux types : 1° Les Caisses de Prêts et d'Épargne, dans le Royaume du Congrès ; 2° Les Caisses foncières, sur les terres de l'Est où il existait une certaine administration autonome dans les communes. Fondées sur ces lois, les Caisses Rurales de prêts et d'épargne furent l'unique ressource du crédit agricole pour la popula-

1. Caisses prises en considérations.
2. Pour 65 caisses.

tion polonaise, les Sociétés Coopératives de Crédit n'étant pas tolérées par l'administration russe.

Les fonds dont disposaient les Caisses étaient formés des sommes affectées par la commune, des dotations, et des prêts gratuits accordés par le gouvernement qui, en 1915, arrivèrent à un total de 2,7 millions de roubles.

Les Caisses Rurales n'étaient pas des personnes juridiques distinctes de la commune, celle-ci était responsable de toutes les opérations des caisses.

Les caisses accordaient des prêts exclusivement aux agriculteurs dont les biens ne dépassaient pas 30 diesietynes (environ 34 hectares) et qu'ils avaient en possession directe depuis 1863, c'est-à-dire depuis l'abolition du servage. Les propriétaires des exploitations acquises, même les plus petits étaient exclus.

Les prêts devaient être utilisés pour :

a) L'achat d'outillage ou investissement ; les prêts de ce genre étaient accordés pour cinq ans.

b) Pour le paiement des soultes, en cas d'héritage ; le prêt était accordé pour dix ans.

c) Pour les besoins personnels, les prêts étaient accordés pour un an jusqu'à concurrence de 100 roubles.

En 1910 il y avait 1360 Caisses Rurales, avec un chiffre d'affaire de 70 millions de roubles, et un total de prêts versés de 40 millions de roubles.

Malgré leurs opérations importantes, l'organisation des caisses était mauvaise ; elles souffraient de beaucoup de vicissitudes ; la majorité de la population ne pouvait profiter de leurs avantages. La gestion des caisses était, en fait, entre les mains des secrétaires des communes, agents à la solde de l'administration russe et qui étaient omnipotents dans les affaires de la commune.

De 1914 à 1924 c'est une période de non activité complète des caisses rurales ? Si on tient compte que, dans cette partie de la Pologne, il n'existait presque pas d'autre établissement

agricole ou populaire, il faut considérer que pendant dix années la population rurale fut dépourvue de tout crédit. Les autorités allemandes firent quelques tentatives pour renouveler l'activité des caisses rurales, mais le résultat fut nul.

Le Gouvernement polonais se heurta aux mêmes difficultés, c'est-à-dire à l'impossibilité de recommencer les opérations selon des lois qui ne tenaient pas compte des circonstances économiques et juridiques présentes. Une autre entrave résultait du manque complet de livres de comptabilité et de celui des archives, le tout détruit ou emporté par les Russes. Après la pacification du pays et la stabilisation monétaire, en 1924, le Gouvernement s'empessa de promulguer une nouvelle loi concernant les caisses de prêts et d'épargne des communes rurales.

Caractéristique et Organisation des Caisses d'Epargne des Communes Rurales.

Définition. — Ce fut l'Ordonnance du Président de la République du 30 décembre 1924 (D.U.R.P., n° 118, Poz 1069), suivie d'une circulaire du ministre de l'Intérieur (D.U.R.P., n° 35, Poz 239 r. 1925), qui remania les statuts des Caisses Rurales et leur donna la forme suivante :

Les Caisses sont des Institutions d'Utilité Publique et possèdent une personnalité juridique propre. Toutes les communes rurales du Royaume du Congrès ont le droit de fonder une Caisse de prêt et d'épargne dont le but est de rendre possible à la population rurale la fructification de ses épargnes (art. 1).

Les Communes sont responsables de tous les biens et des revenus provenant des opérations des Caisses (art. 4).

Pour fonder une Caisse, il faut le consentement des 2/3 des membres du Conseil de la commune. Il faut encore :

1° Une décision de fondation ;

- 2° Le versement d'un fonds social, d'au moins 2.000 zlotys ;
- 3° Une décision de garantie des opérations de la caisse ;
- 4° La fixation du nombre d'obligations maximum de la caisse ;

5° L'élaboration de statuts selon les exigences des lois en vigueur.

Administration. — La gérance des Caisses de Prêts et d'Epargne des Communes rurales est confiée :

- 1° Au Conseil de la Commune ;
- 2° A une Direction qui est un organe exécutif ;
- 3° A une Commission de revision.

La Direction et la Commission de Revision sont nommées par le Conseil ; les fonctionnaires ne sont pas rémunérés.

Fonds. — Le capital social et le capital de réserve sont distincts des fonds de la commune et sont formés de capitaux propres et étrangers.

Les capitaux propres sont :

1° Le fonds social ; 2° Le fonds de réserve ; 3° Les fonds spéciaux.

Les capitaux étrangers sont :

1° Les dépôts d'épargne ; 2° Les prêts ; 3° Ceux provenant des opérations diverses.

Les profits annuels sont répartis de la sorte : 30 % pour le fonds de réserve, plus 25 % pour les œuvres d'utilité publique, le reste pour alimenter des fonds spéciaux ou pour permettre d'allouer une gratification aux fonctionnaires d'au plus 15 %.

Opérations. — Les Caisses de prêts et d'épargne peuvent faire toutes les opérations de crédit bancaire, actif et passif, à condition que les statuts particuliers le permettent ; soit, en particulier, l'acceptation des dépôts sur le livret nominatif, et l'achat et la vente des valeurs constituant un placement légal pour fonds pupillaires.

Les prêts peuvent être consentis à toute personne physique ou juridique sur le territoire de la commune, ils peuvent

être garantis : 1^o par une hypothèque ; 2^o par une caution personnelle, 3^o par un gage réel.

Les prêts à long terme ne peuvent dépasser le délai de 10 ans et doivent être inscrits sur les livres fonciers.

Privilèges, Liquidation et Contrôle. — Les privilèges accordés aux Caisses de prêts et d'épargne, ainsi qu'aux dépôts, aux livrets et à la revendication des prêts, sont analogues à ceux des Caisses d'Épargne Communales. Il en est de même lorsqu'il s'agit de la liquidation ; le contrôle appartient aux agents du pouvoir public du département ou de l'arrondissement.

Situation.

Après la promulgation de la loi sur les Caisses Rurales, celles-ci se sont multipliées rapidement sur les terres du Royaume du Congrès. Cependant leurs opérations sont encore restreintes, leur principale fonction consiste à servir d'intermédiaire entre les paysans et la Banque Agraire et de distribuer les crédits accordés.

En l'absence de toute Union de Revision, c'est la Banque Agraire qui assume le contrôle des Caisses Rurales, à côté des agents publics ; elle se considère aussi comme représentant les intérêts des Caisses Rurales, et joue, à leur égard, le rôle de Patron.

*Statistique des Caisses de Prêts
et d'Épargne des Communes Rurales en milliers de zlotys (1).*

Années	Nombre de caisses en activité	Capitaux de fondation			Emprunts à la Banque agraire		Montant du maxi- mum admis- sible des engage- ments	Dépôts d'épargne		Prêts accordés par les caisses		Montant moyen par caisse				
		Fixés	Versés		Nombre de caisses	Som- mes		Nombre de caisses	Som- mes	Nombre de caisses	Som- mes	Nombre de caisses	Som- mes	Maximum des enga- gements	Dépôts	Prêts accordés
			Nombre de caisses	Som- mes												
1926	237	1.015,5	231	759,0	179	1.366,7	19.284,2	140	224,1	235	2.927,7	81,4	0,9	12,4		
1927	439	1.725,7	426	1.416,5	351	5.981,6	32.116,8	297	780,3	430	8.970,2	73,2	2,0	11,3		

1. Statistique officielle.

SECTION DEUXIÈME

LES BANQUES D'ÉTAT ET LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DE CARACTÈRE PUBLIC

La Banque Agraire d'Etat.

Définition. — Cette Institution, dont nous avons eu déjà l'occasion de parler lorsqu'il s'agissait du crédit à long terme, joue un rôle non moins important dans le domaine du crédit à court terme à l'usage de l'agriculture.

Les statuts de la Banque, en un chapitre spécial consacré au crédit agricole à court terme, prescrivent ce qui suit en termes généraux.

« Afin de permettre un développement efficace du petit crédit agricole la Banque Agraire doit :

1^o Se prêter à la création des Sociétés Coopératives de Crédit agricole et de leur organisation centrale, leur accorder des crédits et faciliter le placement des disponibilités.

2^o Alimenter le fonds de roulement des Caisses d'Epargne d'arrondissement et des communes rurales à des fins concernant le crédit agricole (art. 44).

La Banque Agraire d'Etat peut effectuer toutes les opérations bancaires nécessaires pour atteindre le but proposé par l'article 3 de ses statuts ; en ayant en vue, en premier lieu, les besoins de petite et de moyenne exploitation rurale.

L'article 45 et le suivant spécifient de quelle façon les prêts peuvent être accordés. Les traites doivent porter deux signatures. Une seule suffit lorsqu'il s'agit des Caisses d'Epargne ou des Sociétés de Crédit. L'échéance de ces traites ne peut aller au delà de 9 mois. Les reconnaissances de dettes des particuliers doivent comporter une garantie supplémentaire, hypothèque ou caution solidaire. Le crédit peut être accordé sur nantissement de valeurs mobilières.

La Banque Agraire accepte des dépôts sur livrets constituant un placement légal pour fonds pupillaires.

Genre d'Opérations de Crédit. — Toutes ces opérations sont faites par le Département du Crédit à Court Terme de la Banque qui pour ces fins dispose : 1^o du capital social ; 2^o des dépôts ; 3^o du réescompte.

Les crédits accordés ont une destination particulière et la Banque veille à ce qu'ils soient utilisés suivant les buts proposés.

Ce sont d'abord des crédits sans spécification accordés aux agriculteurs pour augmenter leur fonds de roulement au cours de l'année. Ce genre de crédit est particulièrement important car il préserve l'exploitant contre la vente anticipée de ses produits et contre l'usure. Ces crédits sont accordés au moment des semailles et avant la récolte ; ils dépassent la moitié du total des crédits à court terme consentis par la Banque.

La Banque accorde des crédits spéciaux pour augmenter ou développer la production de certains produits agricoles. C'est d'abord, pour la culture des semences sélectionnées, puis pour la culture du houblon, du lin, des jardins potagers et fruitiers, pour l'augmentation de la production du blé et des œufs et autres destinations moins importantes et passagères comme par exemple l'organisation d'une soierie près de Varsovie.

Les crédits pour l'achat d'outillage comme les machines agricoles et les engrais chimiques ont une large part dans les opérations de la banque. Les crédits pour l'achat des machines se font sous formes d'avances à raison de 70 % de leur valeur. Les engrais sont fournis aux cultivateurs en espèces.

Des crédits spéciaux sont accordés comme avance aux investissements, morcellement ou améliorations, en attendant le versement définitif du prêt à long terme.

Enfin des crédits sont accordés aux établissements ayant pour but l'enseignement professionnel ou le développement culturel des milieux ruraux en général.

Le mode de versement des prêts. — Les prêts sont versés aux agriculteurs par l'intermédiaire des Sociétés Coopératives de crédit et des Caisses d'Epargne. Les relations directes avec les particuliers sont réduites au minimum et disparaîtront un jour complètement. La Banque est une Institution puissante ; tandis que sa clientèle se recrute dans la masse des populations rurales, entretenir un contact direct avec cette clientèle est impossible. Pour que les crédits accordés arrivent vraiment au destinataire qui en a besoin et qu'ils ne soient pas utilisés pour des fins contraires à l'activité de la banque, il faut exercer une surveillance rigoureuse et il faut connaître parfaitement les conditions locales. Or, il est évident que la Banque Agraire ne peut créer un aussi grand nombre d'agences ; ce serait former une organisation immense et tout à fait inutile, car il suffit de se servir des établissements déjà existant en grand nombre dans toutes les localités de la Pologne.

Les Sociétés de Crédit et les caisses d'Epargne sont particulièrement aptes à servir d'intermédiaires entre la Banque et les agriculteurs. Celle-ci utilise volontiers les Caisses d'Epargne qui sont des Institutions publiques indépendantes de tous intérêts privés et elle tend ainsi à former une organisation complète dépendante de l'Etat et aidant le gouvernement à répartir ses capitaux selon les destinations qu'il juge les plus nécessaires à tel moment donné. Parmi les Caisses d'Epargne on distingue particulièrement les Caisses de Prêts et d'Epargne des Communes rurales. La Banque cherche pourtant à éviter une concurrence fâcheuse entre les Caisses d'Epargne et les Sociétés Coopératives de Crédit ; elle ne soutient efficacement ces dernières que dans les localités où l'activité des Sociétés Coopératives est médiocre.

Le tableau suivant illustre les rapports des crédits répartis (en pourcentage) (1).

Années	Aux agriculteurs directement	Sociétés coopératives	Etablissements communaux	Etablissements de commerce agricole	Etablissements de caractère social	Institutions de morcellement	Divers	Total %
1926	17,9	50,1	10,0	18,1	2,1	1,8	—	100
1927	10,7	51,6	16,2	17,7	1,3	1,3	1,2	100
30-6-1928	11,7	50,4	20,8	14,7	0,4	2,0	—	100

On peut aisément s'apercevoir que la part des établissements communaux va grandissant.

Engrais chimiques. — L'activité de la Banque dans le domaine de l'approvisionnement de l'agriculture en engrais chimiques est très grande. En cette matière la Banque tient la première place parmi tous les établissements fournisseurs d'engrais en Pologne.

La Banque fournit des engrais seulement à la petite propriété, sa tâche doit donc être en même temps très instructive et elle a pour effet immédiat l'amélioration de la culture.

L'approvisionnement se fait aussi par l'intermédiaire des Sociétés Coopératives de Crédit et des Caisses d'Epargne. Le crédit est accordé à un faible taux d'intérêt, à échéance, de 9 mois. Voici le total d'engrais chimiques fournis par la banque:

	Engrais chimiques
Année 1925.....	41.777 tonnes
— 1926.....	87.265
— 1927.....	156.790
	<u>255.832</u>

A la date du 1^{er} juillet 1928 la Banque avait avancé pour acquisition d'engrais une somme de 27 millions de zlotys environ.

1. Compte rendu de la Banque Agraire.

Situation. — Dans toute cette étude de la Banque Agraire, par comparaison avec les autres banques agricoles, on s'aperçoit qu'elle est la seule (à côté de la Banque d'Economie Nationale) qui fait une distinction entre les crédits accordés. Evidemment le motif dominant à l'heure actuelle est de fournir aux agriculteurs le plus de capitaux possible, mais le souci de veiller à ce que ces capitaux jouent le rôle auquel ils sont destinés et à ce qu'ils contribuent à l'augmentation de certains produits spécialement utiles à l'économie nationale, c'est le grand mérite de la Banque Agraire. Elle se rend parfaitement compte que la façon présente d'accorder les crédits pour une échéance ne dépassant pas neuf mois ne répond pas à toutes les exigences de l'agriculture et que les besoins de crédit, à échéance de deux ou trois années, deviennent de plus en plus pressants. La Banque se propose donc de suivre dans l'avenir une telle politique dès qu'elle aura les fonds nécessaires. Néanmoins le développement de son activité est très grand, ce qui est démontré par les chiffres.

La Banque Agraire d'Etat, dans ce double rôle où elle est appelée à contribuer à l'amélioration de la structure agraire polonaise et à l'amélioration de la culture en général, est une des plus importantes Institutions de l'Etat Polonais.

Statistique de l'état du crédit à court terme accordé par la Banque Agraire au 31 décembre.

Milliers de zlotys.

Année	Escompte	Réescompte	Prêts divers	Totaux 1 et 3
1925	—	—	—	28.548
1926	17.195	679	46.479	53.674
1927	36.135	—	93.782	129.917
30 juin 1928 ..	53.418	21.690	139.694	193.116

La banque de l'Economie Nationale.

Le rôle de cette banque est, comme nous le savons, l'assistance dans tous les domaines de l'activité économique du

pays. Les statuts de la Banque ne précisent pas quels doivent être les rapports de la banque et de l'agriculture, mais les articles relatifs à son activité lui permettent de faire toutes les opérations bancaires, actif et passif, et d'accorder des crédits là où ils sont particulièrement nécessaires. La Banque peut accepter les dépôts d'épargne sur livrets constituant un placement légal pour fonds pupillaires et jouissant d'une garantie d'Etat, jusqu'à concurrence de 500 millions zlotys. Les fonds utilisés par la Banque pour les prêts à court terme sont formés des disponibilités de la Banque, des dépôts, des profits provenant de ses opérations et des fonds accordés par l'Etat. Les traites doivent porter au moins deux signatures et, depuis 1927 leur échéance peut être de six mois.

La Banque assume la charge de fournir des capitaux aux grands propriétaires ayant au moins 100 hectares ainsi qu'à l'industrie agricole. Le gouvernement une fois de plus a fait le partage des attributions entre ces deux banques. Il subventionne la grande propriété par l'intermédiaire de la Banque de l'Economie Nationale et la petite, par celui de la Banque Agraire.

Les crédits accordés n'ont pas de destination spéciale, leur but est d'accroître le fonds de roulement des agriculteurs et de leur permettre d'ensemencer leurs champs et de faire les récoltes. Les crédits ne sont pas accordés directement aux particuliers, mais par l'intermédiaire des Unions centrales et locales des Propriétaires Fonciers, lesquelles connaissent bien les milieux et les besoins locaux. Ce sont les Unions qui font la distribution des crédits accordés en globe pour les arrondissements. La Banque de l'Economie Nationale consent des crédits aux entreprises du commerce agricole et aux grandes coopératives dont la principale est la « Kooprolwa » pour l'achat des engrais et des machines agricoles.

A côté des crédits directs, la Banque consent aux Sociétés

Coopératives de crédit agricole et aux Caisses d'Epargne des prêts dont l'agriculture bénéficie également.

Suivant les comptes rendus de la Banque, les prêts totaux pour l'agriculture ont été les suivants au 31 décembre :

	Total des prêts
Année 1924.....	9.900.000 zlotys
— 1925.....	16.291.000 —
— 1926.....	23.177.000 —
— 1927.....	56.510.000 —
— 1928 30 juin	80.680.000 —

Les dernières périodes marquent donc un accroissement rapide.

Cependant le total des crédits à court terme s'élevait au 31 décembre 1927 à 255.586 mille zlotys dans lesquels la part de l'agriculture n'est que d'environ 22 %. Si tout de même on tient compte de ce fait que c'est seulement une partie de l'agriculture, notamment la grande propriété, qui en bénéficie, on pourra constater que la part attribuée par la Banque n'est pas négligeable.

La Banque se propose en premier lieu d'alimenter en capitaux les Institutions d'Etat, celles qui sont mi-étatistes, ou les établissements à caractère d'utilité publique dont l'importance intéresse particulièrement pour l'Etat ; elle prête son assistance à l'agriculture au fur et à mesure de ses besoins et selon ses possibilités. Mais sa part tend à diminuer d'une manière relative en raison de l'intervention de plus en plus grande de la Banque Agraire et des Banques Agricoles.

La Caisse Postale d'Epargne (P. K. O.).

P. K. O., dans ses opérations de crédit à court terme, s'occupe principalement depuis 1927 de fournir les fonds nécessaires aux Caisses d'Epargne et aux Coopératives de Crédit sous forme d'escompte des effets de commerce. La

part de l'agriculture est difficile à préciser, car les comptes rendus de P. K. O. ne spécifient pas le genre d'Institutions qu'elle alimente ; mais puisqu'une grande partie de la clientèle des Caisses d'Epargne et surtout des Sociétés de Crédit se recrute dans les campagnes, il faut bien admettre que la majorité des crédits accordés va aux agriculteurs.

Les sommes dont dispose P. K. O. proviennent exclusivement des dépôts et des comptes courants. L'utilisation de ces sommes est donc excellente. Cependant la tendance actuelle de P. K. O. est de liquider les positions du crédit à court terme, et de placer en valeurs mobilières, comme les lettres de gage, les dépôts et les disponibilités.

L'état des prêts sur nantissement des traites à échéances était, au 31 décembre 1927, le suivant :

	Zlotys	
Caisses d'Epargne	3.122.350	8,66 %
Société coopérative de crédit ...	23.377.903	64,83 %
Coopérative de consommation et d'agriculture.....	143.871	0,40 %
Agriculture grands domaines ...	2.283.959,70	6,33 %
Agriculture petites propriétés ..	298.397,59	0,83 %
Total	29.226.481,85	81,05 %
Divers	6.835.337,78	18,95 %
Total des crédits	36.061.819,63	100 %

La Banque de Pologne.

Le rôle de l'institution d'émission en Pologne, en matière d'octroi de crédit, demeure toujours prépondérant. A l'époque de l'inflation, c'est-à-dire jusqu'en 1924, ce fut P. K. K. P. (La Caisse Nationale de Prêts). Institution d'émission d'Etat, qui fut presque l'unique source de crédit de tout le pays. Voici le tableau des crédits consentis par cette Caisse (1) :

	P. K. K. P.	Banques diverses
Année 1922.....	33,9 milliard de marks	27,0 ml ^d .
— 1923 1-7 ...	938,3 — —	500,0 —

Si de plus on tient compte du réescompte des banques et de ce fait qu'il n'existait point d'autre source de crédit, il est bien évident que presque tous les crédits venaient de P. K. K. P. sous forme de nouvelles émissions.

Avec la création de la Banque de Pologne, l'amélioration fut notable. En 1925, la part de la Banque dans le total du crédit à court terme, accordé en Pologne, fut du tiers environ et, en 1926, de 26,2 % et, en 1927, de 24,3 % du total. Cela prouve l'assainissement de l'économie générale, l'augmentation des disponibilités, celle des dépôts d'Epargne et des comptes courants dans les Banques et dans les autres Institutions de Crédit.

Quelle fut précisément la part de l'agriculture dans le crédit des Institutions d'émission? Elle résulte des chiffres suivants :

Part de l'agriculture dans les crédits de P. K. K. P. (1).

1921.....	25,31 % du total
1922.....	17,88 % —
1923.....	2,08 % —

Cet état de choses suscita de vives réclamations de la part des agriculteurs. Evidemment, à l'époque de l'inflation, les crédits accordés ont le caractère de subsides ou plutôt de dotations, car remboursés en une monnaie dépréciée ils ne représentent plus qu'une part minime de leur valeur primitive. Or les 97,92 % des crédits, en 1923, furent accordés à l'industrie et au commerce, ce qui permit à l'une et à l'autre de se reconstituer. Mais les frais de l'opération si heureuse pour ces deux-là furent payées par la population rurale qui forme la majorité et qui se trouva en possession d'une mon-

1. Poplawski.

naïe en papier sans valeur au moment de la valorisation ; ce furent les cas des petits paysans, des artisans qui n'avaient pas le moyen de se procurer des valeurs étrangères et qui voyaient leur argent se déprécier d'un jour à l'autre sans y pouvoir rien faire. C'est seulement la stabilisation du zloty et la création de la Banque de Pologne qui changèrent ces conditions au profit de l'agriculture. Mais celle ci, dans les premières années surtout de l'existence de la Banque de la Pologne, ne bénéficia pas de ces services à égalité avec les autres branches de l'économie nationale : c'est la conséquence de l'application de certains principes de la Banque de Pologne.

L'article 55 des statuts de la Banque de Pologne prescrit bien, dans la première de ses dispositions, que la banque escompte « les traites, warrants et autres valeurs » ; mais l'article 58 précise les exigences requises, auxquelles il est difficile à l'agriculture de se plier. En principe les clients de la Banque, qui peuvent être des personnes juridiques ou physiques, doivent produire certaines justifications avant de se voir accorder des crédits.

Le client éventuel de la Banque doit, en effet, présenter : a) son bilan ; b) le bilan du mois dernier ; c) un compte rendu de la dernière année ; d) un extrait du registre du commerce ; e) son statut (pour les personnes juridiques) ; f) une quittance d'impôt sur le chiffre d'affaires ; g) les coopératives doivent présenter le compte rendu de la dernière revision. Toutes ces pièces ont pour but de permettre à la Banque de connaître à fond l'état financier des sollicitants.

D'après les dispositions de l'article 58, les traites présentées doivent provenir d'une opération commerciale. Il en résulte que puisque les agriculteurs vendent rarement leurs produits à crédit, ils ne possèdent pas de traites. Ils ne peuvent solliciter des crédits que par l'intermédiaire d'une banque ou d'une autre institution qui a apposé sa signature à côté de celle du client. Les traites doivent porter trois signatures et

deux seulement dans des cas exceptionnels. L'échéance est de 90 jours, mais ici un amendement bienfaisant aux statuts de la banque, qu'il a modifiée en 1926 (D. U. R. P. n° 92 Poz 531) prescrit que les warrants, représentant les produits agricoles, et les traites des agriculteurs en échange de semences, engrais chimiques et machines agricoles, peuvent être escomptés pour un délai de 180 jours. Toutefois, le montant de ces effets ne peut dépasser 20 % du total du portefeuille de la Banque.

Or, ces trois obstacles : 1° difficultés de libre accès aux guichets de la Banque ; 2° exigence de trois signatures ; 3° limitation du portefeuille des traites agricoles à 20 % du total des traites escomptée, font que l'agriculture ne bénéficie pas du crédit auquel elle a droit en raison de la place qu'elle détient dans l'économie nationale.

L'état du portefeuille des traites, au 31 décembre 1927, était le suivant, en zlotys :

Années	Total des traites	Traites des agriculteurs	%
1926	321.330.147,71	81.939.187,66	25,5
1927	455.998.733,99	115.823.678,63	25,4

Au 31 décembre 1927, la Banque de Pologne avait dans son portefeuille 4,57 % des traites agricoles à une échéance de six mois, soit pour une somme de 20.824.770,75 zlotys.

CHAPITRE IV

QUELQUES REMARQUES SUR LE CRÉDIT A COURT TERME EN GÉNÉRAL

Il nous faut à cette place consacrer quelques mots à une brève image du crédit à court terme, de son organisation et de sa situation actuelle. Ce qui est le plus frappant dans l'étude de l'organisation du crédit agricole c'est la diversité des systèmes et la multitude des Institutions. L'explication de cette bizarrerie est pourtant toujours la même ; elle résulte de l'influence des trois et même quatre régimes qui régnaient sur les terres polonaises au moment où le pays établissait les bases de sa vie économique moderne. Les lois en vigueur réglementèrent de différentes façons la constitution juridique des Institutions de crédit, quelle que fût l'activité de la société polonaise. Il ne faut point oublier qu'outre les considérations économiques, la politique joua un rôle important au moment de la création des diverses Institutions et qu'elle eut toujours un caractère de réaction de la part de la nation polonaise à l'égard des régimes en vigueur. Aussi l'apparition de ces organismes se heurta à l'indifférence et même à l'hostilité des gouvernements dominants : chaque Institution dut s'approprier la forme permise, la trouver bonne, pour pouvoir subsister et poursuivre ses opérations.

Dans ces dix années d'existence de l'Etat polonais, les diversités n'ont pas eu le temps de disparaître. Pourtant l'évolution vers l'uniformité des systèmes s'opère, sous l'influence de sages lois et sous la direction d'hommes éminents, lentement mais sûrement.

Nous connaissons déjà l'unification faite dans les différents groupes d'Institutions de crédit agricole. Pour éviter entre ces groupes une concurrence fâcheuse, nuisible, et pour assurer la cohésion indispensable à la politique de crédit, un bureau commun fut créé au début de 1927. Ce bureau fut appelé « Le Bureau des Congrès des Institutions d'Epargne de Pologne ». Il a pour but d'assurer un contact permanent entre les Institutions qui en font partie, ainsi que d'étudier les conditions et les méthodes de travail de ces institutions, et aussi d'organiser la propagande pour le développement de l'épargne. En ces matières le bureau possède de vastes attributions et il représente les intérêts des Institutions affiliées.

Les Organes du bureau sont :

1° Un Congrès des délégués ;

2° Un Conseil du Congrès composé de 32 membres dont 18 sont nommés par le Congrès pour un an et 8 sont des représentants permanents des Institutions suivantes :

a) Confédération des Unions des Coopératives agricoles de Pologne ; b) Fédération des Unions Coopératives de Pologne ; c) Union des Caisses d'Epargne Polonaises de Lwow ; d) Union Communale de Crédit de Poznan ; e) Union des Caisses Municipales et d'arrondissement de Varsovie ; f) Banque Communale de Pologne ; g) P. K. O. ; h) Banque Agraire d'Etat ; i) Banque de l'Economie Nationale. Enfin le reste des membres du Conseil est élu par les 26 délégués énumérés ci-dessus.

Le Bureau a une grande importance. Ses membres jouissent d'une liberté d'action assez étendue, mais dans le Bureau, les désaccords entre membres sont vite résolus.

Etablir quel est le chiffre de crédit à court terme, consenti à l'agriculture au cours des dernières années, est assez difficile ; on risquerait de commettre de graves erreurs. En effet les comptes rendus ne permettent de constater que l'état des prêts en fin d'année. Ce qu'il faut retenir seule-

ment, c'est leur accroissement qui suit celui de l'épargne. Cependant le marché souffre du manque de crédit qui résulte du développement de plus en plus grand de l'agriculture et de la grande pénurie de capitaux ; ceux qui sont accordés sont en effet loin de satisfaire les besoins ressentis. Les crédits consentis par les Institutions et par l'Etat ne peuvent suffire à tous les besoins ; ils constituent cependant encore l'unique ressource de capitaux, relativement à bon marché, en comparaison du marché hors banque. En effet, la Banque de Pologne a abaissé successivement le taux de son escompte jusqu'à 8 % ; les Institutions, qui bénéficient du réescompte, et celles qui disposent de fonds d'Etat, ne peuvent percevoir que 2 % en plus du taux d'escompte de la Banque de Pologne. Le taux d'intérêt perçu par les Institutions de Crédit privées atteint le maximum légal de 12 % (au 15 juin 1927) sans compter les frais, qui sont assez élevés. Or, l'intérêt perçu par les personnes privées est beaucoup plus élevé et si l'on tient compte des opérations usuraires, on arrive à des chiffres fantastiques. En effet une enquête, établie auprès des Caisses de Stefczyk, constate que, dans la campagne, l'intérêt perçu par les usuriers juifs est au taux moyen de 18 à 168 % par an. Il existe des cas isolés où l'intérêt perçu a été encore beaucoup plus grand. Il en résulte que le particulier s'adresse volontiers aux Institutions de crédit et en sollicitent des prêts ; ces dernières ne sont pas en situation de suffire à toutes les demandes, car malgré la croissance des fonds provenant des dépôts, ceux-ci n'ont pas le caractère définitif d'épargnes dont on pourrait tranquillement disposer ; ce sont au contraire des dépôts à vue, des soldes, des comptes courants et leur présence dans les Caisses des Institutions est très courte et instable. Si le chiffre des dépôts est relativement petit, il en résulte encore que l'intérêt payé pour eux est peu élevé et qu'il varie de 6 à 10 % (en 1927). Enfin le public manque de confiance et cherche d'autres emplois à ses disponibilités.

Aussi les épargnes des agriculteurs sont-elles utilisées souvent à des achats inutiles de bétail ou à des investissements peu productifs.

L'amélioration de l'état du crédit à court terme est fonction des conditions économiques générales du pays et, à l'heure actuelle, de l'affluence des capitaux étrangers.

APPENDICE

WARRANTS AGRICOLES

L'agriculture, malgré tous ses efforts d'adaptation aux exigences de la vie économique moderne, par la culture intensive et par le machinisme, ne peut avec autant d'avantages que l'industrie et le commerce bénéficier du crédit en ses formes actuelles. Dans ces deux autres domaines de la vie économique, les transactions se font rapidement ; dans un court délai de temps la circulation des capitaux s'effectue plusieurs fois. Il en est bien autrement dans l'agriculture où la fructification des capitaux employés est lente et où la période des opérations n'est pas le plus souvent inférieure à un an. Il lui faut donc des crédits dont l'échéance est de longue durée. Les crédits pour les investissements et les améliorations sont bien organisés par le consentement de prêts en lettres de gages amortissables au moyen d'annuités. Mais, lorsqu'il s'agit de crédits alimentant le fonds d'exploitation de l'agriculteur, il n'en est pas de même. En effet les cultivateurs ne peuvent se procurer des capitaux pour leur fonds d'exploitation que sous forme générale de garanties personnelles et pour un délai de temps qui ne dépasse pas six mois. Autant dire que ce sont des formes peu appropriées et qui rendent impossible l'utilisation avantageuse du crédit obtenu. L'agriculteur se voit donc obligé souvent de vendre par anticipation ses produits à un moment pour lui défavorable. Pour obvier à de tels inconvénients, différentes législations ont rendu possible le nantissement des produits agricoles en permettant aux agriculteurs de se procurer des

crédits sans trop de difficultés et de passer ainsi la période de crise momentanée.

On connaît trois systèmes de nantissement.

1^o Le premier consiste en ceci que l'objet, déposé en gage, passe aux mains du créancier;

2^o Le second en ce que les marchandises sont déposées dans un entrepôt public contre remise d'une quittance qui peut faire l'objet d'un nantissement;

3^o Enfin le troisième consiste en ce que les marchandises ou les produits servant de gage restent entre les mains du débiteur tandis que l'engagement est inscrit sur un registre spécial.

Puisque les produits agricoles sont de nature à ne pouvoir être transportés facilement sans perte et sans grand inconvénient pour les parties, c'est au dernier système que s'en tint le législateur polonais.

Cette forme de nantissement était inconnue en Pologne. Pour la première fois elle fut introduite dans les caisses d'épargne des communes rurales, en 1925 (D. U. R. P., n° 35 poz. 239), mais sous une forme générale ne permettant guère son application pratique.

C'est seulement une Ordonnance du Président de la République du 22 mars 1928 qui introduisit définitivement la possibilité du nantissement des produits agricoles sous forme d'inscription au registre. Cette ordonnance s'exprime en termes fort prudents et limite le nouveau mode à quelques dispositions étroites laissant la porte ouverte à des amendements pratiques au fur et à mesure que cette nouvelle forme de crédit à court terme prendra de l'extension et, comme il est souhaitable, deviendra prépondérante.

Les dispositions de l'ordonnance sont les suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Cet article prescrit la forme du nantissement qui est l'inscription au registre spécial.

ARTICLE 2. — Cet article prescrit que ce sont seulement les personnes physiques et juridiques, qui s'occupent effec-

tivement de la culture, qui peuvent nantir les produits agricoles. Cette prescription a pour but d'éviter la spéculation dangereuse de la part des petits commerçants dans les campagnes.

ARTICLE 3. — Cet article limite la possibilité de faire des avances sur les produits agricoles, remis contre nantissement, aux seules institutions de crédit d'Etat des caisses d'épargne communales et des communes rurales, des sociétés coopératives de crédit ainsi qu'aux autres institutions autorisées par le Ministre. Cette disposition est excellente car elle a pour but d'éviter l'usure éventuelle. Tout récemment ont reçu cette autorisation les banques agricoles.

ARTICLE 4. — Cet article dispose que les objets donnés en gage ne peuvent être que des produits agricoles mobiliers. Dans le cas de fermage, le propriétaire de l'exploitation doit donner son consentement.

Les articles 5, 6, 7 et 8 prescrivent les formalités exigées, qui sont des stipulations inscrites et enregistrées auprès du Tribunal d'arrondissement, lequel délivre une quittance aux créanciers tandis que les débiteurs restent possesseurs des produits.

ARTICLE 12. — Cet article prescrit que les droits peuvent être transférés à une autre institution, uniquement par un engagement nouveau auquel doit être joint le premier. L'escompte est donc inadmissible. En cas où l'engagement serait fait au profit d'une personne non autorisée, il devient nul.

ARTICLE 15. — L'engagement ne peut être fait que pour un délai de trois ans, après quoi il n'est pas renouvelé et n'est plus valable. La durée de l'engagement qui deviendra général se conformera probablement aux exigences de la Banque de Pologne relatives à son escompte qui est actuellement de six mois.

Les autres articles en petit nombre édictent des dispositions d'ordre secondaire.

On ne peut que se réjouir de l'apparition de ces dispositions nouvelles dans les conditions actuellement défavorables du crédit agricole ; elles contribueront certes à son développement et ont grande chance de réussir. Toutes dispositions sont prises afin de protéger les agriculteurs d'une nouvelle forme d'usure et de spéculation. En outre sont favorisées les sociétés coopératives de crédit et les caisses d'épargne, lesquelles se voit accorder un monopole qui pourra leur permettre un nouvel essor.

Bien que la loi soit déjà en vigueur depuis le mois de juin 1928, elle n'a pas encore eu d'application ; il n'est donc pas possible de l'apprécier quant à son fonctionnement pratique.

CONCLUSION

En terminant ce travail, nous essayerons de donner les quelques notions générales qui s'imposent à qui a étudié l'organisation et le caractère du crédit pour l'agriculture. Avant toute critique, il importe de toujours garder présentes à l'esprit les vicissitudes et les incohérences des Institutions polonaises, conséquences inéluctables des conditions spéciales dans lesquelles se trouvait la Pologne démembrée. C'était un cas de force majeure. Puis l'effort polonais fut grand et on ne peut que louer ce peuple des innovations introduites depuis la reconstitution de l'Etat de Pologne. Ces lois nouvelles semblent fort bien conçues avec toutes chances de réussite : on peut espérer qu'elles permettront d'unifier l'organisation du crédit foncier et du crédit agricole et de réorganiser l'un et l'autre de manière à les rendre plus aptes à réaliser leurs fins. Assurément un proche avenir amènera des remaniements notables, en décidant lesquelles de toutes ces Institutions sont non seulement viables mais les mieux adaptées. Ce n'est pas seulement à l'effet du temps que nous pensons réserver la décision finale, mais aussi aux circonstances nouvelles qu'il est susceptible d'apporter, et parmi celles-ci la plus importante certes sera l'augmentation de la richesse nationale. Quand l'unique souci actuel, qui est d'obtenir un prêt, n'importe à quelle condition et n'importe où, aura disparu, la clientèle pourra choisir entre les Institutions qui répondront le mieux à ses *desiderata*.

Présentement s'impose la division suivante : d'une part, on peut ranger les institutions d'Etat, celles qui possèdent le

caractère public, celles qui ont cette vue plus large de servir l'Etat et les communautés; d'autre part, se trouvent les Institutions dues à l'initiative privée et dont les buts n'ont pas un caractère aussi général.

Dans la première catégorie, nous placerons la Banque Agraire au premier plan comme devant rester une institution centrale destinée à profiter des services des caisses d'épargne et des sociétés coopératives de crédit, ses filiales; il ne paraît pas douteux qu'elle réussira à centraliser le crédit foncier et le crédit agricole en ses mains. Une objection toutefois peut être faite : malgré son caractère général, la Banque Agraire n'en reste pas moins une institution de classe. Ce qui pouvait s'expliquer au début de son existence, quand les idées nouvelles se faisaient jour et que le pays était encore tout à la lutte qu'il engageait afin d'établir les nouvelles bases de sa vie économique et sociale, n'est plus admissible aujourd'hui. Pour la prospérité de la Pologne, l'économie agraire du pays doit être unifiée. Il est vrai que les faits peuvent s'imposer différemment. La grande propriété possède en 1921 44,8 % de la superficie totale, c'est-à-dire 13.589.177 hectares; on pourrait donc la considérer, économiquement, aussi forte que la petite propriété qui risquerait d'être reléguée au second plan, en cas de centralisation. Mais ce serait facile à éviter en rétablissant l'équilibre au sein même de la banque. En outre, si l'on considère que l'étendue de la grande propriété va rapidement en diminuant, on se rendra bientôt compte que toutes les craintes contre la prépondérance éventuelle de la grande propriété, dans les opérations de la Banque Agraire, n'ont pas de raison d'être. Il est vrai que c'est la Banque de l'Economie Nationale qui doit jouer envers la grande propriété le même rôle que la Banque Agraire envers la petite, mais un rôle un peu effacé, complémentaire et partant insuffisant. L'agriculture a besoin d'une institution spéciale.

Malheureusement le crédit accordé à long terme ou à

court terme a toujours le même caractère : il se voit destiné, en majeure partie, à des besoins pressants, à l'entretien du fonds de roulement et enfin, ce qui est plus grave, à la consommation. La discrimination faite par la Banque Agraire n'est qu'une ébauche. Présentement l'unique souci de toutes les institutions est d'attirer le plus de capitaux possible vers l'agriculture.

Le rôle de l'Etat demeure prépondérant. Nous connaissons son œuvre lorsqu'il s'est agi du crédit foncier ; en matière de crédit agricole l'Etat passe aussi au premier plan, avant les Institutions de caractère public. L'initiative privée ne commence qu'à naître, mais déjà l'activité des banques privées agricoles et des sociétés coopératives de crédit devient de plus en plus importante. Il faut considérer la loi sur les warrants agricoles comme un événement heureux qui certainement contribuera au développement du crédit agricole et changera le mode des opérations, mais surtout aidera à la disparition des traites qui sont pour l'agriculture une forme de crédit des plus désavantageuses.

On peut dire que devant l'agriculture polonaise s'ouvre une ère nouvelle qui sera celle de la prospérité. En effet les tendances du gouvernement et de la société vont unanimement à l'amélioration de la structure agraire, à l'amélioration des terres et aux divers investissements. La politique du gouvernement qui était les premières années occupée presque exclusivement par l'industrie et le commerce, évolue de plus en plus vers l'agriculture avec l'idée de lui donner les conditions les plus aptes à satisfaire ses besoins. On a compris enfin que la prospérité générale dépend du bien-être de la majorité de la population. L'industrie, qui a tant de peine à réaliser l'écoulement de ses produits, trouvera des débouchés faciles à l'intérieur du pays quand les exigences des masses populaires s'accroîtront en raison directe de leurs avoirs. Il y a lieu de reconnaître les signes d'une certaine tendance étatiste dans

l'ensemble du système des crédits consentis à l'agriculture. Ce n'est pas seulement dans le rôle actuel de l'Etat qui est le plus grand créancier de l'agriculture, que cela se perçoit, mais en raison de la vaste organisation de ses institutions, lesquelles, dotant les divers privilèges, pourront facilement éliminer les institutions privées. Pour le moment le problème de la concurrence ne se pose pas, mais, dans l'avenir, quand les conditions économiques deviendront plus normales et plus aisées, il se pourrait que ce soit l'Etat, par l'intermédiaire de ses Banques et de ses Caisses d'Epargne, qui centralise toute la distribution du crédit entre ses mains.

L'histoire des Institutions de Crédit pour l'agriculture, c'est souvent l'histoire de la lutte de la nation polonaise contre ses oppresseurs. Il y a là une leçon à retenir qu'un sentiment national invétéré, ancré au plus profond de l'âme qu'une nation consciente d'elle-même et douée de la ferme volonté de se gouverner librement, ne peut jamais être détruit. Il réagit à un moment donné avec une puissance inattendue, et brise toutes les chaînes.

La Nation polonaise entre dans une nouvelle période de son développement ; durant des siècles elle a été contrainte d'abord par des lois de classe, puis par ses ennemis. Elle rentre dans la vie économique et politique avec un ardent désir de reprendre la place qui lui est due parmi les autres nations. Ayant une expérience millénaire, quoique hélas souvent malheureuse, elle apporte toute l'ardeur d'une nation jeune nantie de forces nouvelles qu'elle puise dans toutes ses classes sociales.

Il est sûr qu'elle réussira dans cette œuvre entreprise pour le développement culturel et économique de ses enfants. Les dispositions prises sont justes, et droites sont les voies suivies, et la Pologne n'ignore pas que pour exécuter une telle tâche il lui faut rassembler toutes ses forces et travailler sans repos.

OUVRAGES CONSULTÉS

- Borowski (Waclaw)*. — Le Crédit Agricole en Pologne (1927).
Brzeski (Thadé). — La Pologne comme unité économique.
Bardzki (A.). — Un demi-siècle des Sociétés Coopératives Polonaises.
Crédit Foncier de France.
Dop (Louis). — La Banque Centrale de Crédit Agricole (1901).
Duocede. — L'Œuvre officielle du Crédit foncier.
Dederko. — Les plus avantageuses dimensions de l'exploitation agricole.
Grabski (Wladislas). — L'Économie Sociale Agraire.
Hempel. — Qu'est-ce qu'une Coopérative ?
Hitier Henri et Hitier Joseph. — Les problèmes actuels de l'Agriculture (1923).
Kusnierz (Bronislas). — L'Organisation du Crédit populaire dans le Royaume du Congrès.
Kirsztot-Prawnicky. — L'Association de Crédit Foncier.
Karpinski (Stanislas). — Les Banques en Pologne.
Kempner. — Pour le développement économique de la Pologne.
Michalski et Czernecki. — Les Sociétés Coopératives polonaises de Crédit (1914).
Molle (Marcelle). — Les Sociétés de Crédit Agricole et leurs opérations (thèse, 1924).
Macavel (Michel). — Le Crédit Agricole et le Crédit Foncier en Roumanie (thèse, 1912).
Marasse. — De l'Association de Crédit Foncier en Galicie (1868).
Nestorowicz (Melchior). — Les œuvres du second Congrès des dirigeants des Sociétés Coopératives Polonaises.

Mémoire de l'Association de Crédit Foncier de Varsovie.

Poplawski (Auguste).—Pour le développement du crédit agricole (1927).

— Le Crédit à long terme Foncier en Prusse et en Royaume de Pologne.

Popiel. — l'Association de Crédit Foncier.

Sagnier. — Histoire du Crédit Agricole en France (thèse, 1911).

Stefczyk (François). — Les débuts et les conditions générales de développement des Coopératives en Pologne.

— Exposé sur la position des Coopératives dans l'agriculture (1924).

Stanieszewski. — Crédit pour les petites exploitations. Congrès de 1924.

Weinfeld. — Tables statistiques de Pologne.

Weydlich (Casimir). — Le mouvement coopératif en Pologne (1927).

Windakiewicz (Dr Casimir).—Les Caisses Communales d'Epargne (1928).

Woyciechowski (Stanislas). — Les Coopératives dans leur développement historique (1923).

Zoll (Frédéric). — L'Ordonnance de Valorisation (1924).

STATUTS ET COMPTES RENDUS

Association de Crédit Foncier de Varsovie.

Association de Crédit Foncier de Poznan.

Association de Crédit Foncier de Lwow.

Banque de Pologne.

Banque Agraire d'Etat.

Banque de l'Economie Nationale.

Banque de Wilno.

Banque des Unions des Sociétés Économiques de Poznan.

Banque de Raiffeisen.

Banque de l'Association de Crédit Foncier de Poznan.

Banque Foncière de Varsovie.

Banque Kwilecki Potocki et C^{ie}.
Banque Agraire de Poméramie.
Banque Foncière de Poznan.
Banque Sucrière.
Banques Populaires.
Banque des Paysans.
Banque de la Noblesse.
Caisses de Stefczyk.
Confédération des Unions des Sociétés Coopératives Polonaises.
Caisses d'Epargne d'Arrondissement.
Caisses d'Epargne des Communes Rurales.
Fédération des Sociétés Coopératives Polonaises.
P.K.O. (Caisse d'Epargne Postale).

PÉRIODIQUES

Annuaire statistique de l'Office Principal (1919-1928).
Les Nouvelles Statistiques.
Bulletin de l'Institut des Coopératives.
Gazette de Banque.
Gazette Agricole.
Revue Coopérative.
L'Economiste.
L'Agriculteur Économiste.
Le Journal Officiel de la République Polonaise (D.U.R.P.).
Annuaire Statistique des Sociétés Coopératives en Pologne.

Vu : Le Président de la thèse,
HITIER.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Recteur
L'Inspecteur de l'Académie
MAURELLET.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — La Situation de l'Agriculture en Pologne.....	9
La Structure Agraire.....	9
Réforme Agraire.....	13
Productivité de l'Agriculture en Pologne.....	20
Les besoins de crédit et les possibilités d'endettement de l'Agriculture polonaise.....	23

PREMIÈRE PARTIE

LE CRÉDIT A LONG TERME.

CHAPITRE PREMIER. — Définition.....	27
Opérations des Institutions foncières.....	30
Lettres de gage, Intérêts, Séries, Garantie, Annuité, Retrait, Coupons, Réserves.	
Conditions requises pour octroi de prêt.....	33
Montant, Evaluation, Livre Foncier, Procédure.	
Contrôle	35
Privilèges	36
Liquidation.....	37
CHAPITRE II. — Association de Crédit Foncier de Varsovie.	38
Historique, Opération, Organisation, Situation.	
Association de Crédit Foncier de Poznan.....	47
Historique, Opérations, Organisation, Situation.	
Association de Crédit Foncier de Lwow.....	54
Historique, Opérations, Organisation, Situation.	

La Banque Foncière de Wilno.....	60
Historique, Opérations, Organisation, Situation.	
CHAPITRE III. — Les Banques d'Etat.....	65
I. La Banque Agraire d'Etat.....	65
Historique, Opérations, Organisation.	
Le Département Agraire.....	70
La Banque des Paysans, La Banque de Noblesse, Banque Privée, Institutions allemandes, Institu- tions Galiciennes, Opérations de liquidation, Opé- rations agraires.	
Le Département de Crédit à Long Terme.....	75
Opérations, Situation.	
Le Département des Fonds Administrés.....	77
II. La Banque de l'Economie Nationale.....	80
Historique, Opérations, Organisation, Situation.	
CHAPITRE IV. — Problème du placement des lettres de gage et projet de la Banque Centrale Foncière....	86
Placement, Projet de Banque Centrale.	

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT A COURT TERME.

CHAPITRE PREMIER. — Définition.....	95
CHAPITRE II. — Institutions de Droit Privé.....	100
Section I. — Les Sociétés Coopératives de Crédit.....	100
Définition.....	100
Lois en vigueur, Définition de la loi, Membres, Administration, Fonds, Opérations, Fusion, Con- trôle; Conseil des Coopératives, Ensemble du mouvement en chiffres.	
A) Les Banques Populaires.....	108
Historique.....	108
Poznanie, Poméranie et Haute Silésie, Galicie,	

Royaume du Congrès et Terres de l'Est, Etat Polonais.	
Caractère, Organisation et Situation des Banques Populaires.....	116
Caractère, Organisation, Situation, Banque des Unions des Sociétés Économiques.	
B) Les Caisses de Stefczyk.....	121
Historique	121
Galicie et Silésie de Cieszyn, Royaume du Congrès, Etat Polonais.	
Caractère. Organisation et Situation des Caisses de Stefczyk.....	125
Caractère. Organisation. Situation. La Caisse Centrale des Coopératives agricoles. La Banque de Raiffeisen.	
C) Les Sociétés Coopératives de Crédit des minorités nationales	130
Description et situation.	
D) Quelques propos relatifs à l'ensemble des Sociétés Coopératives de Crédit.....	131
Congrès. L'Institut des Coopératives. Situation.	
Section II. — Les Banques de Crédit Agricole.....	136
Définition. La Banque de l'Association de Crédit Foncier de Poznan. La Banque Foncière de Varsovie.	
Banque Kwilecki-Potocki et C ^{ie} . Société anonyme.	
Banque Agraire de Poméranie. Banque Foncière de Poznan, Banque Sucrière. Situation.	
CHAPITRE III. — Institutions de Droit Public.....	144
Section I. — Les Caisses d'Epargne.....	144
Définition.....	144
A) Les Caisses d'Epargne d'Arrondissement.....	145
Historique	145
Galicie, Poznanie, Poméranie et Silésie, Royaume du Congrès, Etat Polonais.	

Caractère et Organisation des Caisses Communales d'Epargne.....	148
Définition de la loi. Administration. Fonds. Opérations. Privilèges. Contrôle. Liquidation.	
Situation.....	150
B) Les Caisses d'Epargne des Communes Rurales.....	151
Historique.....	151
Royaume du Congrès.	
Caractère et Organisation.....	153
Définition. Administration. Fonds. Privilèges. Liquidation et Contrôle.	
Situation.....	155
Section II. — Les Banques d'Etat et les Institutions Financières au Caractère Public.....	156
La Banque Agricole d'Etat.....	156
Définition. Genre d'opérations de crédit. Procédure de versement. Engrais chimiques. Situation.	
La Banque de l'Economie Nationale.....	160
Description et situation.	
La Caisse Postale d'Epargne (P. K. O.).....	162
Description. Position et situation.	
La Banque de Pologne.....	163
Description. Position et situation.	
CHAPITRE IV. — Quelques propos sur le crédit à court terme en général.....	167
APPENDICE. — Warrants agricoles.....	171
CONCLUSIONS.....	175
OUVRAGES CONSULTÉS.....	179

191. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris — 2-29
